

Relance française au Liban

Paris, en allégeant son dispositif naval en Méditerranée orientale, avait donné l'impression à certains de « faire marche arrière » après s'être livré à une démonstration de force destinée à fixer clairement à la Syrie les limites que cette dernière ne doit pas dépasser dans sa guerre contre le réduit chrétien.

Avec la déclaration, dimanche 27 août, de M. Roland Dumas, la logique de la politique française apparaît plus clairement : le « muscle » ayant produit son effet - s'il n'est pas totalement cessé, les bombardements sur Beyrouth ont notablement baissé d'intensité - il convenait de battre le fer encore chaud et de redonner la parole à la diplomatie.

Celle-ci a-t-elle la moindre chance de réussir là où tant d'initiatives ont échoué pour tenter de mettre fin à une boucherie qui dure depuis quinze ans au milieu d'un imbroglio politique inextricable ?

L'exposé par M. Dumas de la conception française d'un règlement de la crise libanaise a le mérite de la clarté dans les objectifs à atteindre : un cessez-le-feu (sans lequel rien ne peut aboutir), des réformes politiques (réclamées par tout le monde ou presque) et le retrait des forces d'occupation israéliennes et syriennes.

La position de Paris a un deuxième avantage, celui de s'appuyer sur une initiative purement arabe, à savoir la mission du comité tripartite (Algérie, Maroc, Arabie saoudite), mandatée fin mai par le sommet de Casablanca pour régler le problème libanais, ce qui peut contribuer à désamorcer les accusations de néocolonialisme dont certains ne manquent pas de gratifier le gouvernement français.

Mais, paradoxalement, c'est peut-être là que le « plan » détaillé par M. Dumas paraît le plus fragile. Il y a, en effet, près d'un mois maintenant que le comité arabe a reconnu s'être fourvoyé.

La raison en est simple : il a voulu s'attaquer à ce que M. Dumas a appelé la « cour de la crise libanaise » : les rapports de la Syrie avec l'État du Cadré. Connaissant les relations pour le moins houleuses existant entre Paris et Damas, on peut se demander si les autorités françaises ont plus de chances que les Arabes de contourner - ou de faire sauter - l'obstacle syrien.

Paris semble vouloir tenir compte de l'écuell. L'ambassadeur français, M. François Schaefer, secrétaire général du Quai d'Orsay, est arrivé dimanche soir à Damas, d'où il gagnera Beyrouth. L'ordre des étapes n'est pas innocent : on a trop souvent reproché à Paris de vouloir « oublier » que la Syrie est un passage obligé pour le Liban.

Un « oubli » qui a été réparé, il est vrai, dès dimanche : jamais, jusqu'à présent, la France n'avait mis en cause aussi clairement, quoique en termes diplomatiques, l'ambition du président Hafez El Assad de réduire son voisin à l'état de vassal.

(Lire page 4 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX et la déclaration de M. DUMAS.)

M 0147 - 0829 0 - 4,50 F



Après les manifestations dans les Républiques baltes

La contagion nationaliste s'étend en Moldavie

La ferme mise en garde adressée par le comité central du PC soviétique contre « l'hystérie nationaliste » dans les Républiques baltes témoigne de l'inquiétude croissante que provoque à Moscou la montée de mouvements séparatistes. Une manifestation nationaliste a également eu lieu, dimanche 27 août, à Kichinev, capitale de la République de Moldavie, passée elle aussi sous contrôle soviétique à la suite des accords Molotov-Ribbentrop de 1939.

MOSCOU
de notre correspondant

Trop, c'est trop. C'est ce qu'a dit le comité central du Parti communiste soviétique aux nationalistes baltes dans une déclaration solennelle lue avec emphase samedi soir 26 août en ouverture du bulletin d'informations de la télévision centrale. Il a fallu trois jours à la direction soviétique pour réagir au défi du 23 août de plus d'un million de Baltes. Ils avaient profité du cinquantième anniversaire du pacte de non-agression germano-soviétique pour clamer leur refus de l'occupation soviétique.

« Les événements sont allés très loin, souligne la déclaration. La situation actuelle dans les Républiques baltes est une cause d'inquiétude croissante. Ces développements affectent les intérêts vitaux de tout le peuple soviétique, de toute notre patrie socialiste. » « Un danger sérieux menace les peuples des Républiques baltes. Ils doivent savoir vers quel abîme les poussent les dirigeants nationalistes », poursuit le texte.

dirigeants nationalistes », poursuit le texte.

La direction du PC retrouve pour la circonstance un langage que la démocratisation et la glasnost avaient fait quelque peu oublier. Elle dénonce péle-mêle l'« hystérie nationaliste » ou l'apparition d'« organisations ressemblant aux formations politiques de la période bourgeoise et de l'époque de l'occupation nazie » avant de demander de « nettoyer le processus de la perestroïka dans ces Républiques de l'extrémisme et des tendances destructrices et nocives ».

Le comité central ne saurait accepter « les slogans pleins d'animosité à l'égard du système soviétique, du peuple russe, du Parti communiste de l'URSS et de l'armée soviétique ». Il en avertit les Baltes mais les appelle aussi à un « dialogue et au compromis pour arrêter ce cours fatal des événements ». « Si les nationalistes arrivent à leur but, affirme la déclaration, la viabilité même des nations baltes pourrait être mise en cause ».

(Lire la suite page 3.)

Malgré une nouvelle condamnation de l'antisémitisme par Jean-Paul II

Les déclarations de Mgr Glemp enveniment les relations entre juifs et catholiques

En parlant, samedi 26 août, de « l'air hautain » des juifs et des médias internationaux aux mains des juifs, le cardinal Joseph Glemp, primat de Pologne, a contribué à envenimer les relations avec les catholiques, déjà très perturbées par l'affaire du cardinal d'Auschwitz. Cependant, dans une lettre apostolique, Jean-Paul II a condamné une nouvelle fois l'antisémitisme.

Le cardinal Glemp n'a-t-il pas raté une belle occasion de se taire ? Déjà, le 10 août, Mgr Marchalski, archevêque de Cracovie, avait déclaré que l'Eglise catholique ne respecterait pas ses engagements à propos du cardinal d'Auschwitz. Cette fois, le primat de Pologne est allé plus loin en exhumant des clichés d'un autre âge pour regretter l'« antipolémisme » de certains juifs, leur « air hautain » et souligner que les « mass media » sont « à leur disposition ».

Heureusement, le même jour, Jean-Paul II a publié un texte d'une tonalité tout à fait différente, à l'occasion du cinquantième anniversaire du déclenchement de la deuxième guerre



mondiale. Selon le pape, « la barbarie planifiée qui s'est acharnée sur le peuple juif, victime de la solution finale, demeure à tout jamais une honte pour l'humanité ». Ces propos expriment bien mieux que ceux de Mgr Glemp la manière dont la hiérarchie catholique considère aujourd'hui le judaïsme.

Les rapports entre les deux communautés n'ont cessé de s'améliorer depuis le concile Vatican II, au début des années 60, mais l'affaire du cardinal d'Auschwitz blesse profondément la conscience juive. L'installation d'un couvent chrétien depuis 1984 dans l'ex-camp de concentration apparaît comme une tentative

d'évangéliser le symbole de l'Holocauste, même si les cardinaux déclarent être présents dans un esprit « d'expiation et de réconciliation ».

Les propos d'un cardinal Glemp ne risquent-ils pas d'entretenir les vieux fonds d'antisémitisme de la Pologne ? Si quelque'un peut faire évoluer les esprits dans ce domaine, c'est bien l'ancien archevêque de Cracovie qui occupe aujourd'hui le trône de saint Pierre. En s'exprimant haut et fort, « En polonais », comme le lui suggérèrent récemment un dirigeant de la communauté juive.

(Lire page 9 nos informations et un texte de Mgr LUSTIGER.)

La rentrée politique et la préparation du budget

Sous le signe du social

M. Rocard est rentré à Paris, dimanche 27 août, au terme d'un voyage de onze jours dans le Pacifique sud. Le premier ministre doit rendre les ultimes arbitrages sur le projet de budget pour 1990, qui sera examiné par le Parlement cet automne. Soumis à la pression des socialistes et de l'Elysée, M. Rocard entend donner à son action un « souffle social ».

Du social, encore du social, toujours du social, c'est-à-dire plus de justice par un meilleur partage des revenus d'une croissance retrouvée : il y a longtemps que M. Mitterrand tient ce discours, relayé par quelques socialistes « basistes » proches de lui, tel M. Julien Dray, député de l'Essonne, qui reproche au premier ministre de vouloir « transformer le quotidien » sans « changer la société », au risque de tenir un « discours de charlatan » (le Monde du 25 août).

A la mi-juillet, le président de la République affirmait, en privé,

que « sous réserve d'ultimes vérifications dans les mois à venir », la crise économique était terminée et que, compte tenu du niveau de croissance, le temps du partage était venu. Il avait déclaré, peu avant, dans un entretien à l'Express : « Le partage doit être notre loi ».

Le premier ministre est tellement convaincu de cette nécessité que ses collaborateurs soulignent depuis le début de l'été la volonté du gouvernement de retrouver « un souffle social ». A Matignon, on avançait deux préoccupations : la revalorisation du SMIC auquel le premier ministre serait disposé à donner un coup de pouce et celle des métiers de la fonction publique, singulièrement des fonctionnaires de catégorie B, où, en cette période de chômage, se multiplient les emplois occupés par des salariés surqualifiés, bardés de diplômes sans commune mesure avec le travail effectué.

C'était compter sans la mauvaise humeur des gendarmes, déjà connus mais dont l'expres-

sion a surpris par son ampleur, d'autant qu'elle pourrait être relayée par d'autres catégories du métier militaire. Il est difficile d'expliquer à des soldats qu'il est nécessaire de limiter la progression des crédits de défense alors même que l'un d'entre eux, le capitaine de frégate Roger Martin, s'exprimant à visage découvert, dimanche 27 août à TF1, raconte qu'il est parfois obligé de demander aux marins de la base des sous-marins nucléaires d'attaquer de Toulon « de payer eux-mêmes leur peinture ou leur tapissier s'ils veulent avoir des chambres en bon état ». M. Mitterrand est servi, lui qui ne voulait pas « désespérer » les militaires en leur proposant des restrictions de crédits.

Le souci exprimé par Matignon de rendre à la France un « souffle social » répond à une urgence, dans un pays où les inégalités entre les revenus des salaires et ceux du capital s'accroissent.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 7.)

« Guerre totale » en Colombie

La Mafia de la drogue et le gouvernement s'affrontent
PAGE 3

Rocardiens entre eux

Querelles de famille à Avignon
PAGE 8

La conférence sur le Cambodge dans l'impasse

Le prince Sihanouk démissionne de la présidence de son mouvement
PAGE 6

1938-1940, l'année terrible

XXXI - Montoire
PAGE 2

Rupture dans le tourisme

Le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières rompent leurs fiançailles
PAGE 29

Pouvoir d'achat

La hausse des salaires ouvriers dans le privé s'est accélérée au premier semestre
PAGE 30

SPORTS

- Cyclisme : le triomphe de LeMond
- Automobilisme : le choix de Prost
- Football : haine à Glasgow

PAGE 12

Le Monde

ÉCONOMIE

Mutation malaisée à l'Est : V. - L'empire désintégré
La chronique de Paul Fabra : la fin du pessimisme moderne
A travers les revues, par Michel Beaud
PAGES 17 à 19

Le sommaire complet se trouve page 34

LOUIS ROUSSEL

LOUIS ROUSSEL
LA FAMILLE
INCERTAINE

LA FAMILLE INCERTAINE

EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dr ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,85 \$; Danemark, 11 kr ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

كتاب من الأدب

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

La France de Vichy entre dans la collaboration, dont elle attend une amélioration des clauses de l'armistice. Mais les Allemands restent maîtres du jeu. Montoire lève les derniers doutes des hésitants : Pétain a bel et bien choisi le Reich.

« **F** RANÇAIS ! J'ai rencontré, jeudi dernier, le chancelier du Reich. Cette rencontre a suscité des espérances et provoqué des inquiétudes. Je vous dois à ce sujet quelques explications [...]. » Ce 30 octobre 1940, les Français avaient besoin d'explications : ils apprenaient qu'ils étaient entrés dans la « collaboration », et ils venaient de découvrir sur une photographie Pétain et le Führer échangeant une poignée de main. Si la rencontre éveillait ici et là « des espérances », les rapports des préfets soulignent qu'elle suscitait surtout, en effet, « des inquiétudes ».

Le 24 octobre 1940, Montoire-sur-le-Loir, une petite ville de la zone occupée (dans le Vendômois), où un tunnel assurait une protection suffisante contre des attaques de la RAF, était, pour la deuxième fois en quarante-huit heures, en état de siège, ses 2 700 habitants consignés, les routes barrées par des automitrailleuses. Dans la gare, pavée aux couleurs allemandes et françaises et sérieusement toilettée (gravier dans la cour d'arrivée, plantes vertes, tapis rouge) à 15 heures, s'arrêtait, étincelant, *Erika*, le train spécial du Führer. A la nuit tombante, trois voitures pénétraient dans la cour, protégées par sa garde personnelle : Ribbentrop et le général Keitel accueillaient cérémonieusement Philippe Pétain, au son de la *Marseillaise*, suivie de l'hymne du Reich. Hitler, qui attendait dans la gare, s'avancant, tendait une main que Pétain serra longuement, et aidait le « Maréchal » à gravir le marchepied du wagon-salon. Deux heures plus tard, Hitler, Ribbentrop et Keitel accompagnèrent le chef de l'Etat français. Le Führer avait fait montre d'égards tout à fait inhabituels chez lui. Le résumé de l'entretien soulignait qu'il avait été arrêté le principe d'une « collaboration », ce qui allait bien au-delà de l'obligation, faite à l'administration française de zone nord, de « collaborer » avec les autorités d'occupation. Il s'agissait maintenant d'une collaboration entre l'Etat français et le Troisième Reich.

Cinquante ans après, le nom seul de Montoire suffit à relancer polémiques et débats. On a beaucoup glorie sur ce que se sont dit les deux hommes, partisans et adversaires du régime leur attribuant des paroles ou des arrière-pensées parfaitement contradictoires et, le plus souvent, inexacts. On peut pourtant faire maintenant le point sur les motifs de cette entrevue, sur ses retombées, sur le sens qu'on peut donner à ce que les historiens ont dénommé — à juste titre — la « collaboration d'Etat », en restant, pour comprendre l'événement, dans le cadre de l'année 1940.

D ISONS que Montoire est le produit de l'armistice et de la bataille d'Angleterre ; subsidiairement, celui de la défense de Dakar par la marine de Vichy et du jeu de Franco. Mais — et on ne saurait trop souligner ce point, un enjeu historique fondamental — c'est Vichy (et non pas le Reich) comme le prouvent les archives (tant allemandes que françaises) qui fut demandeur d'une collaboration politique. Et pour une raison simple : la paix ne pouvant être signée dans l'immédiat, les clauses de l'armistice devenaient parfaitement insupportables. Il faut bien dire que le vainqueur pouvait utiliser à sa guise la ligne de démarcation (« Un mors dans la bouche d'un cheval », selon un responsable allemand), le tribut exorbitant (400 millions de francs par jour, soit 14 milliards de nos centimes !) correspondant aux « frais d'entretien des troupes d'occupation » : il aurait permis d'entretenir dix millions de soldats ; avec, de surcroît, le taux de change léonin (1 RM = 20 F, soit le double de la valeur du Rentenmark en 1939), on était au bord de l'asphyxie économique, d'autant que le blocus britannique privait la France d'une partie de ses approvisionnements. Enfin, les prisonniers de

guerre étaient pour le Reich des otages dont il pouvait améliorer, ou aggraver, le sort.

A Vichy, on convint vite qu'il fallait prendre langue avec le vainqueur. Non pour des raisons idéologiques, mais pour faire face à la situation concrète, compliquée — la précision est importante — de l'enjeu que représentait la Révolution nationale.

Pour Pétain, la victoire probable du Reich imposait de s'entendre économiquement et politiquement ; mais il excluait une quelconque alliance militaire. La France devait monnayer les cartes dont elle disposait : sa flotte et l'Empire, cet atout majeur qui donnait une raison supplémentaire pour défendre les colonies contre la « dissidence » gaulliste. Mais, de cette collaboration politique, on attendait des résultats concrets : à moyen terme, des conditions de paix honorables, et, en tout cas, le maintien de l'« unité française », et, à court terme, des améliorations significatives des clauses de l'armistice. Bref, en reconnaissant explicitement l'hégémonie allemande, Pétain envisageait une sorte de marché, certes déséquilibré, mais qui pouvait être rentable.

C OMME souvent à Vichy, des pressions variées allaient tenter d'infléchir la ligne du chef de l'Etat français : schématiquement, on privilégiera la variante Weygand et la variante Laval. Weygand, souhaitant vraisemblablement la victoire de la Grande-Bretagne, envisageait une collaboration minimale, économique. Mais farouche partisan de la Révolution nationale, accusant de Gaulle de casser l'armée et de faire de la politique (comme si lui-même n'en faisait pas !), par loyauté à l'égard de Pétain et du régime de Vichy il se refusa à tout contact suivi, secret ou non, avec les Britanniques.

Laval croyait, comme Pétain, que la paix serait allemande, et entendait, comme lui, limiter les retombées de la défaite. Mais il divergeait tactiquement : sans aller jusqu'à conclure une alliance militaire, il voulait forcer la main de Hitler, en allant de l'avant (chercher à financer la paix à venir se fasse aux dépens de la Grande-Bretagne. Tout au long de l'été et au début de l'automne, Vichy s'efforça de nouer des contacts. Laval, par une filière parisienne, parvint à rencontrer Abetz. Pétain, lui, envoya des émissaires à Berlin et, dans son message du 10 octobre, il en appelle déjà explicitement à une « paix toute nouvelle de collaboration ».

Mais, pour Berlin, la France ne pouvait prétendre devenir partenaire du Reich ; elle devait continuer à servir de base sûre contre la Grande-Bretagne, avant d'assumer sa condition de vaincue à la conclusion de la paix. Les économistes entendaient l'exploiter au mieux, et les militaires craignaient de voir réduire la sécurité des forces d'occupation. Plus originale était la politique qu'aurait voulu mener Otto Abetz : trop jeune pour combattre en 1914, il avait participé dès 1930 aux rencontres de jeunes Français et de jeunes Allemands avant d'être recruté par le « service Ribbentrop ». Ce dernier l'avait fait nommer depuis le 3 août ambassadeur d'Allemagne en France, et, à ce titre, « seul responsable des négociations de toutes les questions politiques en France occupée et non occupée ». Il devint vite la coqueluche du Tout-Paris, qui s'accommodait si bien de la présence de l'occupant. Il passait pour francophile, et ne l'était que dans la mesure où il désirait — réellement — que la France ait une place privilégiée dans l'Europe allemande.

Mais les décisions ultimes, on le sait, se prenaient à Berlin. Les premières démarches des Français en vue d'une collaboration franco-allemande avaient laissé Hitler indifférent. Puis, au moment de lancer l'opération « Barbarossa », l'invasion de l'URSS, il voulut fermer — comme il disait — « la porte de derrière », la Méditerranée, et notamment l'Afrique du Nord. Il avait donc élaboré une diplomatie compliquée à l'égard de l'Italie et l'Espagne (toutes deux exigeant des dévouements de l'Empire français), à laquelle il était tenté d'associer la France de Vichy : il n'en attendait évidemment pas une aide militaire, mais des bases en Afrique du Nord. Car il avait été impressionné (il s'était fait projeter les films) par la canonnade de



L'entrevue d'Adolf Hitler et de Philippe Pétain à Montoire.

24 octobre 1940

XXXI - Montoire

Dakar. Et justement Franco, frappé par la ténacité anglaise, renouait à attaquer Gibraltar.

C'est pourquoi, le 20 octobre, le train *Erika* démarrait-il pour mener Hitler à Hendaye négocier avec Franco ; à Florence, voir le Duce. Avant de rencontrer Pétain, il devait avoir un entretien avec Laval, dont Abetz disait le plus grand bien. Le 22 octobre, Laval, qui croyait avoir rendez-vous avec Ribbentrop, eut la surprise de se trouver, en gare de Montoire, face à Hitler. Le Français fut, dit-on, très étonné de voir le Führer, souleva « la défaite de la Grande-Bretagne de tout cœur », ce qui permit à Hitler d'enchaîner : les Français avaient tout intérêt à participer à un front contre les Anglais, dont la défaite était une question de jours. En fonction de leur attitude, « on tiendrait compte des intérêts français, ou on les négligerait ». Laval était chargé de transmettre ce message à Pétain, avec lequel Hitler désirait avoir un entretien « personnel », le lendemain, au même endroit.

A Vichy, l'invitation du Führer fit l'effet d'une bombe. Comme à l'accoutumée, les ministres se divisèrent. Pour les raisons dites plus haut, Pétain choisit d'accepter, et se rendit à Montoire en petit équipage, avec Laval, Ménétrel et Du Moulin de Labarthe. Hitler l'attendait, ulcéré de n'avoir pu ébranler Franco.

L'entretien, qui se déroula en présence de Ribbentrop et de Laval, fut consigné sur-le-champ par l'interprète Schmidt (on recusera en revanche le récit beaucoup trop enjolivé qu'il en fit par la suite, bien après la mort de Hitler). Hitler, qui, nous le savons, avait été fort impressionné par Pétain, le qualifia de « soldat de grande envergure » ; Pétain se dit « très heureux de l'accueil du Führer » et exprima son admiration pour le programme allemand d'armement. Mais le chef de l'Etat français ne s'en tint pas là : il souligna que la Grande-Bretagne s'était « incroyablement mal comportée envers la France », évoqua allusivement ce « mauvais Français », de Gaulle. Et surtout, se référant à ce que lui avait dit Laval, il parla de lui-même de « collaboration ». Hitler souligna que la Grande-Bretagne serait d'autant plus tenue pour « la principale responsable de la défaite » que la France participerait à « une coalition d'Européens et de non-Européens » qui était montée contre elle. Pétain, prudemment, esquiva cette idée de coopération militaire : il lui fallait, avant de pouvoir répondre, consulter ses ministres (et Laval lui souffla que seul le Parlement était habilité à déclarer la guerre). Mais il ajouta que, s'il ne pouvait pas « fixer les limites exactes de la coopération franco-allemande », il se prononçait « pour le principe d'une telle collaboration ». Hitler en prit note, précisant que la France pourrait espérer en « une fin plus favorable de la guerre ».

par
Jean-Pierre Azéma

Six jours après, Pétain donnait aux Français le compte rendu de cet entretien. Il prenait soin de préciser qu'il s'était rendu « librement » à Montoire, et qu'il n'y avait subi « aucun diktat ». L'acquisition de la rencontre était formulée de manière très précise : « Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement. » C'était l'intérêt de la France : l'unité du pays serait maintenue, le sort des prisonniers allégé, la ligne de démarcation assoupie. Mais il ajoutait dans une phrase ambiguë : « C'est [...] dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. » Que pouvait être ce « nouvel ordre européen », sinon celui des nazis ? D'autant qu'il soulignait que « cette première rencontre entre le vainqueur et le vaincu marquait le premier redressement de notre pays ».

L ES pétainistes allaient déclarer, mais après la guerre, que ce discours était fait pour la galerie, que Pétain menait intelligemment un double jeu qui lui avait permis de rouler Hitler. La meilleure preuve était, selon eux, que, au moment de Montoire, un émissaire de Pétain, Louis Rougier, professeur à Besançon, avait conclu au nom de l'Etat français un « gentleman's agreement », voire un « accord secret » avec Churchill. Régions le point de cette pseudo-mission officielle avec la conclusion que Jean-Baptiste Duroselle a tiré d'un examen minutieux des archives françaises récemment ouvertes : « Sans mettre le moins du monde en doute la bonne volonté du professeur Rougier, il est bien difficile d'admettre qu'il ait existé un accord secret Rougier-Churchill. » Plus dignes d'intérêt sont les conversations officielles menées à Madrid par les ambassadeurs de France et du Royaume-Uni : Londres se disait prêt à desserrer le blocus contre la promesse que ni la flotte ni l'Empire français ne tomberaient entre les mains des Italiens et des Allemands, contre l'acceptation également du *statu quo* colonial. Mais Pétain, qui voulait reprendre les colonies passées à la dissidence, refusa formellement. Il refusa de la même façon une proposition identique que Churchill fit transmettre le 23 décembre par un intermédiaire canadien tandis qu'il faisait savoir à Weygand et à Nogues que les Anglais étaient prêts à engager des conversations d'état-major ultra-sécrites. Pétain, en cet automne 1940, était bien décidé à jouer la carte alle-

Montoire n'a nullement été le « Verdun diplomatique » que glorifiaient, dans les années 50, les fidèles du « Maréchal ». Nous avons vu que Philippe Pétain s'était gardé, du moins à Montoire, de mettre la main dans l'engrenage d'une collaboration paramilitaire. Mais Hitler, qui est sorti de l'entretien assez satisfait, loin d'avoir été « roulé » garda la totale maîtrise des relations franco-allemandes, et l'utilisation politique de la rencontre lui profita très largement. A fortiori, on tiendra pour sans fondement les affirmations de partisans de Laval voulant voir dans Montoire un chef-d'œuvre diplomatique gâché par l'entourage borbé de Pétain.

A Vichy même, les adversaires de la politique de Montoire soulignaient déjà que Pétain avait fait un marché de dupes. Et, par exemple, il fut pour le moins stupéfiant que les Lorrains réputés francophiles aient été brutalement expulsés par dizaines de milliers, moins d'un mois après la rencontre. Laval lui-même, rencontrant Goering le 9 novembre, reçut comme une douche froide le refus de relâcher les prisonniers et d'assouplir la ligne de démarcation. Cinq jours auparavant, Ribbentrop avait envoyé des instructions on ne peut plus claires à Abetz : « Il faut ouvrir les yeux du gouvernement français sur le fait que le gouvernement du Reich n'admet pas les conclusions unilatérales en faveur de la France que Laval semble en tirer. » Dans cette collaboration — marchandage, les hommes de Vichy — mais il leur faudra du temps pour en tirer les conséquences — étaient forcément perdants.

La poignée de main aidant, Montoire, on avait été avant tout affirmé un principe, devint, bon gré mal gré, emblématique de Vichy. Les ultras de la collaboration, à Vichy et encore plus à Paris, en feront leur drapeau justificatif. Inversement, la rencontre comme le discours du 30 octobre ébranleront un certain nombre de maréchalistes et de pétainistes : les plus convaincus préféreront croire encore pour quelques mois au double jeu de Pétain ; d'autres basculeront dans l'attentisme. Pour ceux qui étaient déjà hésitants, Montoire levait les doutes, en faisant des résistants potentiels. Le message du 30 octobre concluait : « Cette politique est la même [...]. C'est moi seul que l'Histoire jugera [...]. » Devant l'Histoire, Pétain a été jugé comme le perdant de Montoire.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, 611 p. Exemplaire.

Demain :
11 novembre :
la manifestation
des lycéens parisiens

COLOMBIE : attentats et répression

La « guerre totale » a commencé entre la Mafia de la drogue et le gouvernement

Alors que la guerre a commencé en Colombie — la Mafia multipliant les attentats, et le gouvernement poursuivant sa lutte contre les trafiquants — un des dirigeants du service antidrogue américain (DEA) a affirmé au journal péruvien *El Nacional* que les chefs des cartels colombiens de Medellín et de Cali préparaient une réunion

« au sommet » pour planifier des actions en réponse à la répression engagée dans leur pays. Selon la police de Lima, la plupart des caïds de la cocaïne seraient réfugiés dans la jungle péruvienne. Le département d'Etat américain a, pour sa part, demandé, samedi, à ses ressortissants de ne pas se rendre pour l'instant en Colombie,

« leur sécurité n'étant pas assurée ». Washington envisagerait, selon l'hebdomadaire *Newsweek*, des interventions militaires secrètes de « faible ampleur » comme l'interception d'avions chargés de drogue, des opérations de commandos contre les installations de production, voire l'enlèvement des dirigeants des cartels. Les autorités améri-

calmes ont, d'autre part, lancé une opération coup de poing en Floride, où elles ont procédé à l'arrestation de plus de deux mille personnes, revendeurs de drogue et clients. Cette opération, baptisée *Rock Pile II*, a aussi permis une saisie record de crack, un puissant dérivé de la cocaïne. — (AFP, Reuters, UPL)

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

La guerre que se sont promise la Mafia de la drogue et le gouvernement de M. Virgilio Barco a connu un nouvel épisode pendant le week-end. Cette fois, c'est un des symboles de l'Etat colombien et de sa richesse, le café, qui a été la cible des « sicaires », comme on appelle ici les hommes de main des trafiquants. Aux premières heures du dimanche 27 août, sept agences du Banco Cafetero à Medellín ont été détruites par des bombes. Cette banque, qui appartient à l'Etat, fonctionne comme le Crédit agricole en France : elle aide les caféiculteurs à produire la principale denrée d'exportation du pays. Quant à Medellín, la deuxième ville de Colombie, c'est là que siège le cartel qui, avec celui de Cali, contrôle 80 % du commerce mondial de la cocaïne.

Les bombes, qui étaient sensées détruire des dépôts de matériel, ont en fait tué un homme et blessé deux autres. Elles ont aussi provoqué un tourment dans la stratégie de la terreur et de la déstabilisation employée par les narco-trafiquants. Jusqu'à présent, ceux-ci s'étaient acharnés à éliminer les juges qui ne se laissent pas corrompre, les journalistes gênants, les militants politiques et syndicaux considérés comme des obstacles à leur manœuvre. Mais, à présent, ils ont commencé à se battre entre eux. Mais s'il s'agit de se battre, il faut être prêt à en payer le prix.

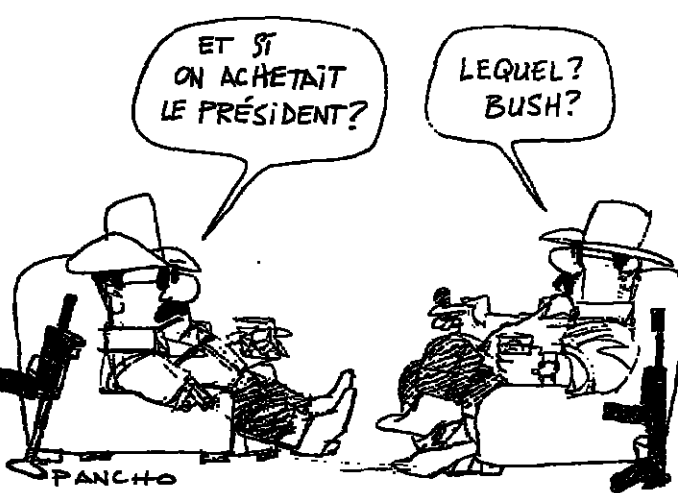
comme n'importe quelle organisation terroriste, en s'attaquant à des cibles symboliques pour intimider l'adversaire.

« C'est le début de la guerre qu'on nous a annoncée », a déclaré l'un des directeurs du Banco Cafetero, quelques heures après la vague d'explosions. Des deux côtés, en effet, on s'est déclaré la guerre : ceux qui s'appellent eux-mêmes les « extraditables » les trafiquants passibles d'extradition — ont affirmé, dans un communiqué envoyé il y a quelques jours à une station de radio, qu'ils livreraient une guerre « totale » au gouvernement et à ses alliés, qu'ils épargneraient pas les familles et détruiraient les industries et les propriétés.

Le président Barco a répondu sur le même ton le vendredi 25 août à la télévision. Il s'est dit prêt à tous les sacrifices pour mener une bataille qui n'a qu'une issue possible, selon lui : « la défaite définitive des narcotrafiquants ». Lui aussi, ce soir-là, a utilisé le mot guerre qu'il évitait jusqu'à présent. Les Colombiens ont été marqués par la fermeté du chef de l'Etat, déjà démontrée dans la rafle gigantesque opérée depuis dix jours sur les biens de la Mafia. Mais ils savent aussi qu'ils doivent s'attendre désormais au pire.

Témoin de cette inquiétude, les dernières déclarations de M. Ernesto Samper, l'un des candidats du Parti libéral à l'élection présidentielle de l'an prochain : si le gouvernement n'a pas les moyens de mener cette guerre, a-t-il dit en substance, il aurait valu mieux qu'il ne l'ait commencée pas. Mais s'il veut aller jusqu'au bout, il faut être prêt à en payer le prix.

Or M. Virgilio Barco sera-t-il suivi par tous ceux dont il a besoin ?



La question se pose à propos de la justice. Dans un décret signé la semaine dernière, le président a prévu que les propriétés des « paranos » occupées par la police et l'armée, le matériel et les biens de toutes sortes qui ont été saisis passeraient aux mains de l'Etat, après examen par le tribunal de l'ordre public et le tribunal supérieur.

lent apparemment pas subir le sort d'un des leurs, M. Valencia Garcia, assassiné il y a deux semaines, quelques heures après avoir signé le décret d'instruction qui mettait en cause l'un des parrains du cartel de Medellín, Gonzalo Rodriguez Gacha, dans l'assassinat d'un dirigeant communiste, candidat à la dernière élection présidentielle.

Quant au tribunal de l'ordre public, il vient de prendre une décision qui montre à quel point est difficile la fermeté souhaitée en haut lieu : il a annulé un mandat de détention lancé contre Pablo Escobar, l'autre grand « capo » de Medellín. Le quotidien *El Tiempo*, le seul à donner la nouvelle, trouve cette décision « insolite », car les faits qui motivaient le mandat étaient abondamment prouvés. Il s'agit du massacre, en mars 1988, de

plusieurs dizaines de paysans de la région d'Uraba, sur la côte atlantique.

Pablo Escobar avait prêté ses services aux grands planteurs de la région pour éliminer les ouvriers agricoles suspects de sympathiser avec la guérilla. Des soldats avaient aidé à la tâche, et c'est un militaire, le général Miguel Maza, chef des services secrets, qui avait révélé à l'opinion publique, confirmant ainsi une affirmation souvent faite qu'il existe une collusion entre la Mafia et certains membres des forces armées. Les faits étant prouvés et le mandat de détention ayant été lancé contre Pablo Escobar et ses complices, des pressions s'exercent sur le tribunal pour qu'il revienne en arrière. Un juge de l'ordre public de Medellín qui avait autorisé en la matière, Maria Helena Diaz, refusait le chantage et elle fut assassinée en pleine rue avec ses gardes du corps. « Est-elle morte pour rien ? » demande *El Tiempo*.

menace : pour chaque extradité, ont-ils dit, dix juges seront tués.

On comprend, dans ces conditions, la difficulté de la tâche qui attend M. Virgilio Barco : après les paroles définitives prononcées l'autre soir, il ne peut plus faiblir et il ne peut pas admettre non plus de faiblesse chez ses collaborateurs ni chez tous ceux qui sont appelés, selon ses termes, à défendre la démocratie contre la barbarie. Or il semble qu'il ait dû surmonter les hésitations, voire l'opposition de certains de ses ministres avant de prendre les premiers décrets amonçant une offensive totale contre les assassins de Luis Carlos Galan. Il a dû démentir lui-même le dimanche 27 août l'annonce faite sur une chaîne de télévision que le ministre de la Justice, M. Monica de Greiff, en poste depuis moins d'un mois et demi, avait donné sa démission.

Le poste de M. de Greiff est évidemment l'un des plus risqués. Depuis que M. Barco a assumé son mandat il y a trois ans, plusieurs personnes s'y sont déjà succédées. L'un des ministres de la justice du précédent président, Lara Bonilla, a été assassiné. Un autre a failli l'être peu de temps après avoir quitté ses fonctions. M. de Greiff, elle-même, qui est jeune (trente-deux ans), a alimenté les rumeurs sur une défaillance possible en déclarant qu'elle était plus préparée pour exercer son métier en temps de paix qu'en temps de guerre. Après cette déclaration, il a été annoncé qu'elle était partie pour Washington afin, si l'on en croit la version officielle, d'y étudier les dossiers intéressant les deux pays.

CHARLES VANHECKE

Opération antidrogue sur la côte méditerranéenne espagnole

Près de quatre cents personnes ont été arrêtées au cours du week-end, à l'occasion d'une vaste opération antidrogue menée dans une quarantaine de stations balnéaires de la côte méditerranéenne espagnole.

Entre la soirée du vendredi 25 août et la matinée du dimanche 27, la police a saisi 650 kilos de haschisch, 6 kilos de cocaïne, cent quarante armes et quarante voitures volées.

Environ quatre mille policiers et douaniers ont pris part à cette opération lancée essentiellement contre les trafiquants de haschisch en provenance d'Afrique.

Selon Interpol, l'Espagne est devenue une plaque tournante, non seulement pour le haschisch marocain, mais aussi pour la vente de la cocaïne en provenance du cartel colombien de Medellín.

Une déclaration de M. Mitterrand

« Avec ces agents de la mort aucun compromis n'est possible »

A l'occasion du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, M. François Mitterrand a fait allusion à la lutte contre les trafiquants de drogue. « Avec ces agents de la mort », a-t-il déclaré, « aucun compromis n'est possible ».

Le chef de l'Etat, qui s'exprimait à l'Arche de la Défense à l'occasion de l'inauguration de la Fondation Arche de la fraternité (lire d'autre part), a dénoncé « la puissance meurtrière des trafiquants de drogue qui s'installent en pouvoir concurrent des Etats et prend rang dans les organisations internationales du crime ».

Il faut « oser, penser et dire », s'est-il dit, « que nous sommes en face d'un ennemi qui ne se laisse pas corrompre, avec ces agents de la mort ».

« Organisons contre eux la protection de la personne humaine atteinte dans ses défenses les plus intimes. Soyons solidaires de ceux

qui sont en première ligne », a conclu M. Mitterrand se référant à l'action engagée ces derniers jours par les autorités colombiennes.

« Un trafiquant de drogue a été tué à New York », a conclu M. Mitterrand se référant à l'action engagée ces derniers jours par les autorités colombiennes. Selon la police d'Oakland (Californie), où le fondateur du mouvement extrémiste des Panthères noires, Huey Newton, a été retrouvé assassiné, mardi 22 août, c'est un jeune trafiquant de drogue, Tyrone Robinson, qui aurait tiré, en légitime défense, sur l'ancien leader noir le Monde du 24 août. Ce dernier, appréhendé et inculpé de port d'arme quelques heures après la mort de Newton, aurait déclaré qu'il considérait « la mort comme une étape à franchir pour monter dans la hiérarchie de la Black Guerrilla Family » (la « famille de la guérilla noire » est un gang de distribution de drogue connu). — (AFP.)

VENEZUELA

Remaniement ministériel après la démission du gouvernement

Le gouvernement du président social-démocrate Carlos Andres Perez a démissionné en bloc samedi 26 août, soit six mois après son entrée en fonction. M. Perez a démenté avoir exigé la démission de l'ensemble du cabinet dont il s'est déclaré « surpris ». « Les ministres ont simplement jugé bon de me donner la responsabilité d'une réorganisation », a-t-il ajouté.

Dès le lendemain, il était procédé à une redistribution de sept portefeuilles ministériels dont celui de la santé — confronté depuis quatre mois à une grave des médecins du service public — et des affaires étrangères. Le nouveau chef de la diplomatie vénézuélienne est un proche collaborateur du président, M. Rafael Ángel Figueroa. Cette dernière nomination intervient à quelques semaines de la réunion à Belgrade des non-alignés, groupe que le Venezuela souhaite intégrer. — (AFP, AP, Reuters.)

ETATS-UNIS

Des milliers de manifestants pour les droits civiques à Washington

Il s'agit des dizaines de milliers, les hommes en noir, les manifestants en blanc, à Washington, rappelant à bien des égards la fameuse « marche silencieuse » qui avait eu lieu à New York en 1967 pour protester contre la ségrégation raciale et le lynchage des Noirs dans le sud des Etats-Unis.

Cette fois, la manifestation avait pour but la dénonciation de plusieurs décisions récentes de la Cour suprême, jugées, d'après les organisateurs de la marche, « hostiles aux minorités » et « contraires aux droits civiques ». Entre autres, la suppression des quotas raciaux dans les entreprises et une limitation sévère de la possibilité pour les minorités de poursuivre en justice des organismes privés — notamment des écoles — pour pratiques discriminatoires.

Dans les rangs des manifestants, porteurs de banderoles dénonçant « la majorité inconsciente qui

détruit les décisions de la justice l'une après l'autre à la Cour suprême », on notait la présence du pasteur noir Jesse Jackson, du révérend Lowery, président de l'organisation de la Southern Christian Leadership Conference, ainsi que celle de Benjamin Hooks, directeur de la NAACP (Association nationale pour l'avancement des gens de couleur), qui avait organisé la manifestation. — (AFP, AP.)

« CHILI : tournée européenne de M. Patricio Aylwin. — Le candidat démocrate-chrétien à l'élection présidentielle du 14 décembre prochain, M. Patricio Aylwin, entreprendra une tournée européenne du 10 au 22 septembre prochain, a annoncé samedi 26 août son porte-parole. Il se rendra dans cinq pays : l'Italie, la France, la RFA, l'Espagne et la Belgique — et rencontrera les principaux responsables de la CEE. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

Révocation d'un responsable de « Révolution africaine »

Alger. — Le directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *Révolution africaine*, organe central du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir, M. Mohamed Hamdi, a été relevé de ses fonctions. Son nom ne figure pas dans la générique de la dernière livraison de l'hebdomadaire diffusée avec un retard de trois jours, en raison d'une « série d'incidents techniques », selon un entretien anonyme publié en bas de la première page.

M. Hamdi est l'auteur, dans le numéro précédent de la revue, daté du 25 août, d'un article intitulé « Barbésisme » (barbus-islamistes du FLN), dans lequel il critiquait notamment la présence en force des intégristes et des basistes (partisans du panarabisme) au sein de ce parti. « Le FLN continue à être dominé par un courant dont la pensée (...) emprunte beaucoup à l'école proche-orientale qui a fait faillite », écrivait notamment M. Hamdi. Il ajoutait que les

permanences du FLN « sont en train de devenir de véritables annexes des zoulous (écoles religieuses) qui échoient un peu partout » et les bureaux de ces permanences des « auditeurs dévoués du clergé local ». Il qualifiait enfin de « derviches » les députés, tous membres du FLN, qui ont voté, en juillet, une loi sur l'information imposant aux nouvelles publications grand public l'usage exclusif de la langue arabe. — (AFP.)

Côte-d'Ivoire

Pillage de la résidence d'un consul de France

Abidjan. — Bouaké, la deuxième ville de Côte-d'Ivoire, n'est pas épargnée par le gangstérisme. La mésaventure qui est arrivée au consul de France à Bouaké, M. Alain de Geythard d'Orth, montre que les bandits ne reculent devant rien. Le 18 août, une dizaine de jeunes délinquants bien organisés se sont introduits en plein après-midi dans la résidence du diplomate, en poste depuis

trois ans, et ont ligoté toutes les personnes présentes dont ses deux filles, âgées de quinze et vingt-quatre ans.

Les inconnus, qui portaient des armes à feu et des couteaux, ont ensuite procédé à un démantèlement en règle, emportant téléviseurs, chaîne haute fidélité, magnétoscopes et matériel électroménager. Des véhicules les attendaient à l'extérieur et ils ont pu prendre la fuite en toute tranquillité.

Deux jours plus tôt, toujours à Bouaké, un autre Français, ingénieur coopérant, a été pillé dans les mêmes conditions. Les voleurs se sont introduits à son domicile et l'ont neutralisé.

Ces agressions s'ajoutent à celles de trois Français tués par balles en l'espace de deux mois. La criminalité en Côte-d'Ivoire crée une certaine psychose dans les milieux expatriés. Cependant, les Français sont loin d'être les seuls concernés par ces attaques qui touchent toutes les couches de la population ivoirienne et d'autres étrangers. — (AFP.)

Inde

Vingt morts dans l'attaque d'une gare au Pendjab

New-Delhi. — Vingt personnes ont été tuées et vingt-quatre autres blessées dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 août, lors de l'attaque d'une gare par des militants séparatistes sikhs dans l'Etat du Pendjab, a rapporté l'agence de presse indienne PTI. Les séparatistes, armés de fusils d'assaut AK-74, de fabrication chinoise, ont attaqué la gare de Kabarwala peu après l'arrivée d'un train, tirant sur la foule pendant une dizaine de minutes, a précisé PTI. Il s'agit du plus important attentat contre les passagers d'un train depuis le début, il y a six ans, de la campagne des extrémistes sikhs, qui réclament la création d'un Etat indépendant au Pendjab, la Khalistan. Cette campagne séparatiste a déjà fait quelque neuf cents morts au Pendjab depuis le début de l'année. — (AFP.)

LA RENTRÉE ACTES SUD (1)

NINA BERBEROVA

LE MAL NOIR

La solitude de l'intelligentsia russe.

LES SIX ROMANS DE LA RENTRÉE ACTES SUD :

1. NINA BERBEROVA : LE MAL NOIR
2. LUDVÍK VACULÍK : LA CLEF DES SONGES
3. JEAN-CLAUDE BARREAU : OUBLIER JÉRUSALEM
4. OLYMPIA ALBERT : RIVE DE BRONZE, RIVE DE PERLE
5. PAUL AUJER : LE VOYAGE D'ANNA BLUME
6. BAPTISTE-MARREY : L'ATELIER DE PETER LOEWEN

AUT 89 - DIFFUSION PUF

هنا من الوطن

Proche-Orient

La situation au Liban et les initiatives de Paris

La diplomatie a pris le pas sur les canons

Au cours d'un entretien téléphonique, le président George Bush et M. François Mitterrand ont souligné, dimanche 27 août, la nécessité de poursuivre les efforts de règlement pacifique du conflit libanais. Selon la Maison Blanche, M. Bush, qui a appelé le chef de l'Etat français de Kennebunkport (Maine), où il est en vacances, lui a fait part de sa « préoccupation » et a réitéré le soutien des Etats-Unis aux efforts de la Ligue arabe en vue d'une solution pacifique. MM. Bush et Mitterrand sont convenus de maintenir sur cette question l'attention des Nations unies, qui ont appelé au cessez-le-feu au Liban.

A la Cité du Vatican, la volonté de Jean-Paul II de se rendre « au milieu du

peuple libanais et de ses souffrances » a été réaffirmée samedi par l'Observateur Romano, qui a écrit que le pape souhaitait « crier face au monde l'inhumanité et la barbarie qui, en cette fin de siècle, sont en train d'anéantir un peuple » et « réveiller les consciences des torpéurs de l'apathe ».

La visite projetée du pape au Liban a été accueillie avec satisfaction par cheikh Mohamed Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah qui, dans une interview à la Repubblica, a affirmé qu'il était prêt « à lui donner toutes les garanties concernant sa sécurité ». En revanche, le journal République islamique de Téhéran, connu pour ses idées radicales, a mis en garde le pape contre une éventuelle visite, estimant

qu'une telle démarche prouverait son soutien à la « croisade moderne » dirigée par le général Aoun. D'autre part, une organisation inconnue, à la rhétorique semblable à celle des intégristes pro-iraniens et qui se manifeste pour la seconde fois en trois jours à Beyrouth, a conseillé lundi au pape d'écrire son testament avant de venir dans la capitale libanaise, « car il sera une des victimes de la guerre au Liban ». Dans un communiqué manuscrit en arabe parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'Organisation pour la défense des opprimés ajoute : « Nous serons présents pour accueillir Sa Sainteté le pape de Rome » comme nous avons accueilli les envahisseurs sionistes et les forces de Reagan et de notre « mère bien-aimée » la France, en 1982-1983.

Casablanca sur le Liban. Cette décision, a-t-il poursuivi, « constitue un plan de travail complet et global pour le règlement de la crise libanaise et la Syrie ne pose aucune condition à sa mise en application ».

La mission soviétique

Le problème reste toutefois que Damas s'en tient à la résolution de Casablanca qui, outre l'exigence d'un cessez-le-feu, chargeait un comité de trois chefs d'Etat de la recherche d'une solution dont les grands principes politiques mentionnés — réunion du Parlement libanais, accord sur les grandes lignes de réformes, élection d'un président — étaient favorables aux thèses de ses alliés. La Syrie n'était pas mentionnée dans cette résolution. Damas refuse le rapport publié le 1^{er} août par le comité tripartite qui, comme l'a dit M. Chareh, « s'est pour une raison ou pour une autre éloigné du texte et de l'esprit de la décision de ce sommet ». Dans son rapport, concluant à l'impasse de sa mission, le triumvirat, qui préconise un retrait de l'armée syrienne jusqu'à la Bekaa, mettait en cause Damas pour sa conception de la souveraineté libanaise et de ses relations avec Beyrouth.

Evouant la mission soviétique, M. Chareh a estimé que « les posi-

tions soviétiques et syriennes sont concordantes sur la solution politique de la crise libanaise », ce qui pourrait laisser entendre que des divergences demeurent sur le volet sécuritaire.

En se rendant à Amman puis à Bagdad, deux capitales arabes engagées à fond pour l'Irak, la Jordanie sert surtout de transit pour les armes irakiennes à destination du camp chrétien libanais. M. Tarnusov cherche sans doute à obtenir des garanties solides sur l'arrêt de ces livraisons pour permettre la levée du blocus du pays chrétien, condition indispensable à un cessez-le-feu.

Interrogé sur la présence navale française, M. Chareh a estimé positif ce qu'il a qualifié de « reconnaissance par la France de cette présence ». Le porte-avions *Foch* reste en effet très éloigné des côtes libanaises, ce qui a fait dire dimanche à un responsable du Hezbollah pro-iranien que « la France commence à se rétracter tout en affirmant le contraire ».

L'arrivée à Damas du secrétaire général du quart d'Olivier, M. François Scher, sera une nouvelle occasion pour Syriens et Français de discuter du Liban même si l'on peut penser que les propositions de M. Damas n'ont guère de chances d'être bien accueillies à Damas. A propos du Liban, les conversations franco-syriennes ont plus souvent été

des monologues « français » comme l'on dit en langage diplomatique que des dialogues constructifs.

Si les bombardements sporadiques ont encore fait des victimes à Beyrouth, le raid israélien sur une importante base du Hezbollah à Al-Bousmar, dans le nord de la zone de sécurité occupée par Israël, qui a fait neuf morts, dont six civils, et vingt-sept blessés, pour la plupart des civils, risque de relancer la violence au Liban Sud et de durcir les positions du Hezbollah engagé désormais à fond dans la lutte contre le général Aoun. Quelques heures avant ce raid, un dirigeant intégriste avait d'ailleurs déclaré que l'attaque suicide, le 4 août, contre un convoi israélien, n'était qu'un « commencement ». « Le Hezbollah, avait-il dit, a les moyens de frapper Israël d'une manière qui lui fasse profondément mal et le forcera à libérer Cheikh Ouid », ce responsable intégriste enlevé par un commando hélicoptère israélien et dont le rapatriement a été l'origine de la relance de l'affaire des otages occidentaux.

Cette intrusion en force d'Israël ne peut en tous les cas, estime-t-on à Beyrouth, que compliquer davantage la recherche d'une solution à un moment où le retrait des troupes étrangères du Liban est réclamé par de nombreux pays.

FRANÇOISE CHIPAUX.

La déclaration de M. Roland Dumas

« La France demande à tous de se prononcer résolument contre une solution militaire »

Voici le texte intégral de la déclaration de l'AFP de M. Roland Dumas :

« Dans les deux dernières semaines, la situation au Liban s'est un peu améliorée. Amélioration précaire. Le réduit chrétien subit toujours des tirs d'artillerie, mais n'a pas été l'objet d'une attaque en force. Le mouvement international a porté davantage d'attention à la crise. L'Union soviétique bouge.

LE FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(Suite de la France 3^e coopération)
Roumanie, économie des 42 pays d'expression française. D'un côté, les zones méditerranéennes sont les plus développées (« méditerranéennes » des Etats riverains France : 2^e domaine territorial mondial. Situation des Etats d'expression française : méditerranée, les 10 DOM-TOM, la zone franc, confédération internationale 140 pays, ACTI 140 nations et le possible UOEF (Union des Etats de langue française : 43 nations, 250 p., 98 F. Franco des Nations).
MARTINOT DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON
(Tél. 1907. Les 2 tomes 140 F. franco)

(Publicité)
VENTE AUX ENCHERES LUXEMBOURG
16.17.9.89
Folies Internationales
200 - 250 VOITURES COLLECTION
OLDTIMER - PICKUPS
* AUTOMOBILES *
Samedi : Dimanche à partir de 10 h
* PICKUPS *
Phénomén Collection
Samedi à partir de 17 heures
* INFORMATIONS *
Tél 191 56 910 101
Fax 191 56 911 322
Place Maitland
Temps d'inclure votre véhicule
ORGANISATEUR
Nouveau Int. Autom. USA
191-219-325-5000

1928 Hispano Suiza Cabrio (uniquel), 1936 Mercedes 500K Cabrio, 1931 Cadillac 12 Zyl Cabrio, 1929 Rolls-Royce Phantom 1, Porsche 357 Vol. de chasse 4 x 4, 1953 Cadillac Cabrio 8 Zyl, 3 x 1955/57 Mercedes 500 SL, BMW 503 Coupé, 1974 Jaguar XJY 12 Zyl Autom., 1928 Cadillac Cabrio, 1928 Packard Playboy Roadster, 1928 Corvette Cabrio, Harley Davidson, 1928 Century Straight 8, Porsche 959 Vers. Course, Ferrari GTD...

« Pour une large part, ceci est le résultat de notre action diplomatique.

« Nous voulons profiter de l'élan donné. Le président de la République entend que la France ne relâche pas ses efforts. C'est pourquoi j'ai demandé à M. François Scher, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères, de se rendre une nouvelle fois à Damas, puis à Beyrouth. Il ira ensuite dans les trois Etats arabes chargés d'une mission de conciliation — Maroc, Algérie et Arabie saoudite.

« Ce n'est pas à la France qu'il revient de régler le problème du Liban. La France a une grande connaissance de ce pays, elle est en contact avec toutes les parties libanaises et avec la Syrie. Elle demande à tous d'abaisser leurs prétentions, de se prononcer résolument en faveur d'une solution politique et contre toute solution militaire. Tel est l'esprit de la mission de M. Scher.

Cessez-le-feu et réformes politiques

« Il demandera au Comité des trois de reprendre son travail. Nous aiderons ce comité, avec l'appui des autres membres permanents et celui du secrétaire général de l'ONU, et avec le soutien de la Communauté européenne que nous présidons.

« Nous manifestons aussi notre solidarité au Liban par l'alde humanitaire, que propose, sur notre suggestion, la Communauté européenne. Une mission préparatoire s'achève. L'objectif est de secourir les populations, mais aussi de contribuer au rétablissement de conditions normales d'existence, au profit de toutes les communautés. La France prendra sa part de l'effort, et j'ai demandé que toutes dispositions soient prises à cet effet.

« Quant aux bâtiments de guerre français qui ont été envoyés en Méditerranée orientale, leur mission ne consiste pas à intervenir pour peser sur la solution de la crise. Il s'agit de ne pas être pris au dépourvu dans l'hypothèse où le conflit s'aggraverait au point de rendre nécessaires des actions de sauvegarde. Comment s'étonner d'une telle précaution, et comment la dénoncer comme agressive alors qu'il est clair qu'il n'y a aucune intention de participer à des combats ? Aurait-on déjà oublié les images de désolation du début de la mi-août ? Mieux vaut prévoir qu'improviser.

« Un règlement est-il possible ? Extrêmement difficile, sans aucun doute. Possible, je le crois.

« Il n'y aura pas d'accord politique avant un cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu est accepté en principe par tous, mais la levée des blocus est refusée par ceux qui veulent empêcher le général Aoun de se renforcer en armes, et qui veulent donc contrôler les navires qui pourraient les lui amener.

« Mais un camp n'acceptera pas de se voir interdire toute acquisition d'armes si l'autre garde des possibilités illimitées d'approvisionnement. Il faudra donc trouver un arrangement équilibré, comportant l'interdiction de livrer des armes à toutes les parties libanaises ou d'introduire des armes supplémentaires au Liban, ce qui se fait par voie terrestre, par mer ou par air.

« Après le cessez-le-feu, il y a la question des réformes. Le système de coexistence entre communautés, qui avait fonctionné dans le passé, ne correspond plus à la situation démographique et sociale. Une révision s'impose. Les Libanais devraient pouvoir s'accorder sur un nouveau système, qui tiendrait compte des aspirations des parties déshéritées de la population, mais serait acceptable par tous les groupes.

« Quel doit être le contenu de ces réformes ? Ce n'est pas à nous de le dire, c'est d'abord l'affaire des Libanais. Il me semble que la façon dont le Comité des trois a abordé ce problème a été constructive et impartiale.

« Le troisième point est le départ des forces armées israéliennes et syriennes.

« La résolution du conseil de sécurité qui demande le départ des troupes israéliennes doit être exécutée. En attendant sa mise en œuvre

définitive, tout progrès en ce sens faciliterait le traitement de la crise du Liban. Nous devons réfléchir à ce qui pourrait être fait pour avancer sur ce sujet.

« Quant au retrait syrien — dont la Syrie elle-même admet le principe, — il pourrait s'exécuter en plusieurs phases. Le comité arabe l'a proposé. Je me demande si la première phase ne pourrait pas concerner Beyrouth et sa région, et accompagner le cessez-le-feu.

Le rôle de la Syrie

« Le problème des rapports avec la Syrie est au cœur de la crise libanaise. La Syrie affirme qu'elle est favorable à l'indépendance du Liban. En même temps, elle souhaite des relations d'un type particulier, sans en définir clairement la nature.

« S'agit-il de relations normales de bon voisinage ou d'une prise en charge de la souveraineté libanaise par la Syrie ? Il y a ici une interrogation toute particulière pour la France, en raison de l'intérêt qu'elle porte au Liban et de son désir d'entretenir de bonnes relations avec la Syrie. Ces bonnes relations demeureraient à l'état de vœux non réalisés si l'intérêt naturel de la Syrie pour le Liban voisin et proche d'elle allait jusqu'à l'exigence d'une limitation de la souveraineté libanaise.

« Je crois que si les efforts entrepris par tous redoublent d'intensité et si les mentalités des responsables cessent d'être uniquement guerrières, l'espoir peut renaitre au Liban.

Un hélicoptère embarqué à bord du « Foch » s'abîme en mer : deux disparus

Un hélicoptère Puma embarqué sur le porte-avions *Foch*, qui navigue actuellement en Méditerranée orientale, s'est abîmé en mer samedi 26 août et deux membres d'équipage sont portés disparus, a annoncé dimanche dans un communiqué l'état-major de la marine.

L'accident s'est produit alors que l'hélicoptère — qui appartenait au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat de Phalsbourg (Moselle) — effectuait un vol d'entraînement à proximité du porte-avions. L'état-

major ne précise pas l'endroit exact où se trouvait le bâtiment.

Un autre hélicoptère a pu « récupérer immédiatement les deux pilotes » du Puma, mais les recherches poursuivies toutes la nuit avec tous les moyens aériens et nautiques disponibles n'ont pas permis de retrouver les deux autres membres de l'équipage portés manquants. L'adjudant Piretti et le maréchal des logis Carli, a conclu le communiqué.

En violation du droit international

Israël expulse cinq Palestiniens, dont un vers la France

JÉRUSALEM de notre correspondant

Que reproche-t-on exactement à M. Tayir Aruri, cet intellectuel palestinien de Cisjordanie qui, sous le coup d'un ordre de bannissement des autorités israéliennes, a été expulsé dimanche 27 août vers la France ?

La question restera largement sans réponse. Comme ce fut le cas pour les cinquante autres résidents des territoires occupés qui ont fait l'objet de cette sanction depuis le début du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza, le communiqué officiel est des plus sibyllins. Il se borne à évoquer « une participation active dans l'organisation et la direction de l'intifada ». C'est plutôt vague pour justifier une mesure que les Palestiniens des territoires occupés jugent particulièrement dure — la privation du droit à résider dans son propre pays — et que la plupart des juristes estiment contraire au droit international (1).

On n'en saura pas davantage sur le dossier des quatre autres Palestiniens de Cisjordanie (trois militants du Front démocratique et un du Fath) bannis et expulsés le même jour que M. Aruri et qui, eux, ont été déposés par un hélicoptère de l'armée quelque part au sud du Liban. Les cinq hommes étaient emprisonnés depuis août 1988. Ils avaient fait appel devant la Cour suprême des ordres de bannissement pris à leur encontre. Et, comme elle n'a jamais manqué de le faire en pareil cas, la cour avait, la semaine dernière, rejeté leur pourvoi.

M. Tayir Aruri avait alors fait valoir qu'il avait de bonnes raisons de penser que sa sécurité pouvait être menacée s'il était conduit au Liban. A sa demande et sollicitée par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, la France a accepté d'accueillir le Palestinien. Les porte-parole de l'organisation caritative et des autorités françaises ont souligné que ce geste avait été décidé « à titre exceptionnel et pour des raisons strictement humanitaires ». Il ne faut aucunement y voir, a-t-on ajouté, la moindre caution à une politique de bannissement que la France, et la Croix-Rouge ont de nouveau condamnée à cette occasion.

Sans avoir pu sauver ni sa femme ni ses trois enfants à Jérusalem, M. Aruri (quarante-quatre ans) a donc été embarqué dimanche en fin d'après-midi sur le vol d'Air France en direction de Paris. Résident d'El Bireh (près de Ramallah, au nord de Jérusalem), professeur de physique à l'université de Bir-Zeit, après des études de l'URSS au début des années 70, M. Aruri est un militant du Parti communiste palestinien.

Fidèle à la tradition de cette formation, il a toujours défendu le principe de la coexistence de deux Etats — un palestinien, un juif — sur le territoire de l'ancienne Palestine sous mandat. Il a souvent, et publiquement, dénoncé la violence et l'extrémisme — comme en témoigne un dernier article de sa plume publié la semaine dernière par le *Jerusalem Post*.

Emprisonné de 1974 à 1978 au titre de la détention administrative — c'est-à-dire sans jamais avoir bénéficié d'un procès, il avait été adopté comme « prisonnier de conscience » par Amnesty International. Sa nouvelle arrestation en août 1988 avait suscité une vague de protestations et de manifestations de solidarité de la part de plusieurs centaines de physiciens dans le monde et d'un certain nombre d'intellectuels israéliens. Avec, à la clé, toujours la même question : que lui reproche-t-on ?

Mort de trois Palestiniens ce week-end

D'avoir été l'animateur, voire le coordinateur, de certains de ces « comités populaires » en charge de la campagne de « désobéissance civile » dans les territoires — la partie la plus strictement politique et la moins violente du soulèvement palestinien ? D'être un des responsables d'une formation participant à la Direction unifiée de l'intifada ? On n'en saura rien, les charges restent secrètes, et, en l'état actuel du dossier, nombre de commentateurs ne peuvent s'empêcher de penser que le gouvernement, qui ne cesse de déplorer l'absence d'interlocuteurs politiques dans les territoires, vient encore de se priver de l'un d'eux.

Le week-end a également été marqué par la mort de trois Palestiniens : deux ont été tués dans des affrontements avec l'armée et le troisième, retrouvé attaché à un arbre et couvert de coups, a été victime de ce que les nationalistes appellent la « lutte contre les collaborateurs ». La presse parle d'une dégradation très nette de la situation dans les territoires : elle évoque des risques de « libération », en commentant le bref enlèvement par des Palestiniens de Cisjordanie, la semaine dernière, d'un Israélien, négociant en or, récupéré sain et sauf quarante-huit heures après avoir été capturé pour des motifs encore mystérieux.

ALAIN FRACHON.

(1) Le bannissement est expressément prohibé par l'article 49 de la quatrième convention de Genève qui régit le statut des personnes sous occupation militaire.

IRAN

Ouverture du débat parlementaire sur l'investiture du nouveau cabinet

Jusqu'à présent aucun cabinet n'a obtenu intégralement l'aval du Majlis dans sa présentation initiale.

Le chef de l'Etat a tenu, en outre, à assurer le Majlis qu'il était « très satisfait » du travail accompli par le ministre iranien de l'Intérieur sortant, Ali Akbar Mohtachemi, ajoutant toutefois que M. Abdallah Nouri, proposé à ce poste, constituait un meilleur choix.

« Ne vous laissez pas emporter par le propagande empoisonnée des ennemis », a-t-il dit, « M. Mohtachemi est un de nos meilleurs amis et je le connais depuis plusieurs années », a-t-il affirmé. « Mais, dans les circonstances actuelles, j'estime que M. Nouri est meilleur », a poursuivi M. Rafsanjani, ajoutant que M. Mohtachemi pourrait coopérer étroitement avec le nouveau cabinet.

M. Mohtachemi, un des tenants de la ligne dure du régime en Iran, avait été écarté du gouvernement en dépit de la demande de son maintien par la majorité des députés. — (AFP.)

Un opposant au régime de Téhéran assassiné à Chypre

Nicosie. — Le Komala, organisation iranienne de tendance marxiste-léniniste, a accusé dimanche 27 août les « agents de la République islamique » du meurtre d'un de ses dirigeants, Bahman Djavadi, samedi soir à Larnaca. Le Komala, au parti communiste iranien — qu'il ne faut pas confondre avec le parti Toudch auquel il est violemment opposé, — est particulièrement actif au Kurdistan iranien.

Dans un communiqué diffusé au bureau de l'AFP à Nicosie, la représentation de l'organisation à l'étranger, basée en Suède, affirme que « l'un des activistes du Komala, Bahman Djavadi, connu publique-

ment sous le nom de Gholam Keshavarz, qui s'est rendu à Larnaca pour y rencontrer sa mère, a été abattu par les agents de la République islamique de l'Iran ».

Selon la police chypriote, Bahman Djavadi, trente-cinq ans, était arrivé le 21 août à Chypre venant de Suède en compagnie de trois amis et était en possession d'un document de voyage suédois. Un autre de ses compagnons, Yousef Rachidjandeh, trente-trois ans, a été grièvement blessé alors qu'il se trouvait avec Djavadi. Ils avaient été pris pour cibles par des hélicoptères qu'ils regagnaient leur hôtel. — (AFP. Renter).

chef du K...
Jarazelsk

contagion nat

Monde

Europe

POLOGNE : en marge de la formation du nouveau gouvernement

- Le chef du KGB a rencontré M. Mazowiecki
- M. Jaruzelski s'entoure de ministres d'Etat

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

La télévision polonaise a diffusé, à deux reprises, dans son principal journal du soir, samedi 26 et dimanche 27 août, les images du chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, rendant visite au premier ministre de la Pologne, M. Tadeusz Mazowiecki. On y voit les deux hommes et le ministre de l'Intérieur sortant, le général Kiszczak - à l'invitation duquel le président du KGB faisait en Pologne « une brève visite de travail » - se congratuler mutuellement autour d'une tasse de thé.

On pourra évidemment spéculer à l'envi sur les raisons de la visite de M. Krioutchkov à Varsovie. On pourra même imaginer qu'il a voulu montrer à M. Mazowiecki que les services de sécurité ne lui sont pas hostiles. Mais, pour beaucoup de Polonais, le choix de M. Krioutchkov comme premier représentant du gouvernement soviétique à venir rencontrer le nouveau premier ministre illustre simplement l'une des limites posées à la marge de manoeuvre de M. Mazowiecki, qui avait déjà passé, la veille, cinquante minutes avec l'ambassadeur d'URSS à Varsovie. Souriant, certes, le « grand frère » est quand même bien là.

L'administration plutôt rassurée

A vrai dire, ce rapport n'était peut-être pas indispensable. Au cours des premiers jours d'exercice de ses nouvelles fonctions, M. Mazowiecki n'a pas manqué une occasion de tenir des propos rassurants pour tous ceux que, à l'extérieur ou à l'intérieur de la Pologne, la perspective d'un gouvernement dirigé par Solidarité inquiète. C'est même l'une des idées maîtresses qu'il a cherché à faire passer, et elle semble déjà porter ses fruits. Ainsi, le quotidien des forces armées polonaises, *Zolnier Wolnosci*, publiait samedi, à la une, l'article d'un lieutenant polonais partisan de la loyauté à l'égard du nouveau gouvernement. « Je crois que je peux appréhender la situation nouvelle comme un effet naturel du processus de démocratisation », écrivait-il. Aujourd'hui j'accepte que l'Etat que je sers puisse être, dans le cadre de la démocratie parlementaire, dirigé par différentes forces politiques.

Une condition, toutefois, au détour d'une phrase : « Les mécanismes démocratiques ainsi libérés ne soient pas déformés ». Mais le ton général est conciliant, et l'on peut effectivement imaginer que l'armée polonaise ne voit pas d'un trop mauvais œil une perspective de dépolitisation qui lui permet

trait d'étendre son prestige au sein de la population.

Quant aux généraux et aux dirigeants des pays alliés, ils ont encore plusieurs mois pour se faire à l'idée qu'un responsable de Solidarité, devenu premier ministre, participera peut-être à la prochaine réunion du comité politique du pacte de Varsovie, prévue en juin 1990 à Moscou. Les esprits taillonnés font d'ailleurs valoir qu'un autre problème risque de s'y poser puisque participent aussi à ces réunions les premiers secrétaires du « parti au pouvoir » dans les pays membres. Or quel sera le parti au pouvoir en juin 1990 en Pologne ?

Selon un haut fonctionnaire, les esprits ont, par ailleurs, été calmés dans l'administration par un article paru jeudi dans *Gazeta*, l'organe de Solidarité, attentivement lu dans tous les milieux, énonçant clairement que « le changement de pouvoir ne signifie pas le remplacement d'une nomenclature par une autre ». « Toute tentative de vérification idéologique ou de chasse aux sorcières aurait des conséquences tragiques », poursuivait le quotidien. Au lieu de s'opposer à cet appareil, il faut le gagner.

M. Tadeusz Mazowiecki « est perçu comme un homme modéré et prudent », remarque le même haut fonctionnaire dont les collègues ont, par exemple, beaucoup apprécié la première conférence de presse, car il s'y est employé à calmer le jeu. L'administration économique ne devrait pas non plus faire bloc contre le nouveau gouvernement, bien que l'on s'attende à un freinage aux échelons intermédiaires de décision. Il y aura aussi des grincements de dents dans les grandes entreprises comme l'usine de tracteurs Ursus de Varsovie, dont Solidarité entend éjecter les organes du parti (POUP) : « Nous sommes en train de dresser un inventaire de tous les locaux et biens - voitures avec chauffeur, par exemple - attribués par l'usine aux organisations du Parti et des Jeunesses communistes », publiait samedi à la une, l'article d'un lieutenant polonais partisan de la loyauté à l'égard du nouveau gouvernement. « Je crois que je peux appréhender la situation nouvelle comme un effet naturel du processus de démocratisation », écrivait-il. Aujourd'hui j'accepte que l'Etat que je sers puisse être, dans le cadre de la démocratie parlementaire, dirigé par différentes forces politiques.

Une condition, toutefois, au détour d'une phrase : « Les mécanismes démocratiques ainsi libérés ne soient pas déformés ». Mais le ton général est conciliant, et l'on peut effectivement imaginer que l'armée polonaise ne voit pas d'un trop mauvais œil une perspective de dépolitisation qui lui permet

restriction budgétaire. C'est peut-être aussi l'un des sujets évoqués par M. Krioutchkov à Varsovie.

Un autre problème important qui va rapidement se poser à M. Mazowiecki est celui de l'administration locale et régionale qui, là encore, peut être bloquée. La tenue d'élections locales anticipées (on parle du printemps prochain) est, à cet égard, essentielle pour Solidarité, et le premier ministre a d'ores et déjà annoncé la création d'un ministère de l'autogestion locale.

Les « prérogatives » du président

Dans tous ces domaines, M. Mazowiecki devra compter avec le centre de pouvoir le plus important, le président de la République, M. Jaruzelski. Il entend « respecter les prérogatives » de ce dernier, qui sont très étendues, et semble avoir été convaincu que le général, lui aussi, jouerait le jeu. Le fait est que M. Jaruzelski a, ces derniers temps, soigneusement évité d'être identifié au POUP, préférant être perçu comme un chef de l'Etat au-dessus de tous les partis. Mais il vient de nommer ministre d'Etat auprès de la présidence M. Jozef Cyrtek, ancien membre du bureau politique du POUP. La nouvelle constitution permet en effet au président de nommer des ministres d'Etat dont les rapports avec les membres du gouvernement ne sont encore définis par aucun texte. On pense que M. Cyrtek sera ainsi chargé, à la présidence, de la politique extérieure, et l'on attend d'autres nominations de ce type pour la sécurité, la justice et l'autogestion locale.

Il y a donc là un risque de multiplication des centres du pouvoir, déjà sensible sur le plan politique, aussi bien au sein de Solidarité (Lech Walesa, M. Mazowiecki, le groupe parlementaire, la direction du syndicat Solidarité rurale) qu'au sein du parti (M. Jaruzelski, le premier secrétaire Rakowski, le comité central, le groupe parlementaire), sans compter les deux petits partis paysans et démocrates, nouveaux partisans de Solidarité dans le multipartisme parlementaire, qui sont déterminés à se faire entendre. Et enfin, l'Eglise.

Lech Walesa est sans doute, pour l'instant, l'homme le plus solide de Tadeusz Mazowiecki. Il a prouvé, dès le début, qu'il était capable de mettre tout son poids dans la balance pour obtenir une période de paix sociale d'un mois ou deux mois. C'est le sens du moratoire de six à douze mois sur les grèves qu'il devait demander solennellement cette semaine aux Polonais.

La puissante Eglise catholique doit, en principe aussi, jouer ce rôle de soutien au nouveau premier ministre, encore que l'on se demande si les déclarations pour le

URSS

La contagion nationaliste s'étend

(Suite de la première page.)

Le comité central agit même le spectre d'un véritable conflit civil et d'affrontements de masse dans les rues », à propos de la réaction des ruzhomones à la mobilisation nationale balte. Il s'agit de la proclamation à Kammas du monument aux morts de la deuxième guerre mondiale, le char T-34 des « libérateurs soviétiques » qui trônait sur une stèle ayant été transporté dans une décharge publique par les manifestants de mercredi.

Les cadres entre deux feux

Le rappel à l'ordre reste toutefois vague. Il engage les nationalistes baltes à se satisfaire de l'autonomie économique, dont Moscou vient d'accepter le principe pour le 1^{er} janvier 1990. La déclaration rappelle cependant que l'économie des Républiques baltes dépend de l'URSS, aussi bien pour ses matières premières que pour son énergie, et qu'il serait plus agréable « après avoir éliminé les immigrants ».

Le comité central n'épargne pas les dirigeants locaux, surtout les cadres du parti, accusés de succomber aux sirènes nationalistes et de

n'avoir pas « maintenu le processus dans le cours normal des changements de la perestroïka ». Ces cadres se trouvent désormais pris entre deux feux, d'un côté celui d'une population qui se radicalise et dont les mots d'ordre débordent même les consignes des dirigeants nationalistes, de l'autre Moscou qui leur rappelle leurs devoirs de communistes soviétiques.

Après la contre-attaque du Kremlin, le Front populaire estonien a décidé de se réunir lundi à Tallin pour se prononcer.

Le rôle national balte, après des années de répression, a pris réelle-

Importante manifestation dans la capitale de la Moldavie

Une importante manifestation nationaliste - réunissant trois cent mille personnes, selon les organisateurs - s'est déroulée dimanche 27 août à Kichinev, capitale de la Moldavie.

Une déclaration appelant à l'autonomie politique et économique de la Moldavie a été approuvée par « une mer de mains levées », selon un des responsables nationalistes, au cours de ce rassemblement destiné à soutenir un projet de loi qui doit être discuté mardi 29 août au Soviet suprême local. Ce projet de loi vise à faire de la moldavie la langue officielle de la république. Frontalier avec la Roumanie, la Moldavie a été annexée par l'URSS à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop de 1939.

Selon M. Gueorgui Malartchouk, secrétaire de l'Union des écrivains et dirigeant du Front populaire mol-

dave, le président du Soviet suprême local, M. Mihail Sogor, a participé « jusqu'à la fin » à ce rassemblement. M. Sogor, un Moldave élu fin juillet à la tête du Parlement moldave, « a soutenu toutes les revendications du Front populaire », a ajouté M. Malartchouk.

« Des centaines de drapeaux » aux couleurs nationales roumaines (rouge, jaune et bleu) ont été brandies - « A bas le pacte Molotov-Ribbentrop ! », « Stop à la colonisation ! » - étaient brandis au cours de cette manifestation.

Le projet de loi qui doit être débattu mardi est à l'origine d'une grève des roumains. Cent-ci, qui représentent quelque 35 % de la population totale de la Moldavie, demandent que la session parlementaire soit reportée et le projet de loi revu. (AFP.)

ITALIE

L'ancien PDG des chemins de fer nationaux a été assassiné par la Mafia calabraise

ROME
de notre correspondant

« Deux tueurs, trois calibres, trente balles tirées et vingt-deux dans la cible. Ils ne lui ont laissé aucune chance. » Voilà, selon les enquêteurs, « une exécution sans bavure, dans le plus pur style de la Mafia ». Fin du diagnostic : « Le reste, c'est de la politique. »

Enfant du pays, Ludovico Ligato, qui venait de fêter son cinquantième anniversaire, était l'un des personnages politiques les plus influents de la Calabre : ancien député démocrate-chrétien, ex-conseiller régional et, surtout, jusqu'à l'an dernier, président de l'Enteprise nationale des chemins de fer.

Propriétaire d'une superbe villa de bord de mer, dans la zone depuis peu livrée à une intense spéculation immobilière, à la lisière de Reggio, Vico, comme on l'appelait dans le coin, était attendu par ses exécuteurs. C'était dans la nuit de samedi à dimanche, il dînait avec des amis. Repas de joyeuse humeur, il reconduisit son dernier invité, l'ex-conseiller communal Pino Gentile, au seuil du jardin. Les tueurs laissèrent partir le témoin et, au moment où Vico tenta de refermer le portail, ils ouvrirent le feu. Blessé, l'ancien parlementaire se traîna vers l'intérieur, tandis que son épouse se rua

Les « draps d'or »

Comme s'il n'avait aucun doute sur l'origine du crime, le haut-commissaire anti-Mafia, le préfet Domenico Sica, s'est rendu dès l'aube du lendemain sur les lieux. C'est que Ludovico Ligato était un personnage singulier. Nommé par le pouvoir démocrate-chrétien à la tête des chemins de fer en 1985, il en avait démissionné en novembre dernier, après la découverte de l'un des plus gros scandales politico-financiers dont l'Italie est coutumière : celui des « draps d'or ». Brevement : une entreprise privée avait obtenu contre espèces sonnantes et trebuchantes le monopole de la fourniture aux chemins de fer des draps jetables, matériel qu'elle facturait plusieurs fois son coût à l'entreprise publique.

Le 13 janvier dernier, l'ancien président Ligato avait été inculpé de corruption et laissé en liberté. La société privée qui avait bénéficié de la combine était-elle liée à la Mafia ? A-t-on eu peur que Ligato ne se mette à table ? Sont-ce les « draps d'or » qui ont conduit le notable de Reggio dans son cercueil ou était-il lié à d'autres affaires pas très nettes, dans une région misérablement dévastée par la N'drangheta, était-il plutôt connu jusqu'ici pour être spécialisé dans les rapts contre rançon et les détournements de fonds publics ? Encore bien des mystères à éclaircir pour la police la plus étendue d'Europe.

PATRICE CLAUDE.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

ROYAUME DU MAROC MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEURS ETRANGERS

Afin de faciliter les investissements étrangers au Maroc Sa Majesté le Roi Hassan II a adressé le message suivant au Premier ministre le Dr Azzedine Laraki

Le développement économique a toujours été et demeure au centre de Nos préoccupations. Il est tout à la fois le reflet du niveau intellectuel et culturel de notre société et l'un des éléments moteurs de sa promotion et de sa prospérité. Nous avons tout compris que quel que soit l'effort de l'Etat, Notre but ne pourra être pleinement atteint que par un apport massif du secteur privé dont l'intervention, sous forme notamment d'investissements financiers et de savoir-faire, constitue l'une des bases de l'essor souhaité.

Très tôt aussi, Nous avons compris que cette intervention du secteur privé ne pouvait se réaliser que si elle était encouragée et assurée d'un minimum légitime de succès.

A cet effet, Nous avons pris et fait prendre de multiples mesures dont l'ensemble forme nos codes d'investissements.

Les avantages accordés par ces codes sont à l'évidence autant d'éléments incitatifs qui n'ont pas manqué de produire leurs effets.

En égard cependant à ce que représentent les avantages ainsi consentis, le Maroc demeure encore loin d'obtenir tout ce qu'il pouvait légitimement et raisonnablement en attendre.

Cette inadéquation a sa cause principale dans les multiples procédures administratives, certes nécessaires, mais souvent génératrices de lenteurs qui finissent par décourager les investisseurs les mieux intentionnés et les plus déterminés. Les dossiers, même complets, demeurent des mois dans les divers services sans que leurs titulaires soient informés du sort qui leur est réservé.

Notre économie ne peut que souffrir de ces errements qui vont à l'encontre de notre animus.

Aussi avons-Nous décidé d'y mettre un terme. Désormais, tout dossier régulièrement constitué, contenant un projet d'investissement, sera censé avoir obtenu l'accord de l'administration si celle-ci n'y donne aucune suite dans le délai de deux mois à compter du jour de son dépôt. En cas de rejet, la décision de l'administration devra être dûment motivée.

Cette mesure, d'application immédiate, figurera désormais parmi les dispositions de tous nos codes d'investissements où elle sera insérée.

Mais dès à présent, elle fera l'objet d'une circulaire du Premier ministre pour être portée à la connaissance de tous les agents de l'Etat. Elle sera portée également à la connaissance du public par tous moyens appropriés.

HASSAN II
Roi du Maroc

Israël expulse cinq Palestiniens dont un vers la France

Le ministre israélien de l'Intérieur, Yitzhak Mordechai, a annoncé samedi 26 août que cinq Palestiniens ont été expulsés d'Israël. Parmi eux, un jeune homme de 21 ans, originaire de Tunisie, a été autorisé à rejoindre sa famille en France. Les autres quatre ont été expulsés vers des camps de réfugiés en Jordanie ou en Syrie. Mordechai a déclaré que ces expulsions étaient le résultat d'une opération de sécurité visant à éliminer des éléments dangereux pour la stabilité du pays. Il a également mentionné que ces personnes avaient été impliquées dans des activités terroristes ou étaient considérées comme une menace pour la sécurité nationale. L'opération a été menée de manière discrète, sans que les médias ne soient informés à l'avance. Les autorités israéliennes ont insisté sur le fait que ces décisions étaient purement administratives et ne visaient pas à punir une population entière. Elles ont également souligné que les procédures d'expulsion étaient strictement appliquées conformément à la loi.

Ouverture du débat parlementaire sur l'investissement étranger

Le débat parlementaire sur l'investissement étranger a été officiellement ouvert samedi 26 août à l'Assemblée nationale. Le ministre de l'Economie, M. Azzedine Laraki, a pris la parole en premier, soulignant l'importance de cette mesure pour attirer des capitaux étrangers et stimuler la croissance économique. Il a annoncé que le gouvernement était déterminé à simplifier les procédures administratives et à offrir des avantages fiscaux attractifs aux investisseurs. M. Laraki a également mentionné que cette mesure faisait partie d'un ensemble de réformes visant à améliorer le climat des affaires au Maroc. Le débat a été suivi avec intérêt par les députés, qui ont exprimé leur soutien à la mesure et ont souligné l'importance de la transparence et de la rapidité de l'application. L'Assemblée nationale a adopté la mesure par acclamation, marquant ainsi une étape importante dans la mise en œuvre de la réforme de l'investissement étranger.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE. Cette section traite de divers sujets liés à la science et à la médecine, y compris des avancées technologiques, des découvertes médicales et des débats éthiques. Elle est présentée sous forme de courts articles ou de notes d'information, offrant au lecteur une vue d'ensemble des dernières nouvelles dans ce domaine.

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الحق" (This is the truth).

Asie

La session finale de la conférence de Paris sur le Cambodge

Le prince Sihanouk manifeste son découragement en quittant la présidence de son mouvement

L'ouverture de sa session ministérielle finale de la conférence internationale sur le Cambodge était toujours prévue, à Paris, pour le lundi 28 août, à 15 h 30, en dépit de l'impasse des négociations. Dimanche, le prince Sihanouk a démissionné de la présidence de son propre mouvement (le FUNCINPEC), une décision qui souligne son propre découragement.

A moins d'un miracle, il ne s'agit donc plus que de sauver les meubles. On compte quatre grands absents, lundi, au Centre de conférences de l'avenue Kléber : l'Américain James Baker, le Soviétique Edouard Chevardnadze, le Chinois Qian Qichen et le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Si M. Roland Dumas, qui coprésidé la conférence sur le Cambodge avec son homologue indonésien, espérait encore, lundi matin, convaincre les factions cambodgiennes de renouer au moins le dialogue, la plupart des délégations semblent se résigner à l'échec. Alors que les Chinois restent fermes sur la participation de leurs protégés khmers rouges à un gouvernement — ils l'ont de nouveau fait savoir aux

Français, — Phnom-Penh exclut totalement cette possibilité.

En démissionnant de la présidence de son mouvement — mais pas de celle des trois factions de la résistance, — le prince Sihanouk a invoqué sa lassitude des querelles entre les clans qui l'entourent. Pour le remplacer, il a nommé deux coprésidents : son épouse, la princesse Monique, et M. Nhek Touloung, un ancien premier ministre aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans. Le prince aussi semble avoir tourné la page qui s'était ouverte le 31 juillet avec l'ouverture de la conférence de Paris.

Les délégations présentes dans la capitale française devraient donc, à moins d'un retournement imprévu, tenter d'habiller l'échec de travaux qui ont réuni, pendant quatre semaines, les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, des six pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), du Laos, du Vietnam, de l'Australie, du Canada, du Japon et de l'Inde, ainsi que le secrétaire général de l'ONU et le représentant

du Zimbabwe (pour le Mouvement des non-alignés).

Théoriquement, les ministres ont jusqu'à mercredi pour tenter de renouer la vapeur. Mais l'hostilité entre les Khmers rouges, appuyés par la Chine, et le régime de Phnom-Penh, soutenu par le Vietnam, est totale. Seul le prince Sihanouk, allié des Khmers rouges, pourrait débouquer la situation en changeant de camp, une décision à laquelle il s'est refusé jusqu'ici. Sa démission de la présidence du FUNCINPEC laisse plutôt prévoir qu'il se contentera de renvoyer la France pour les efforts qu'elle a fournis, en vain, pour tenter de mettre fin au conflit.

La prochaine échéance devrait être le 27 septembre, date à laquelle les troupes vietnamiennes doivent avoir évacué le Cambodge sans contrôle international. Les Grands n'ont pas manifesté une volonté intangible d'apaiser ce conflit régional. Le risque d'une véritable guerre civile ne peut être écarté puisque les deux camps en présence semblent assurés de bénéficier d'aides militaires tant qu'un règlement international n'interviendra pas.

J.-C. P.

M. Hun Sen : « Ne pas s'entendre n'implique pas qu'on doive couper les ponts »

« Nous devons continuer d'être optimistes. Nous devons faire au moins le bilan de nos points d'accord et de désaccord, puis prendre la décision de poursuivre les négociations et d'aboutir à un règlement politique. Ne pas s'entendre n'implique pas qu'on doive couper les ponts ».

Lors d'une entrevue avec quelques journalistes dans la suite de l'hôtel Royal-Monceau, samedi 26 août, alors qu'on ne sait toujours pas si la session finale de la Conférence de Paris pourra avoir lieu, le premier ministre de Phnom-Penh paraît détendu et sans amertume. Faute d'un accord à Paris, sur lequel il ne semble déjà plus tabler, il pense déjà

à la suite. Il laisse planer la possibilité d'un cessez-le-feu unilatéral que décrèterait son gouvernement à l'occasion de la fin du rapatriement, annoncé pour le 27 septembre, des troupes vietnamiennes. « Nous y songeons. Nous voudrions éviter une guerre civile après le retrait vietnamien ».

L'éventualité d'un retour des forces vietnamiennes, qu'il a évoquée encore récemment ? Il se montre moins catégorique qu'auparavant : « Si les Vietnamiens devaient revenir, peut-être ne devraient-ils pas être pressés de se retirer comme ils le font en ce moment ». Et d'ajouter : « Les Vietnamiens se

retirent avec quinze mois d'avance par rapport à leur annonce initiale de fin 1990 ». Nous sommes capables d'assurer notre défense nationale. Nous sommes prêts au pire. Nous sommes parfaitement conscients qu'une offensive se prépare ».

En ce qui concerne l'avenir, poursuit-il, « le niveau d'assistance étrangère que nous recevons dépendra de celui de l'intervention étrangère ». En d'autres termes, l'aide militaire vietnamienne sera fonction de celle qu'on aura fournies à la résistance. « Et pour ce qui est du retrait des Vietnamiens, qu'il y ait ou non à Paris ne changera rien. Ils seront partis le 27 septembre. S'il n'y a pas de mécanisme international de contrôle mis en place, nous inviterons des observateurs étrangers ».

Bien sûr, il rejette sur les Khmers rouges l'éventuel échec des négociations de Paris et ne conçoit pas que l'« autre côté », notamment les Américains, lui en fasse endosser la responsabilité. « M. Baker (le secrétaire d'Etat américain) et la délégation américaine ont vu qui a fait obstruction pendant la conférence. Ce sont les Khmers rouges », M. Baker a annoncé, vendredi, qu'il ne se rendrait pas à Paris pour la session finale. « Cela signifie-t-il qu'il attend que le riz soit cuit pour venir ? Veut-il vraiment nous aider à aboutir à un accord ? »

Sur l'attitude du prince Sihanouk, tout en ignorant encore son dernier état, M. Hun Sen est particulièrement net : « Le prince Sihanouk utilise les Khmers rouges comme un bouclier. Un jour, il parle de la tragédie que sa famille a vécue, entre leurs mains. Un autre, il refuse toute mention du génocide perpétré par les Khmers rouges. S'il abandonne Pol Pot, il se sent faible. Et si vous restez aux côtés de Pol Pot, vous abandonnez le peuple. En ce moment, le prince Sihanouk n'a jamais été aussi proche des Khmers rouges ».

A ce sujet, le premier ministre de Phnom-Penh résume ainsi sa position : « Le prince Sihanouk ne pourra jouer un rôle politique que s'il abandonne les Khmers rouges ». Et d'ajouter : « Nous ne pouvons pas qu'il n'y ait qu'un vrai problème, les Khmers rouges. Ceux d'entre eux qui dénoncent le génocide et Pol Pot seront acceptés, comme individus ou dans le cadre d'un mouvement politique ».

Et, concernant le procès qu'on lui fait d'avoir laissé des « colons » vietnamiens s'installer au Cambodge, il rétorque d'abord le chiffre d'un million de gens et maintient qu'il ne sent que quatre-vingt mille. Ensuite, « aucune loi, dit-il, ne permet d'expulser des ressortissants étrangers ». Mais, comme « tout doit être levé, ajoute-t-il, les accusations selon lesquelles un million de civils vietnamiens en armes sont au Cambodge doivent être vérifiées ». Autrement dit, il ne semble pas exclure un recensement des ressortissants étrangers tout en affirmant que la communauté chinoise est plus importante que la vietnamienne au Cambodge.

J.-C. POMONTI.

CORÉE DU SUD : après son inculpation

M. Kim Dae-jung accuse le gouvernement de renouer avec les méthodes répressives

TOKYO de notre correspondant

M. Kim Dae-jung a lancé, samedi 26 août, à Incheon, une campagne contre le gouvernement, qu'il a accusé de ne pas avoir respecté ses promesses de démocratisation et de renouer avec les méthodes répressives de son prédécesseur, M. Chun Doo-hwan. M. Kim, principale figure de l'opposition et président du Parti pour la paix et la démocratie (PPD), a ajouté qu'il y avait actuellement neuf cents prisonniers politiques en Corée du Sud, soit un plus grand nombre que du temps du régime Chun.

Au cours d'une conférence de presse, M. Kim avait déclaré que son inculpation dans une affaire d'espionnage (le Monde du 17 août) n'était pas un incident isolé, mais une nouvelle illustration d'un processus de retour à la répression. Il a rejeté toutes les accusations portées contre lui. Les avocats de l'ex-député du PPD, M. Suh Kyung-won, inculpé d'espionnage en faveur de la Corée du Nord, ont d'autre part déclaré que leur client avait rétracté des « aveux » obtenus sous l'effet de pressions psychologiques et physiques.

La virulence de M. Kim est une réponse aux attaques directes portées contre lui, qui rappellent celles, visant à le discréditer, auxquelles eurent recours les présidents Park Chung-hee (1961-1979) puis Chun, qui le fit condamner à mort. Cette déclaration de guerre au gouvernement du président Roh Tae-woo est

surtout significative d'un regain de tension politique. L'atmosphère est à la confrontation.

Ce qui apparaît comme une campagne lancée par les autorités contre la principale formation d'opposition et la figure emblématique de la résistance à l'oppression qui la dirige pourrait être le signal d'un arrêt dans le processus de démocratisation initié par M. Roh depuis l'été 1987. « Le gouvernement Roh Tae-woo a failli à son rendez-vous avec l'histoire », écrit dans un éditorial le quotidien Dong-A Ilbo commentant l'inculpation de M. Kim.

Huit cents personnes détenues

Le gouvernement de M. Roh Tae-woo paraît, en effet, aujourd'hui faire machine en arrière sur plusieurs points :

— La fameuse loi sur la sécurité nationale, donnant aux autorités une marge de manœuvre pour arrêter les opposants confinant à l'arbitraire (et dont les régimes précédents usèrent abondamment), aurait dû être révisée, comme l'avait promis M. Roh Tae-woo. Elle a été invoquée pour inculper M. Kim Dae-jung.

— La liberté de presse, certes plus grande qu'il y a deux ans, n'en est pas moins soumise à de sévères restrictions : le rédacteur en chef du quotidien le plus radical, *Hankyoreh*, a été récemment arrêté pour avoir préparé un reportage en Corée du Nord qu'il n'a jamais eu lieu ;

— Le Conseil national des Eglises coréennes a, d'autre part, publié le

mois dernier un rapport faisant état de plus de huit cents personnes (dissidents, étudiants, syndicalistes) actuellement détenues. La majorité (six cent vingt-cinq personnes) ont été arrêtées entre décembre 1988 et la fin de juin dernier.

Le processus de démocratisation visant à instaurer une sorte de conservatisme éclairé a eu un chemin tumultueux. L'apprentissage de la démocratie n'était pas facile dans un pays qui, malgré son développement économique, manque d'une culture politique : la société coréenne fut opprimée du temps de la colonisation japonaise puis des dictateurs qui suivirent la guerre civile de 1950-1953. A partir du moment où l'état s'est dessiné, les revendications ont eu tendance à partir dans tous les sens.

L'après des conflits sociaux, risquant de mettre en péril la compétitivité des industries coréennes, la poursuite des combats de rue entre la police et un mouvement étudiant aussi courageux que souvent irrégulier, notamment à l'égard de la Corée du Nord, et la nouvelle force de l'opposition parlementaire ont créé une situation instable qui peut avoir inquiété le gouvernement. Elle a surtout donné des arguments à ceux qui prônent une reprise en main et accusaient M. Roh de laxisme. L'inculpation de M. Kim Dae-jung tend à confirmer que les « durs » de l'armée et du parti gouvernemental ont regagné une influence qu'ils avaient perdue.

PHILIPPE PONS.

Policiers soviétiques à l'école indienne

NEW-DELHI de notre correspondant

Une délégation soviétique conduite par un secrétaire d'Etat, M. Demidov, est retournée vendredi 26 août à Moscou à l'issue d'une semaine de séjour à New-Delhi, au cours de laquelle des séances de travail se sont succédées avec des experts indiens du ministère de l'Intérieur et de hauts fonctionnaires de la police. La Times of India, qui donne l'information, explique que l'Union soviétique a jugé utile de rendre conseil auprès de l'un de ses partenaires privilégiés dont l'expérience pour lutter contre les émeutes est ancienne.

Les Soviétiques, est-il expliqué, font face depuis de nombreux mois à de sérieux problèmes de contestation de la part de leurs minorités ethniques et religieuses, et leurs forces de police sont à la fois sous-équipées et, semble-t-il, peu expérimentées. L'Inde, ajoute la Times, « a plus d'un siècle d'expérience pour juguler les mouvements de désobéissance civile et les manifestations de masse ».

La délégation soviétique est repartie avec force brochures, échantillons d'équipements de police et divers gadgets de défense actuellement utilisés par les policiers indiens. L'Inde mettra également ses compétences, dans ce domaine, au service de la formation d'une force de police soviétique tout à fait spécifique destinée à s'opposer aux émeutes populaires.

L. Z.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk a rencontré le chef de l'UNITA

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le président de l'UNITA, le mouvement rebelle angolais, M. Jonas Savimbi, s'est entretenu pendant deux heures, dimanche 27 août, avec M. Frederik de Klerk. Au cours de ces entretiens, il aurait reçu l'assurance que le seul document qui sert de base au processus de paix angolais est celui adopté à Gbadolite le 22 juin et non pas celui diffusé à Harare, le 22 août, par le président zambien Kenneth Kaunda. Des assurances provenant du chef de l'Etat zambien, M. Mobutu Sese Seko, qui a rencontré, vendredi, M. De Klerk à Goma (le Monde daté 27-28 août).

La mise en œuvre de la « réconciliation nationale » en Angola est, en effet, bloquée par une querelle sur la véritable nature des accords de Gbadolite. M. Savimbi rejetant le texte rendu public à Harare lors de la conférence de la Commission des accords de paix, qui prévoit son exil temporaire et la réintégration de ses forces au sein des troupes gouvernementales. Ce qui reviendrait à une véritable reddition.

Le chef de l'UNITA s'en est pris au président Kaunda, l'accusant de vouloir « fausser et détruire les chances de paix [...] en poursuivant un objectif personnel », ainsi que de vouloir « réécrire l'histoire ». Il estime que le chef de l'Etat zambien s'est fait l'interprète du régime de Luanda tout en supplantant que le président José Eduardo Dos Santos n'a pu être pas eu le soutien de son comité central après la poignée de main historique du 22 juin avec son

adversaire invité comme lui par le président Mobutu.

Le fond de cette affaire n'est pas des plus clairs, c'est le moins que l'on puisse dire. M. Kaunda devait avoir la possibilité d'expliquer sa position, le lundi 28 août, lors de sa rencontre avec M. De Klerk, à Livingstone, en Zambie. En attendant, M. Savimbi a assuré qu'il était prêt à reprendre les négociations

avec le gouvernement de Luanda le plus tôt possible, c'est-à-dire le 18 septembre à Kinshasa. Une réunion à laquelle il se rendra personnellement en espérant que le cessez-le-feu pourra être effectivement réalisé. A ce propos, il a déploré la mort de six soldats cubains tombés dans une embuscade le 14 août, qu'il a qualifiée d'« accident ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

MAROC

Le ministre de l'intérieur se dit « affecté » par la mort d'un gréviste de la faim

Le ministre marocain de l'intérieur, M. Driss Bassi, a réagi pour la première fois à la mort, le 19 août, d'un détenu gréviste de la faim, se déclarant « grandement affecté » par ce décès, a rapporté samedi 26 août le journal marocain d'opposition *al Itihad al Ichtraki*, cité par l'AFP.

M. Bassi, qui prenait la parole devant le bureau du Syndicat national de la presse marocaine, a ajouté qu'il « partageait la tristesse » du syndicat concernant la mort de l'étudiant Abdelhak Chabada, décédé à Rabat alors qu'il était en grève de la faim depuis soixante-quatre jours.

Les associations de défense des droits de l'homme au Maroc et les partis d'opposition ont accusé les autorités d'être « responsables » de cette mort.

Lors de la rencontre avec M. Bassi, le bureau du syndicat, abordant le dossier des détenus politiques au Maroc, a mis l'accent sur

la « dégradation de l'état de santé des grévistes de la faim » de Casablanca (trois) et de Rabat (trois), selon le journal.

« Les journalistes ont évoqué le mauvais comportement du directeur de la prison civile de Rabat (à l'égard des détenus) et les conditions dramatiques de leur détention », rapporte le journal, ajoutant que le ministre a promis à ses interlocuteurs qu'il « allait prendre quelques mesures pratiques » en leur faveur « en coordination avec des parties compétentes ».

Au cours d'une conférence de presse à Paris, jeudi dernier, l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc, qui regroupe des Marocains vivant en France, avait dénoncé la carence des autorités devant les grèves de la faim de détenus politiques et lancé un appel au président Mitterrand pour qu'il intervienne en leur faveur.

JAPON : la secrétaire générale du gouvernement et la future princesse

Les deux femmes du week-end

TOKYO de notre correspondant

Bien qu'elles ne soient pas au centre de scandales, deux femmes ont fait la une de ces journaux japonais de ce week-end. La première, M^{me} Kiko Kawashima, va épouser le prince Aya, vingt-trois ans, deuxième fils de l'empereur Akihito ; la seconde, M^{me} Moriyma, a succédé inopinément au secrétaire général du gouvernement, qui a démissionné à la suite de révélations sur sa liaison avec une très jeune femme (le Monde du 26 août). Toutes deux sont présentées comme témoignant d'évolutions sociales. Que celles-ci soient réelles ou non, ces deux Japonaises ont un impact médiatique certain.

La futur mariée du prince Aya avec M^{me} Kawashima, fille d'un professeur de l'université Gakushuin, est perçue par l'*Asahi* avec « soulagement » comme l'illustration d'un soulagement de la maison impériale. On ne s'attendait pas à ce que la jeune femme (vingt-deux ans) soit une roturière, mais encore le fait que le frère cadet du prince héritier se marie avec celui-ci apparaît comme une rupture avec la tradition. « Leur rencontre », écrit le *Yomiuri* dans un éditorial à propos du jeune couple, nous rappelle celle de leurs parents, mais l'atmosphère est plus « moderne ». Et tous les journaux de soulignent le caractère libre, et non arrangé, de ce mariage.

L'importance donnée par la presse à cet événement, ainsi qu'on pourrait sous toutes ses facettes de la future princesse et le ton mièvre, complaisamment ému des grands journaux confinant un soulagement de renouer avec la tentative de populariser l'image de la maison impériale qui avait prévalu en 1959 lors du mariage de l'empereur Akihito avec une autre roturière. Comme l'écrivait un intellectuel de l'époque, ce mariage rompant avec une tradi-

tion bien établie marqua le début d'un système impérial pour les masses ». Ce fut le « Michi boom » (Michi étant l'abréviation du prénom de l'impératrice, Michiko) dans les médias et toutes les jeunes Japonaises rêvant de lui ressembler.

Après une période de retour au tabou impérial dans la dernière partie de la vie de l'empereur Hirohito, le gouvernement cherche aujourd'hui à donner une image plus ouverte et moins anachronique pour un pays moderne de la famille impériale. La nouvelle du mariage du prince Aya est une illustration de cette volonté de donner de la famille impériale une image rassurante, modèle de relations harmonieuses, dans une société tourmentée.

La nomination de M^{me} Moriyma à un poste qu'aucune femme n'avait jamais occupé (dont l'une des attributions est d'être la porte-parole du gouvernement) témoigne de son image plus ouverte et moins anachronique pour un pays moderne de la famille impériale. La nouvelle du mariage du prince Aya est une illustration de cette volonté de donner de la famille impériale une image rassurante, modèle de relations harmonieuses, dans une société tourmentée.

Femmes de pouvoir comme M^{me} Doi, présidente du PSD, et M^{me} Moriyma, future princesse, ou victimes des hommes, les Japonaises tiennent le haut du pavé, au moins dans les médias.

Ph. P.

Société

ENVIRONNEMENT

Malgré un redressement en 1990

La part de l'environnement dans le budget de l'Etat s'effrite depuis dix ans

Si l'intérêt qu'un gouvernement porte à un sujet se mesure à l'aune des crédits qu'il lui affecte, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a de bonnes raisons d'être satisfait. Lors des ultimes arbitrages, le premier ministre, M. Michel Rocard, a tranché, en sa faveur. En 1990 son département ministériel disposera de 730 millions de francs en crédits de paiement (hors dépenses de personnel), alors qu'il n'en avait que 666 millions cette année. Le coup de pouce dépasse 9 % alors que l'augmentation de l'ensemble du budget de l'Etat ne devrait pas excéder 5 %.

Il est vrai que les services de l'environnement, véritable Cendrillon de l'administration, ont de pressants besoins. La poignée de millions supplémentaires qui leur est accordée servira d'abord à renforcer leurs maigres équipes (930 personnes à Paris et dans les délégations régionales). Il est prévu d'engager cinq inspecteurs des sites et dix-huit spécialistes des installations classées. Ces derniers viendront grossir les rangs des cinq cent cinquante inspecteurs qui s'efforcent de surveiller les 500 000 établissements potentiellement polluants répartis sur le territoire. Les sureffectifs ne sont donc pas la plaie des services de l'environnement.

Avec les nouveaux crédits on va tenter d'accélérer la mise en conformité des décharges publiques. Six mille décharges d'ordures ne répondent pas encore aux normes et sont une véritable petite vérole sur l'Hexagone. Sans compter les risques d'incendies et de pollutions en tout genre qu'ils recèlent. La subvention versée à l'agence nationale des déchets - l'ANRED - va donc passer, en autorisation de programme, de 15 à 33 millions de francs.

tion toute symbolique permettra peut-être à M. Brice Lalonde de faire meilleure figure devant ses anciens amis écologistes. Ceux-ci ont toujours critiqué la part que prenait le ministère de l'environnement au budget des cours d'eau. A la faveur de ce coup de frein, le ministre entend engager une réflexion générale sur « l'artificialisation » croissante du réseau hydrographique français. Il s'agit de savoir enfin quels sont les ouvrages réellement indispensables et ceux qui, décidément, sont trop préjudiciables à l'équilibre des rivières. Une pause pour réfléchir, en somme.

Montrer l'exemple

Les 9 % supplémentaires octroyés à la protection de l'environnement annoncent-ils une politique plus novatrice, plus ambitieuse ? Pas vraiment. Même si on ajoute aux lignes budgétaires du secrétariat d'Etat les sommes nécessaires au paiement de son personnel - qui figurent depuis 1987 sur le budget du ministère de l'équipement - et les quelque 32 millions destinés à la prévention des risques majeurs - service récupéré récemment par M. Lalonde - on n'atteint pas tout à fait le milliard de francs. C'est moins que ce que dépense la seule ville de Paris pour l'entretien des espaces verts de la capitale ; c'est le quart de ce qu'a coûté le fameux satellite Hipparcos qui devait lorgner les étoiles de plus près. Ce milliard représente 0,06 % du budget total de l'Etat. Une broutille. Il faut reconnaître que, depuis dix-neuf ans qu'existe un département ministériel s'attachant à la défense de l'environnement, cette proportion est toujours restée dérisoire. Les prési-

dests, les gouvernements et les ministères passent : la pauvreté budgétaire reste.

A en juger par le tableau que nous publions ci-contre, on a même l'impression qu'elle tourne à la misère. Sur une décennie (1980-1989), le budget civil de l'Etat a progressé en France constants de près de 80 %. Celui de l'environnement a diminué d'un tiers. Conséquence : la part des crédits de l'environnement dans la masse globale des crédits civils de l'Etat est passée de 0,111 % à 0,062 %. La décentralisation est sans doute passée par là. Paris s'est partiellement désengagé, dans ce secteur comme ailleurs. Ce sont donc les particuliers, les entreprises et surtout les collectivités locales qui supportent le plus gros des sacrifices financiers tendant à sauvegarder une certaine qualité de vie. La crise qu'a traversée l'écologie militante pendant cette même période a fait croire que les problèmes étaient, sinon résolus, du moins devenus moins aigus.

Le secrétariat d'Etat de M. Lalonde est directement rattaché au premier ministre. Par tradition et même lorsqu'il était autonome, il s'est toujours voulu un département ministériel « transversal », un laboratoire d'idées, un catalyseur de volontés, un ministère d'initiation plus que d'action. Mais comment montrer l'exemple si on ne commence pas par mettre soi-même la main au portefeuille ? Pour être entendu le conseiller doit être de temps en temps, ici ou là, le payeur. M. Rocard regrette récemment que la montée des partis vert affaiblisse « les puissances et la dispositif public ». Or cet affaiblissement, au moins sur le chapitre budgétaire, a précédé de longue date l'apparition des verts sur la scène politique.

MARC AMBROISE-RENDU.

Évolution des budgets de l'environnement

(Dépenses ordinaires et crédits de paiement en millions de francs.)

ANNÉES	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Budget civil de l'Etat	562 450	644 215	827 758	935 485	996 210	1 089 623	1 096 941	1 137 827	1 177 329	1 228 344	(2) 1 401 380
Budget du ministère de l'environnement (1)	629	672	823	861	795	817	875	818	896	882	954
Pourcentage dans le budget de l'Etat	6,11	6,18	6,16	6,02	5,79	6,07	6,07	6,07	6,07	6,02	6,03
Variation d'une année à l'autre en %	+9,75	+6,89	+31,32	-2,49	-7,67	+2,85	+7,69	-6,50	+8,71	-0,86	+8,12
Dépréciation moyenne en %	-13,5	-13,4	-11,8	-9,6	-7,4	-5,8	-2,7	-3,1	-2,7	(2) 3,2	

(1) Y compris dépenses de personnel mais hors risques majeurs.
(2) Estimation.

Sources : ministère des finances, secrétariat d'Etat à l'environnement.

Autre projet : moderniser les multiples réseaux urbains de surveillance de la pollution atmosphérique qui commencent à prendre de la bouteille. Il leur faut désormais mesurer de nouveaux polluants comme l'ozone et les particules radioactives. Leurs indications alimenteront une banque de données installée à Paris.

Sur le front de la protection de la nature, les crédits supplémentaires vont être employés à équiper convenablement les refuges, chalets d'accueil et pavillons d'exposition situés dans les sept parcs nationaux. On estime que ceux-ci reçoivent déjà plus de six millions de visiteurs par an. Avec l'ouverture des frontières européennes, il y a fort à parier que cette fréquentation va s'accroître fortement. Il faut se mettre en état d'accueillir convenablement et de canaliser la marée des amateurs d'espaces sauvages. Un nouveau parc - celui du Mont-Blanc - s'ajoutera d'ailleurs à cette panoplie (le Monde du 19 août). Il conviendra encore d'aider les collectivités locales à mettre en route deux nouveaux parcs régionaux, notamment celui de la Brenne, « le pays aux mille étangs » situé dans l'Indre. Enfin quelques réserves naturelles s'ajoutent aux 97 qui jalonnent déjà l'Hexagone.

Du côté de la recherche deux axes prioritaires sont retenus. Il est urgent d'en savoir davantage sur la diffusion des nitrates dans les eaux de surface et les nappes souterraines. Ces substances, issues des stations d'épuration, des élevages et des épandages d'engrais, sont en train d'empoisonner les réserves aquifères. L'autre point fort sera la création, en 1990, d'un observatoire du patrimoine naturel. Les hommes du Muséum d'histoire naturelle, du conseil supérieur de la pêche, de l'office national de la chasse et de l'office des forêts vont dresser un « état des lieux » qui n'a encore jamais été fait. Ils mettront au point une méthode de surveillance permanente de la nature.

S'il y a des « plus » dans le budget 1990 de l'environnement, on y relève des « moins » significatifs. Ainsi les crédits affectés à la construction des grands barrages diminuent de 16 millions de francs. Cette amputa-

De jeunes vacanciers de plus en plus exigeants

La « colo » n'a plus la cote

Des « jolies colonies de vacances », ne restera-t-il bientôt plus que la chanson de Pierre Faut, souvenir d'une époque où les enfants du baby-boom étaient nombreux à passer la moitié de l'été en collectivité ? Les « colos » n'existent plus, remplacées par des « centres de vacances », voire des « séjours » ou des « stages » chez certains organismes. La « colo » n'existe plus à ce point, elle a été rebaptisée animateur.

En 1974, 1 148 600 jeunes de quatre à dix-huit ans étaient partis en colo, en 1988, ils n'étaient plus que 933 000, soit 8 % des 11 648 000 jeunes Français concernés, selon les dernières statistiques du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports. Au contraire, les « centres de vacances sans hébergement », les anciens centres aérés, gagnent du terrain.

La déstabilisation s'explique qu'une partie du phénomène. On peut aussi accuser le coût des séjours, un obstacle réel pour les familles des classes moyennes qui ne bénéficient pas des aides accordées aux plus défavorisées. Encore faut-il que ces dernières connaissent les possibilités offertes par les bons-vacances des caisses d'allocation familiale et les chèques vacances, accessibles aux familles payant moins de 9 240 francs d'impôts sur le revenu.

La troisième facteur de désaffection des colonies est caractéristique de la décennie. « Aujourd'hui, c'est un individu qui part en vacances, la collectivité n'intéresse plus », explique M. Pascal Zeulic de l'Union française des œuvres de vacances (UFOV). Les groupes de 150 à 200, les dortoirs de 15 lits

et les sanitaires collectifs rebutent désormais les enfants. La durée des séjours s'est aussi réduite, jusqu'à vingt jours en moyenne, mais les demandes de programmes de deux semaines augmentent. Surtout, on rejette complètement les activités classiques. Enfiler des colliers de perles ou malaxer de la pâte à modeler, c'est tout aussi démodé que marcher en file indienne au rythme d'une chansonnette.

Séjours spécialisés

Les organismes ont répondu aux aspirations des enfants et surtout des parents, « devenus très exigeants » d'après le directeur de l'Union française des œuvres de vacances (UFOV) de Paris, M. Christian Saucy. Les associations de jeunesse ont tendance à se transformer en professionnels du tourisme, si ce n'est en tour-opérateurs, parlant « rentabilité » et « marché porteur ». Un parallélisme très net s'est établi entre l'évolution du tourisme en général et les vacances pour enfants. Les organisateurs se sentent tenus de respecter à la lettre les catalogues qu'ils éditent : « si on n'offre que deux heures et demi de tennis au lieu des trois prévues, on est sûr d'avoir un coup de fil des parents », poursuit M. Zeulic, citant la règle des « quatre A », comme souci permanent des centres de vacances : accueil, alimentation, animation et activités. Les groupes excèdent rarement 100 colons pour les six-douze ans, cinquante pour les adolescents. Les enfants sont en général hébergés dans des chambres de 3 à 5 lits, d'un intérêt moindre pour les batailles de polochons, mais

avec des sanitaires intégrés. Certains centres s'efforcent de suivre les rythmes biologiques des petits vacanciers en n'imposant plus des réveils ou des couchages à heures fixes.

Quant aux activités, la mode est à la spécialisation. Les séjours qui privilégient l'équitation ou le tennis l'été et le ski l'hiver s'arrachent. Attention aux catalogues qui ne proposent aucun stage de parachute aéroscionnel, de ski sur herbe ou de planche à voile ! Il risque de se déconsidérer très vite. Les circuits-découvertes pleins d'activités sont offerts de nombreux séjours culturels, et pas seulement linguistiques, à l'étranger. Les destinations ressemblent beaucoup à celles préférées par les adultes, mais avec un décalage de deux ans en général : la Grèce est en train de perdre tout attrait au profit de la Turquie.

Les associations ont multiplié ces dernières années des offres de « vacances techniques », avec soutien immédiat pour la musique, plus contesté pour l'informatique qui ressemble trop à une matière scolaire. Cependant, les parents ont de plus en plus tendance à vouloir que leur progéniture profite des vacances pour mûrir son bagage scolaire. Les centres spécialisés dans les cours de ratatouille font toujours plus d'adeptes, sans parler des beaux linguistiques. Les colons d'hiver, devenus parents, auraient-ils oublié le plaisir des vacances insouciantes ?

CÉCILE LE COZ.

REPÈRES

Incendies

Dispositif renforcé dans le Midi

Des incendies, favorisés par des vents parfois violents et une sécheresse persistante, ont détruit 2 000 hectares de garrigue et de taillis dans le sud de la France, au cours du week-end des 26 et 27 août. Le feu le plus important s'est déclaré samedi dans les Pyrénées-Orientales. Il a menacé pendant plusieurs heures le petit village d'Opoul-Pélicot, au nord de Perpignan. Tout danger pour les habitants d'Opoul était écarté dans la soirée de samedi, mais l'incendie, attisé par une forte tramontane, n'a pu être maîtrisé que dimanche vers midi, après avoir atteint l'Aude et détruit près de 1 500 hectares de garrigue. Neuf avions et plus de deux cents hommes ont été nécessaires pour venir à bout du sinistre.

Pour lundi et mardi, les responsables de la sécurité civile se montrent très inquiets. Un fort mistral était annoncé sur l'ensemble du littoral méditerranéen, avec « des risques très élevés de rafales ». Tous les départements du Midi ont été mis en « zone rouge ». Les avions anti-incendie survolent un « quart ardent » et la ministre de l'Intérieur a envoyé des renforts en hommes et en matériel, venus des départements extérieurs aux zones menacées.

Nucléaire

L'eau lourde de Saclay inquiète les Verts

Les Verts ont protesté, dans un communiqué, le 25 août, contre le stockage de 54 000 litres d'eau lourde tritée radioactive sur le site du Commissariat à l'énergie atomique de Saclay. « La décision de stockage de cette eau lourde qui provient essentiellement du réacteur EL 3 de Saclay, mis à l'arrêt il y a dix ans, a fait l'objet d'une enquête publique de décembre 1988 à janvier 1989. L'autorisation a été donnée par les autorités compétentes et un arrêté a été publié à ce sujet, précise le CEA pour qui cette eau « soufrement légèrement radioactive » est soumise aux conditions réglementaires de stockage des produits radioactifs ».

SCIENCES

Nouvelles révélations de Voyager-2 sur le satellite de Neptune

Des volcans en activité sur Triton

Les premières analyses des images envoyées, vendredi 25 août, par la sonde Voyager-2, ont révélé que les volcans repérés sur Triton sont probablement en activité. Si cette hypothèse se confirmait, Triton serait le troisième corps céleste connu du système solaire doté de volcans actifs, avec la Terre et Io, un satellite de Jupiter.

Les photos montrent des fumées s'élevant au-dessus des cratères jusqu'à 80 km de hauteur, a indiqué, dimanche 27 août, au Jet Propulsion Laboratory (JPL) à Pasadena (Californie), le géologue américain Larry Soderblom. « Je pense que ces volcans sont actifs ou qu'ils l'ont été durant les cent dernières années. Il y en a dix, vingt ou trente, pleins », s'est-il exclamé. Leurs débris sont en effet visibles sur la calotte de glace du pôle Sud de Triton et se seraient fondus dans la plaque s'ils étaient antérieurs à l'été, a ajouté le géologue (une année du système neptunien équivaut à cent soixante-cinq ans terrestres). Selon Larry Soderblom, les volcans de Triton entrant en éruption quand l'azote liquide sous-jacent est expulsé par la pression de ce satellite extrêmement froid (environ -200°C), et remonte à la surface où « il doit exploser et propulser aux alentours des particules gelées et du gaz ».

Des « mini-Lune »

D'autres sortes de volcans, larges et plats, remplis de coulées visqueuses, ont également été identifiés. Les différents niveaux de glace à la surface semblent indiquer que les éruptions ont « provoqué des inondations massives », a déclaré Larry Soderblom. Les images de Voyager-2 ont également permis de confirmer que Triton est entouré d'une atmosphère d'azote gazeux et, dans de plus faibles proportions, de méthane. Les surfaces lisses ont été identifiées comme étant des lacs d'azote gelé.

J.-P. D.

DÉFENSE

Un officier de la marine apporte son soutien au mouvement des gendarmes

Responsable du soutien technique (c'est-à-dire les services généraux) de l'escadron des sous-marins de la Méditerranée à Toulon, le capitaine de frégate Roger Martin a expliqué, dimanche soir 27 août, sur TF 1, que « le malaise était latent dans toutes les armées depuis pas mal de temps » si « les gendarmes ont néanmoins, comme c'est normal, été les premiers à dégager ».

Selon l'officier de marine, « la gendarmerie n'a été que le détonateur, et maintenant il faut voir quelles dispositions on peut prendre ». Le commandant Martin s'exprimait à visage découvert et il a indiqué qu'il avait adressé une « lettre ouverte » au président de la République.

C'est aux chefs de franchir la ligne jaune pour éviter que la troupe ne la franchisse », a ajouté l'officier, qui est connu dans la marine pour son franc-parler et qui s'est présenté, dans un passé récent, à des élections locales, notamment à Lorient, où il a été en poste, mais n'a pas été élu. Le commandant Martin a indiqué qu'il n'approuvait pas le procédé des « lettres anonymes » utilisé par des gendarmes et, récemment, par des sous-officiers se présentant comme relevant de l'armée de l'air.

Nouveau directeur général

M. Barbeau souhaite rénover « le service public » de la gendarmerie

M. Charles Barbeau, nouveau directeur général de la gendarmerie nationale, affirme, dans un message adressé à toutes les unités sous ses ordres, que les mesures prises par le ministre de la Défense « marquent un nouveau départ qui doit déboucher sur la rénovation du service public de la gendarmerie ». Il souligne que, « si certaines mesures constituent des acquis immédiats, d'autres sont à inventer en mettant à contribution les capacités d'innovation de chacun. Les nouvelles structures de concertation et de participation doivent permettre de le faire ». Cependant, il ajoute que ces nouvelles mesures « ne correspondent en aucun cas à une remise en cause du statut militaire de la gendarmerie ».

M. Jean-Pierre Chevènement avait présenté la semaine dernière (le Monde du 24 août) aux gendarmes une série de mesures, notamment la création de quatre mille emplois, la revalorisation d'indemnités, l'affectation de crédits supplémentaires à l'équipement des gendarmeries et à l'amélioration des casernes, pour répondre au mécon-

tenement qui se manifeste depuis plus d'un mois dans la gendarmerie.

A Europe 1, où il a été interrogé lundi matin 28 août, le ministre de la Défense a estimé « qu'une partie de la droite et de l'extrême droite » attise et orchestre la grève dans la gendarmerie et que la presse marque à sa déontologie en répercutant notamment les lettres anonymes de gendarmes.

Pour M. Chevènement, « il y a une campagne orchestrée d'une partie de la droite et de l'extrême droite ». « Je pourrais donner beaucoup de preuves, car j'ai maintenant des preuves. J'ai des exemples de manipulation, de tracas délibérés. Par exemple, M. Labbé a déclaré : « La gendarmerie refuse les structures du socialisme ». M. Labbé est l'un des responsables du groupe parlementaire du RPR. Si vraiment c'était son opinion, il ne devrait plus s'appeler RPR, mais RCR : Rassemblement pour la République », a dit M. Chevènement, tout en reconnaissant que ce n'est pas l'avis de tous les députés RPR.

Bicentenaire

Inauguration à la Défense de l'Arche de la fraternité

M. François Mitterrand a inauguré, samedi 26 août, la Fondation de l'Arche de la fraternité, installée au sommet de l'Arche de la Défense. En présence du président de cette Fondation, M. Claude Cheysson, le chef de l'Etat a célébré la « vocation universelle et la force » de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789. Il a présenté cette Fondation comme « un village, un laboratoire de réflexion et un lieu de rencontres ». « La place de la déclaration de 1789 dans l'histoire des hommes est telle qu'elle peut prétendre qu'elle en a changé le cours », a déclaré

M. Mitterrand avant d'ajouter : « Elle annonçait l'aube des temps nouveaux, quels qu'aient été les dérivations, oppressions et manèges ultérieurs. Elle demeure inaltérable, gravée dans les mémoires, et le message qu'elle contient n'a rien perdu de sa force, au contraire il continue d'inspirer nombre de conventions et pactes internationaux. »

Après l'inauguration, quatre cents artistes ont donné un spectacle au pied de l'Arche, où s'étaient réunis plusieurs dizaines de milliers de

spectateurs. De Barbara Hendricks à Jacques Higelin en passant par Bernard Lavilliers et Maxime Le Forestier, les artistes, ainsi que les groupes venus des cinq continents, ont célébré les droits de l'homme.

Dans l'après-midi, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), dix mille personnes ont assisté à un spectacle de musique contemporaine ponctué d'un feu d'artifice. Mille choristes du monde entier y étaient rassemblés aux côtés de plusieurs formations musicales dans le site de l'esplanade de

l'axe majeur de Cergy qui, du haut de ses douze colonnes érigées vers le ciel, domine Paris (lire page 13).

Quelques heures après, un funambule, Philippe Petit, avait, devant cent mille spectateurs, parcouru, sur un câble, les sept cents mètres qui séparent le Trocadéro de la tour Eiffel où il a remis à M. Jacques Chirac, maire de Paris, un fac-similé de la Déclaration des droits de l'homme.

La force « inaltérable » des droits de l'homme

Difficile de se défaire d'une certaine sensation, une balade au milieu des images des droits de l'homme, à la fois banalisées, « médiatisées », pour tout dire, plus fades à force de servir et d'être servies, et malgré tout touchantes, soudain épurées au détour d'une rime, d'un visage ou d'un chant.

Cette année balade du Bicentenaire, le 26 août, de l'inauguration de l'Arche de la fraternité, à l'Arche de la Défense justement, aura été tout cela en même temps. Le plus conventionnel, et aussi le meilleur : des minutes d'émotion comme on ne pouvait plus guère en espérer, après ce long été des rappels de conscience, si riches en commémorations, en sommets, en concerts ou en défilés.

Une fin de samedi un peu de bric ou de broc. Un paquet hâtivement emballé, beaucoup de monnaie dans la sécurité et l'organisation. Un navire lancé à la voile, fort surtout de la réussite des manifestations précédentes. On voulait remonter les dix mille jeunes des cinq continents, qui avaient travaillé toute la semaine à Paris sur nos libertés, à l'initiative de l'association AD 89. Il fallait bien inaugurer la Fondation des droits de l'homme et du développement, présidée par M. Claude Cheysson, qui, à force d'être prévue, risquait d'être oubliée au milieu de cette fastueuse rétrospective estivale de 1789. Paris avait aussi pris goût à la musique, aux douces musiques de la tolérance et de l'amour. Et il restait encore tant d'orchestres de tout pays dans nos murs. Barbara Hendricks, véritable Marianne de ce Bicentenaire, acceptait de chanter.

Disputes de couloir

Et puis, surtout, il y avait l'Arche, ce cube géométrique, dont M. François Mitterrand, la Mission du Bicentenaire et le public se sont lassés. Le grand portique de marbre blanc était chargé de la grandeur du sommet des Sept. Il avait servi de toile de fond aux folies de Jean-Paul Gaudin. Il avait, devant lui, tout l'avenir d'un monument universel, connu en quelques mois. L'envie de le laisser d'une aune, d'en faire une porte vers un idéal noble, était tentante. Et, comme il restait peu d'événements spectaculaires, comme l'été tirait à sa fin, on fit avec ce qu'on avait en stock. Le plus intime. Le plus théorique. Une thématique difficile à déplacer, car alourdie par un bon gros consensus : la Déclaration, adoptée à l'Assemblée, le 26 août 1789.

Le président de la République, au dernier étage de l'Arche, rappelle avec malice ce qu'il en avait coté de compromis, de disputes de couloir et d'amendements pour parvenir à la rédaction définitive de ce texte, jugé médiocre par les porte-parole mêmes de la Révolution.

Mais ce brouillon bécoté, contredit très vite par le Terror, était devenu la référence des hommes des temps modernes, un texte « inaltérable », tombé, selon le chef de l'Etat, « droit du ciel éternel des idées ». Comment célébrer l'inaltérable ? On fit un peu avec ce qu'on avait

sous la main. Une exposition de photos, « Libertés en exil », que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a déjà promue en province et à l'étranger ; les plus belles photos par les plus grands photographes, pour l'une des causes les plus respectables. Notre honte collective de l'œil de treize millions d'êtres humains.

Les invités, samedi, arrivés vers 18 heures dans le toit de l'Arche, devaient être trop nombreux, trop pressés d'écouter le président de la République ou de filer vers le buffet. La salle de marbre et de bois, très impressionnante. Ces vagues de gosses défilés, ces corps serrés contre le grillage de camp parurent soudain vides de sens. Sim-

pleur. « Tout le monde défilait devant les caméras pour détailler son action en faveur de la liberté en un coin du globe. Il y avait de la remise des prix dans l'air. Comment l'éviter ? La défense des droits de l'homme en 1989, la Déclaration de 1789, la nouvelle Déclaration des droits et des devoirs de l'être humain préparée par des jeunes et remise à M. Mitterrand (le Monde daté 27-28 août) », cela faisait beaucoup pour un simple verre de fin d'après-midi, fût-ce à bord de l'Arche de la fraternité.

Beaucoup d'images, trop de citations connues : tant mieux pour le principe, tant pis pour l'événement. Le chef de l'Etat, conscient sans doute de l'inévitable limite formelle



semaine de dialogue, car les communistes châtiaient souriaient aux catholiques royalistes. Les Polonais et les Libanais faisaient cause commune pour la libération de Mandela. Il y avait une banderole chinoise intraduisible. Des Canadiennes et des Espagnols. Des Noirs et des Juifs. Des Blancs. Des juifs et des Arabes. Des militants du Kurdistan. Des Hongrois libres, des Tchèques qui désespèrent de l'être et des Soviétiques qui pensent le pour et le contre.

Il y avait des enfants tristes, comme juste surgis des photos de l'exposition. Il y avait un Français toulousain en vacances, qui pleurait doucement tout seul devant l'Arche parce qu'il en avait « marre de la misère de cette foutue planète », mais se sentait impuissant, 1789 ou pas, comme beaucoup d'autres.

« Quand nous aurons moins peur »

Mais, sous les nuages, qui venaient renifler, hâtant le cube de la Défense, le cube de tous éclairés cessait peu à peu d'évoquer la zone futuriste de nos solitudes. Avec l'Arche et les projecteurs, cette vaste esplanade, livrée aux vents, devenait plus belle que Manhattan. Et puis, parvin des haut-parleurs cette voix de prédateur enfiévré « I have a dream ». « Je fais un rêve ». Martin Luther King, en ouverture du concert, faisait le pari qu'un jour nous serions tous libres. Et puis vint Barbara Hendricks, qui chanta ce que chantent les Noirs outre-Atlantique, la chorale sénégalaise de Julien Joua. Et Maxime Le Forestier, qui s'approcha dans la lumière, en haut du grand escalier : « On choisit pas les trottoirs de Manille, de Paris ou d'Alger pour apprendre à marcher... »

Les phrases avec la nuit, la musique et le chaleur de la foule, reprenaient un peu du sens perdu. Beaucoup de messages égrenés par Mgr Sergio Valech (Chili), qui répondait en ce monde à la terrible obligation du crime, et ce n'est l'oblation du témoignage ? « Ce n'était pas sa faute à lui, ni celle de ses ministres, de M. Robert Maxwell l'un des donateurs de la nouvelle Fondation ou des diplomates du Haut-Commissariat pour les réfugiés si les droits de l'homme, sur les hauteurs de l'Arche, tournaient un peu en rond.

L'air libre, l'Arche au ras du sol, leur allaient mieux. Un beau concert avait été organisé à la tombée du jour pour rappeler en musique les principes inaliénables de la vie. Bien sûr, le spectacle d'A 2 et de la Mission du Bicentenaire rassemblait encore, parfois, à un grand jamboree, à une messe de bonnes intentions. Mais l'Arche la nuit, un savant éclairage des parois blanches et du grand escalier, et quelques rimes transportèrent, par instant, les trente mille spectateurs dans un monde fragile, tenu, de solidarité.

Brandissant des drapeaux, les jeunes d'AD 89 occupaient les premiers rangs, assis par terre, sous leurs visages, des visages de coupe en quatre les cheveux de l'oppression et du totalitarisme. Ils avaient dû devenir amis pendant cette

« Un récif nommé malheur »

Sur le toit, il n'y avait que la télé, A 2, mâtée de cette journée, qui mixait témoignages en direct sur l'oppression au Liban, ou ailleurs, avec des reportages. Cela devait être mieux à la télé, puisque cette cérémonie lui était, pour beaucoup, destinée. Des visages encore, des visages d'Afrique ou d'ailleurs sur les écrans étaient disposés à l'étage. Des phrases prises au vol : « Ils ont heurté un jour un récif nommé mal-

d'une telle inauguration, se contenta, après avoir découvert la plaque de la Fondation, de quelques jolies formules, comme celle-ci, empruntée à Camus : « Qui répondrait en ce monde à la terrible obligation du crime, et ce n'est l'oblation du témoignage ? » Ce n'était pas sa faute à lui, ni celle de ses ministres, de M. Robert Maxwell l'un des donateurs de la nouvelle Fondation ou des diplomates du Haut-Commissariat pour les réfugiés si les droits de l'homme, sur les hauteurs de l'Arche, tournaient un peu en rond.

L'air libre, l'Arche au ras du sol, leur allaient mieux. Un beau concert avait été organisé à la tombée du jour pour rappeler en musique les principes inaliénables de la vie. Bien sûr, le spectacle d'A 2 et de la Mission du Bicentenaire rassemblait encore, parfois, à un grand jamboree, à une messe de bonnes intentions. Mais l'Arche la nuit, un savant éclairage des parois blanches et du grand escalier, et quelques rimes transportèrent, par instant, les trente mille spectateurs dans un monde fragile, tenu, de solidarité.

Brandissant des drapeaux, les jeunes d'AD 89 occupaient les premiers rangs, assis par terre, sous leurs visages, des visages de coupe en quatre les cheveux de l'oppression et du totalitarisme. Ils avaient dû devenir amis pendant cette

PHILIPPE BOGGIO.

A Rocamadour

Quatre statues décapitées pour protester contre « les pantalonnades révolutionnaires »

Dans une lettre reçue, samedi 26 août, au siège de l'Agence France-Presse (AFP), un groupe inconnu se dénomme « Les Amis du chevalier de la Barre ». Il revendique la destruction partielle d'un groupe de statues à Rocamadour (Lot).

Dans la nuit du 18 au 19 août, quatre statues de pierre et de plâtre, sans valeur particulière, représentées tant la mise au tombeau du Christ et situées sur le chemin de croix conduisant au château de Rocamadour ont, en effet, été décapitées, sur ce site classé, célèbre pour son pèlerinage à la Vierge.

Dans sa lettre, le mystérieux groupe proteste contre les « pantalonnades révolutionnaires » et le Bicentenaire qui selon lui est la

« célébration de l'avenement de la bourgeoisie et de la représentation ».

« Mégolomaniaques au hystérisme ridicule, panins maffieux de la politique, staliniens dégénérés, syndicalistes pourris, calotins de la finance, falsificateurs spécialisés, que la section de ces quelques têtes, dérisoires autant que les vôtres, vous rappelle que vous n'êtes que les lamentables successeurs de l'aristocratie finissante », déclare le groupe.

(1) Ce gentilhomme français fut condamné et exécuté en 1766 parce qu'il ne reproduit de ce pas s'être découvert au passage d'une procession et d'avoir mutilé un crucifix. Il fut réhabilité en 1793.

De Barbara Hendricks à Jacques Higelin

400 artistes pour une célébration

On attendait douze mille personnes : les organisateurs (l'équipe du Printemps de Bourges, pour l'essentiel) avaient aménagé le parvis de la Défense, et la Mission du Bicentenaire avait distribué les invitations (selon le critère premier arrivé, premier servi) en fonction de ce chiffre. Mais, apparemment, les Parisiens n'ont pas encore leur compte de Bicentenaire. Pour l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, ils étaient des milliers (trente mille environ) à être venus sur le parvis de l'Arche

pour la célébration, à se presser contre les barrières métalliques, à les faire tanguer en exigeant le droit de voir. La police finit par intervenir et par célébrer les deux cents ans des droits de l'homme à coups de matraque. Sans doute à cause des circonstances historiques, un gradé se précipita pour réconforter un assaillant un peu sonné.

Pendant ce temps, de l'autre côté des barrières, l'Arche faisait ses débuts de scène de spectacle avec son brio habituel. Sur les marches de marbre blanc, on avait disposé les formations qui devaient se produire tout au long de la soirée : quatre cents artistes, choristes, instrumentistes ou solistes, africains, américains, asiatiques ou européens. Au lieu d'écraser les silhouettes, le cube évidé d'Otto von Spreckelsen les abritait de toute son immensité.

Initialement, la Mission du Bicentenaire avait commandé à Antoine 2 un spectacle télévisé commémorant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. A la suite de divergences entre la Mission et la chaîne, la programmation et l'organisation du spectacle ont finalement échoué, au début de

La soirée fut ponctuée d'interventions écrites à l'avance par un auteur unique et lus par des personnalités liées à la lutte pour les droits de l'homme. Face à une foule, qui tenait du festival rock et de la fête politique, où certains portaient les couleurs de l'UNITA et d'autres celles de l'ANC, où les défenseurs du Liban chrétien cotoyaient les porteurs du drapeau de l'OLP, cette vision paraissait univoque et lointaine.

Les droits de l'homme étant ce qu'ils sont, plusieurs intervenants (le Prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel, l'abbé Pierre, Harlem Désir...) s'écartèrent du script pour, par moment, la commémoration tourne à la célébration.

THOMAS SOTINEL.

Du Trocadéro à la tour Eiffel

La fugue aérienne de l'homme-oiseau

Funambule, Philippe Petit a parcouru, samedi 26 août, sur un câble, les 700 mètres qui séparent le Trocadéro de la tour Eiffel, pour remettre à M. Jacques Chirac, un fac-similé de la Déclaration des droits de l'homme.

Une semaine que le fil attendait, sous les regards intrigués des Parisiens. Et voilà que samedi, à 17 heures tapantes, l'homme blanc s'est élancé. Dans ses mains, le long balancier blanc auquel il confie sa vie. Sous lui, la ville. L'esplanade du Trocadéro d'abord, où il évolue à quelques mètres à peine au-dessus du sol. Puis, c'est le grand vide. Les jets d'eau se sont tus. Immobiles, bateaux-mouches et pécheres attendent. Il semble que la Seine elle-même, se soit arrêtée de couler.

Là-haut, le vent souffle, et le funambule avance. Sa silhouette atteint bientôt le ligne de crête des immeubles. On le croirait posé en équilibre sur leurs toits. De temps en temps, l'homme-oiseau s'assoit et salue la terre. Puis, reprenant pied sur son câble, il continue sa marche, insensible au vide qui l'entoure. Plus tard, il parlait de cette « joie enfantine, sérieuse et profonde à la fois » qu'il habilitait sur le fil. Une joie, dit-il, « qui est presque menaçante ». Car le danger la fatigue — guette. A voir ce visage marqué, sur un corps nouveau à la Nijinsky, on comprend que le rêve se paie au prix fort.

Son rêve ? Un monde où les gens marcheraient la tête en l'air, les yeux perdus dans le bleu du ciel, le nez perpétuellement au vent. Vision que Philippe Petit nourrit depuis vingt-cinq ans. Quand il commence, à

seize ans, en équilibre sur un pont de cordes, avec aux pieds une paire de chaussures de ski. Premiers exploits clandestins, premières déceptions. Après une traversée — sans autorisation — entre les deux tours de Notre-Dame, le comité d'accueil est des plus réduits : un jeune journaliste stagiaire, envoyé sans doute par une radio privée, phérique, tendant son unique micro... Paris ne veut pas de lui ? Philippe Petit s'en va conquérir le monde, en commençant, bien sûr, par l'Amérique. New-York l'accueille. Il la séduit, jetant son fil entre les deux tours jumelles du World Trade Center. L'année prochaine, il veut s'attaquer au Far-West, et relier les deux moitiés du Grand Canyon, au Colorado. Christo emballa bien les montagnes...

En attendant, ce 26 août 1989, l'enfant prodige est de retour au pays. Pas de tapis rouge, mais 700 mètres de câble (une première pour cet homme, qui se moque des records), spécialement fabriqué sans graisse. Et une petite finale de 10 degrés, pour déposer entre les mains du maître de Paris un fac-similé de la Déclaration des droits de l'homme d'une heure.

Vêtu de blanc au départ, l'« écrivain du ciel » est arrivé entre les piliers de la tour Eiffel (sous le deuxième étage, à 100 mètres de hauteur) en costume arc-en-ciel. Le public, maintenant habitué à tous les prodiges, n'attend plus qu'une métamorphose : celle qui transformera l'habit jaune-vert-rouge en plumage. Alors, l'homme-oiseau quittera définitivement le fil qui le rattache au commun des mortels.

JUDITH RUEFF.

لبنان في الذاكرة

Sports

CYCLISME : championnats du monde

LeMond, l'or après le jaune

La France sourit à Greg LeMond. Après le Tour, il a remporté, dimanche 27 août, devant le Soviétique Konychev, son deuxième championnat du monde sur la magnifique circuit de Chambéry tracé par Jean Robert qui organisait pour la circonstance le troisième Mondial de cyclisme dans la région savoyarde en vingt-cinq ans. A la suite de cette victoire, le coureur américain rejoint

Georges Speicher, Louison Bobet, Eddie Merckx, Stephen Roche, qui ont obtenu le maillot jaune et le maillot arc-en-ciel au cours de la même année. Samedi, Jeanne Longo avait établi un record en gagnant le championnat du monde sur route pour la quatrième fois consécutivement, s'adjugeant cette année trois médailles d'or sur un total de trois épreuves disputées.

CHAMBERY de notre envoyé spécial

Éclatante confirmation pour Greg LeMond. Un mois après sa spectaculaire victoire du Tour de France, il a « exécuté » une seconde fois Laurent Fignon dans les derniers mètres d'un championnat du monde indécis jusqu'au bout. Le routier californien s'est adjugé ainsi le maillot arc-en-ciel — le second de sa carrière — comme il avait conquis le maillot jaune en faisant la démonstration de sa fraîcheur athlétique et de sa vive intelligence de la course.

A quelques semaines d'intervalle, il a donc réussi deux parcours sans faute grâce à sa supériorité contre la montre d'abord, à sa vélocité ensuite et c'est tout son talent qui s'exprime à travers ce double exploit.

Résultat d'autant plus remarquable que LeMond a devancé, au sprint, Dimitri Konychev. L'événement s'inscrit dans la mondialisation du cyclisme et donne aux champions du monde une dimension véritablement internationale. C'est la première fois qu'un Américain et un Soviétique se partagent les deux premières places de cette épreuve, dominée naguère par les Européens de l'Ouest. Or, LeMond dut puiser dans ses dernières ressources pour résister au coureur russe, énergique routier formé à l'école italienne et réputé pour sa rapidité aux arrivées.

Avant d'arracher la médaille d'argent, Konychev avait participé à une longue échappée au côté du Savoyard Thierry Claveyrolat manifestement stimulé par l'air du pays. A l'approche du dernier tour, les deux hommes, qui complètent plusieurs minutes d'avance, disposaient d'un avantage réduit à 20 secondes. Une minute. Ils furent rejoints par Rooks puis par Fignon, LeMond et Sean Kelly.

Fignon spéculait sur l'ultime ascension de la côte de Montagnole — 2 700 mètres à 7 % — pour porter une attaque vigoureuse, énergiquement contrée par l'Américain. Il tenta encore sa chance sous la flamme rouge du dernier kilomètre, mais il s'exposa à la riposte immédiate de Greg LeMond qui sut ajouter à la clairvoyance l'esprit de décision. En définitive, les deux Français présents dans l'échappée n'eurent pas accès au podium. Claveyrolat était, il est vrai, épuisé par la somme d'efforts produits tout au long de la journée et l'on peut croire que, malgré ses propos rassurants, Fignon ne bénéficiait pas de sa meilleure condition. Mais, surtout, il est permis de supposer que l'équipe de France, secourue par des rivalités internes n'avait pas trouvé son unité en fonction de cette épreuve où l'esprit de corps joue un rôle essentiel.

Un grave différend oppose, en effet, Laurent Fignon à Martial Gayant et à Marc Madiot depuis

qu'ils ont quitté Système U (aujourd'hui Super U) pour rejoindre les rangs de Toshiba. Convoqués devant les tribunaux par leurs anciens employeurs, ils avaient laissé entendre qu'ils refuseraient de « travailler » pour le leader présumé de la sélection nationale. En l'occurrence, Fignon. Aux dernières nouvelles, les deux parties envisagent un règlement à l'amiable. Cependant, si l'on s'oriente, semble-t-il, vers une solution de compromis susceptible d'arranger tout le monde, celle-ci intervient tardivement.

L'exploit de Jeanne Longo

LeMond, lui, ne connaît pas ce genre de problèmes. Il évolue dans un climat de sérénité propice au succès et vient de prouver, une fois de plus, qu'il était capable de gagner seul, restant au cyclisme — sport individuel par définition — un des meilleurs fondamentaux. Plus qu'une médaille, sa victoire de Chambéry vaut... de l'or et c'est à ce prix que les groupes sportifs se le disputent. Récemment contacté par la formation américaine Steven Eriksen, le chef de file de l'équipe d'été, laquelle pourrait s'associer avec Z. Zanussi, spécialiste du vêtement pour enfants), un commanditaire dont le nom était lié, jusqu'à ce jour, à Peugeot.

Les routiers professionnels français, Claveyrolat et Fignon surtout, se sont inclinés avec les honneurs. Les amateurs ont fait mieux qu'ils ont classé Eric Richon, futur professionnel sous les ordres de Cyrille Guimard et Christophe Manin, juste derrière l'étonnant Polonais Joachim Halupczok. Mais la principale vedette de ce week-end savoyard aura été Jeanne Longo, qui tenta d'importer chez elle son quatrième titre mondial sur route avant de renoncer à la compétition. Dans ce but, elle a entrepris une échappée solitaire de 40 kilomètres. Et elle a devancé de 4 minutes Catherine Marsal, que l'on tient pour son héritière. La jeune championne de France, âgée de dix-huit ans, a obtenu la médaille d'argent en battant au sprint l'italienne Maria Canins, qu'on surnomme « la Mamma »... et qui pourrait effectivement être sa mère.

JACQUES AUGENDRE.

AUTOMOBILISME : Le Grand Prix de Belgique

Prost fait de la résistance

Le Grand Prix de Belgique de formule 1, disputé dimanche 27 août à Spa-Francorchamps sur une piste détournée, a permis au Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) de remporter sa cinquième victoire de la saison.

L'écurie britannique a réussi son quatrième doublé avec Alain Prost, deuxième à 1 s 304 en résistant au retour du Britannique Nigel Mansell (Ferrari), troisième à 1 s 824. Le Belge Thierry Boutsen (Williams-Renault) a pris la quatrième place à 54 sec.

SPA-FRANCORCHAMPS de notre envoyé spécial

La pluie a souvent réussi à Ayrton Senna, dont la virtuosité et les prises de risques font merveille sur sol mouillé. C'est à Monaco en 1984 qu'il s'était élevé en revenant, comme un bolide au volant de sa modeste Toleman, sur... Alain Prost, qui avait saisi sa victoire grâce à l'interception de la course avant le terme prévu, c'est sous la pluie au Portugal qu'il avait gagné son premier grand prix en 1985.

A Spa, qui a une nouvelle fois justifié sa vocation de ville d'eau, le Brésilien, parti en tête, n'a jamais été inquiété et a pris une sérieuse option sur un deuxième titre mondial en signant son cinquième succès en onze courses.

Cette pluie qui avait redoublé en début d'après-midi au point d'entraîner le report du départ d'une demi-heure avait fait craindre le pire à Alain Prost. « J'étais pratiquement décidé à ne pas partir, tant les conditions de sécurité me paraissaient limites au départ, avouait-il après la course. J'ai attendu quelques jours pour voir. Heureusement, la pluie a cessé. »

A la conquête du troisième titre

Le pilote français, qui avait rapidement abandonné l'an dernier en Angleterre dans des conditions à peu près similaires à cette fois, bien fait de persévérer. En contrariant les attentes déçues de Nigel Mansell, s'adjugeant en fin de course, Alain Prost a pu limiter les dégâts sur Ayrton Senna dans l'optique du championnat du monde.

Malgré ses onze points de retard au classement, c'est désormais le

Brésilien qui paraît le mieux placé avec cinq victoires contre trois à son coéquipier qui totalise déjà dix des onze résultats retenus en fin de saison.

La conquête éventuelle d'un troisième titre s'annonce encore plus délicate pour Alain Prost depuis qu'il a indiqué qu'il y avait 80 % de chances pour qu'il conduise encore en 1990. « Alain commettrait une erreur », affirme Ron Dennis, directeur de l'écurie McLaren qui ajoute aussitôt, pour que cet avis ne soit pas interprété comme une menace : « Dans tous les cas, il sait qu'il pourra défendre ses chances jusqu'au bout. »

Si le pilote français se sent de « plus en plus isolé » au sein de son écurie, il est, en revanche, de plus en plus sollicité pour la saison prochaine et devra fixer son choix dans les prochains jours. En fait, ce choix se limite aux trois écuries capables de lui fournir une voiture compétitive face aux McLaren-Honda : Williams-Renault, Ferrari et Benetton-Ford.

De toutes les formules 1 actuelles, la plus originale est sans doute la Ferrari, et pas seulement pour sa boîte de vitesses à commande électromécanique depuis le volant. Elle possède un potentiel de développement important et a atteint un seuil de fiabilité satisfaisant comme le prouvent les prestations de Nigel Mansell depuis le Grand Prix de France. Mais l'ingénieur John Barnard, qui a conçu cette voiture, quitte la « scuderia » et sa succession s'avère délicate.

Qui remplacera Gerhard Berger (successeur d'Alain Prost chez McLaren-Honda) aux côtés de Nigel Mansell ? « Nous le révélerons à Monza avant le Grand Prix d'Italie (10 septembre) mais le contrat est déjà signé », indique le responsable des relations de la « scuderia » avec la presse. S'agit-il d'un pilote italien ? « Sans doute », ajoute-t-il embarrassé. L'hypothèse Prost doit-elle alors être définitivement écartée ? « Oui. »

Précédemment échaudée par quelques déclarations sans suite des responsables de la « scuderia », la presse italienne reste toutefois sceptique à ces affirmations. Ivan Capelli, le meilleur espoir italien venant de prolonger son contrat avec March, le choix du successeur de Berger se limiterait au « vétéran » Riccardo Patrese, recordman des grands prix disputés (185) ou aux jeunes (vingt-cinq ans) Alex Caffi et Nicola Larini.

Cette option italienne serait celle qui est préconisée par Cesare Fiorio,

directeur de la « scuderia ». Un choix que ne partageraient pas les responsables de Fiat, prêts à payer très cher le renfort d'Alain Prost.

La piste Patrese mène d'ailleurs à l'écurie Williams-Renault avec laquelle le pilote italien est sous contrat jusqu'à la fin de la saison. Ce contrat expire fin août mais elle vient d'être prolongée de quelques jours, jusqu'au Grand Prix d'Italie. « Rien n'est encore décidé », affirme Frank Williams. Est-il optimiste pour le recrutement d'Alain Prost ? « Je le considère comme le meilleur pilote du monde, répond-il. Je ne peux rien dire de plus pour l'instant. »

« Tout à Monza »

Dans cette négociation, le meilleur atout de Frank Williams est bien sûr constitué par le moteur Renault. Le pilote français ne cache pas qu'il est favorablement impressionné par son évolution depuis le début de la saison. Il a d'autre part conservé, de très bons rapports avec les techniciens de Renault Sport.

« Je pense qu'avant de prendre sa décision, Alain aurait souhaité pouvoir jurer le nouveau châssis, estime Bernard Dudot, directeur technique de Renault Sport. Avec son expérience, il est capable de déceler très vite ses possibilités de développement. » Hélas ! après avoir été annoncé pour le Grand Prix de France (9 juillet), l'apparition de ce châssis jugé « très original » par Frank Williams, a été différée de course en course, jusqu'au Grand Prix du Portugal (24 septembre).

Reste l'hypothèse Benetton-Ford. Lassé des places d'honneur le motoriste américain souhaiterait à l'avenir des victoires. Des négociations seraient bien engagées avec l'ingénieur John Barnard considéré par Alain Prost comme le meilleur ingénieur de formule 1. Des propositions ont aussi été faites au pilote français. « Je pense que les discussions aboutiront avec Barnard », estime l'un des commissaires de l'écurie, mais cela me paraît plus élastique pour Prost. »

Pour l'instant, le principal intéressé se contente d'observer d'un oeil amusé toutes les spéculations sur son avenir. Aux questions, il ne fournit plus qu'une seule réponse : « Vous savez tout à Monza. »

GÉRARD ALBOUY.

RUGBY : le centenaire de la fédération sud-africaine

Les Springboks sentent la naphthaline

JOHANNESBURG de notre correspondant

La fierté nationale est sauve. Après trois ans de sevrage, les Springboks ont gagné, samedi 26 août, au Cap, l'extinction du feu, un tout petit point (20 à 19) contre la sélection internationale de rugby, dans laquelle se trouvaient cinq Français. Mais ce ne fut pas le grand retour espéré sur la scène mondiale. Les maillots vert et or sentaient un peu la naphthaline. L'équipe de Janne Breedt n'a pas convaincu.

Les « touristes » auraient pu légitimement gagner. Mené 20 à 6, le XV international, placé sous la direction de Pierre Berbizier, a bousculé pendant les vingt dernières minutes, les « Boks » qui ont été sauvés par le gong. D'avoir été privés sur la fin de leur vedette Naas Botha, blessé à l'estomac et, dès le début, de leur arrière Johan Heunis, n'explique pas complètement la très moyenne prestation des Sud-Africains.

Pourquoi le capitaine tricolore a-t-il dédaigné de botter deux pénalités, dont une très facile, qui au bout du compte auraient assuré la victoire ? Peut-être pensait-il, à ce moment-là, que la partie était perdue. Et si une pichenette sur la cheville n'avait pas fait trébucher la fusée australienne Ian Williams, l'Afrique du Sud serait en deuil.

Mais on ne refait pas un match avec des « si ».

Heureusement pour l'orgueil national, le premier test match du centenaire a permis aux Springboks de sauver l'honneur. Une victoire à l'arraché après trois essais de part et d'autre dont un qui a conclu une magnifique interception de Naas Botha. Côté international, deux essais ont été signés Sella et Rodriguez, ce dernier continuant d'éprouver les commentateurs par sa puissance et sa combativité. La palme revient néanmoins à Mesnel qui, par ses coups de pied ajustés, a contrainst les Sud-Africains à la défensive.

Une rencontre somme toute décevante, au cours de laquelle les Springboks ont manqué d'imagination et de réserves. Ils devront revoir leur copie pour le second et dernier test, samedi 2 septembre à Johannesburg, à commencer l'ancien capitaine, Wynand Claassen. « Notre rugby a souffert de son isolement », a-t-il déploré. La pluie et le vent qui balayaient la péninsule du Cap n'ont certes pas favorisé un rugby offensif dans cette Mecque du stade de Newlands, hyperprotégé par les forces de l'ordre. Vingt-huit opposants à la tournée, qui manifestaient devant l'hôtel des joueurs, ont été appréhendés le matin du match. Il n'y a pas eu d'autres incidents signalés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les résultats

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES
Rallye des mille-lacs
Le Suédois Mikael Ericsson (Mitsubishi) a remporté le Rallye des mille-lacs, dimanche 27 août, en Finlande. Depuis dix-huit ans, aucun pilote étranger n'avait pu s'imposer en terre finlandaise. Ericsson a devancé le Finlandais Timo Salonen (Mazda) et l'Espagnol Carlos Salda (Toyota). L'italien Massimo Biasion (Lancia) occupe toujours la tête du championnat du monde.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division (septième journée)
*Cann b. Bordeaux 1-0
*P1 et Marseille 1-1
*Paris-SG b. Brest 1-0
*Sochaux et Auxerre 0-0
*Metz et Nantes 1-1
*Toulon b. Monaco 2-0
*Nice et Toulouse 1-1
*Montpellier b. Lyon 2-0
*Lille et Mulhouse 1-1
*Saint-Etienne b. Caen 1-0

Classement. — 1. Bordeaux, Paris-SG, 11 pts ; 2. Marseille, Toulon, 10 pts ; 3. Sochaux, Nantes, 9 pts ; 4. Toulouse, Monaco, 8 pts ; 5. Mulhouse, Montpellier, Auxerre, Nice, Lyon, R2 1, 6 pts ; 15. Metz, Saint-Etienne, Caen, Caen, 5 pts ; 19. Lille, Brest, 4 pts.

Deuxième division (septième journée)
Groupe A
*Nancy b. Guingamp 2-1
*Rennes b. Metz 1-0
*Mantova b. Nîmes 1-0
*Albi b. Orléans 1-0
*Strasbourg b. Red Star 93 2-0
*Dijon et Bastia 3-3
*Avignon b. Grenoble 3-2
*Lorient et Annecy 0-0
*Chamois et Loubans-Cuiseaux 2-2
Classement. — 1. Nancy, 18 pts ; 2. Albi 10 ; 3. Strasbourg, Mantova, 9.
Groupe B
*Le Havre b. Créteil 2-1
*Laval b. Rouen 1-0
*Valenciennes b. Tours 2-1
*Brest b. Abbeville 2-0
*Quimper et Dunkerque 0-0
*La Roche-Yvon et Lens 0-0
*Rennes b. Guingamp 2-0
*Nîmes b. Saint-Sourin 2-1
*Angers b. Lorient 2-0
Classement. — 1. Le Havre, 11 pts ; 2. Laval, Brest, Valenciennes, 10.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE VITESSE DE TCHÉCOSLOVAQUIE À BRNO
L'Américain Kevin Schwantz (Yamaha) a remporté le Grand Prix motocycliste de Tchécoslovaquie (circuit 500 m), dimanche 27 août, à Brno. Il s'est imposé devant ses deux compatriotes Eddie Lawson (Honda) et Wayne Rainey (Yamaha). Les Français Christian Sarron (Yamaha) a pris la quatrième place. Eddie Lawson reste en tête du championnat du monde après cette avant-dernière épreuve de la saison.

FOOTBALL : le derby de Glasgow

Judas chez les Rangers

Le traditionnel derby entre les deux équipes de Glasgow s'est disputé, samedi 26 août, dans une ambiance de haine entre supporters catholiques (Celtic) et protestants (Rangers). La rivalité entre ces deux clubs écossais soutenus par les immigrants irlandais n'a jamais été aussi grande que depuis le transfert de Maurice Johnston, ancien joueur du club catholique chez l'ennemi protestant.

GLASGOW de notre envoyé spécial

Les drapeaux de l'IRA, l'armée républicaine irlandaise, flottent sur une foule tout de vert et de blanc vêtue. Juchés sur les épaules paternelles, les gamins aux frimousses de poil de carotte arborent des écharpes ornées du portrait de Jean-Paul II. Les chœurs pro-républicains, repris en chœur par des milliers de voix appellent à la révolte contre l'envahisseur anglais en Ulster et insultent la reine Elisabeth. Sous le regard inquiet des cavaliers de la police montée, les fans catholiques du Celtic de Glasgow, en majorité d'origine irlandaise, sont en route vers leur stade de Parkhead.

A quelques mètres, de l'autre côté d'un barrage policier, les oriflammes ne sont plus vertes mais rouges, blanc et bleu. Le drapeau britannique est de mise et les chœurs « joyeux » entonnent par une foule avinée, réclament l'élimination du pape et de l'Irlande du Nord britannique. Le camp protestant des Glasgow Rangers est en marche, hurlant sa haine de l'ennemi sous l'œil soupçonneux des caméras vidéo de la police. Le ciel n'est que grisaille et tristesse au-dessus de ce stade coincé entre un cimetière et une usine métallurgique. Les rues alentour empestent la bière, les hamburgers et la violence.

Le derby le plus acharné de la planète peut commencer.

A l'exception de Belfast, aucune ville au monde n'est plus divisée que Glasgow sur les questions sportives et religieuses. Depuis un peu plus de cent ans, la cité vit au rythme de la rivalité entre les catholiques du Celtic et les protestants des Rangers. Les deux clubs sont pris leur caser, grâce au soutien des immigrants irlandais, cette haine se confond avec celle qui, de l'autre côté du « channel », déchire l'Ile voisine.

Le Celtic est né en 1888 à l'initiative d'un prêtre catholique soucieux d'occuper la jeunesse des ghettos irlandais de l'est de la ville. L'immédiat succès des joueurs au maillot vert auprès du peuple des faubourgs permit de financer les soupes populaires et d'entretenir la fibre patriotique chez ces petites gens expatriés. Le Celtic a conservé cette image de « club des pauvres ».

Au contraire, les Rangers, fondés en 1873 par les protestants, ont toujours été considérés comme les représentants de la haute société écossaise. Soutenus depuis le début du siècle par d'autres protestants venus d'Irlande du Nord travailler dans les chantiers navals, ce club fidèle à la reine, est le plus fortuné et le plus populaire du Royaume-Uni. A tel point que la loge franc-maçonnique qui regroupe les anciens joueurs, des journalistes et des hommes d'affaires constitue une force essentielle dans la vie politique et économique écossaise.

Samedi 26 août, ils se sont retrouvés une nouvelle fois. Mais rarement leur duel n'avait engendré une telle tension. Jamais les dirigeants n'avaient lancé autant d'appels au calme. Tout cela à cause d'un petit bonhomme au visage de garnement avec un sourire filon et une peau mouchetée de taches de rousseur : Maurice Johnston, vingt-cinq ans, ancien joueur du FC Nantes (de 1987 à 1989) et

avant-centre de l'équipe d'Écosse (la Monda des 8 et 10 m). Comme depuis des années pour sa proposition à jouer les bagarriers en boîte de nuit, réputé pour son amour des jolies filles et des substances prohibées, il s'est illustré récemment en déclenchant une retentissante polémique.

« Mo » opte pour le plus offrant

L'affaire commence en mai dernier. « Mo » Johnston, catholique pratiquant, annonce son intention de revenir au Celtic après deux ans d'exil à Nantes. Lors d'une conférence de presse, il déclare : « A mes yeux, il n'existe pas d'autre club. » Forts de cette promesse, les supporters des « verts » se réjouissent de retrouver leur buteur préféré. Pourtant, quelques semaines plus tard, il se livre à une spectaculaire volte-face : il renonce au Celtic et signe finalement aux Rangers ! Comment expliquer ce changement de cap ?

A son retour de France, il devait payer un impôt de 3,5 millions de francs au fisc britannique. Le Celtic refusa de prendre cette dépense à sa charge, estimant que le montant du transfert était déjà assez élevé (16 millions de francs). Graciosa Souness, le manager des Rangers, proposa alors ses services, réglant sur un même chèque le transfert et la dette. « Mo » opta donc pour le plus offrant, quitte à rendre les siens. Johnston dans les rangs protestants ! Un simple transfert de joueur de football tourne à l'affaire d'État. Des pompes le représentant sont brûlées dans le centre-ville. Les T-shirt « Je hais Mo Johnston » s'arrachent. L'idole devenue persona non grata reçoit des menaces de mort. Douze vigiles sont engagées pour le protéger. « Le petit merde », comme le surnomment les suppor-

tors du Celtic, en référence à son passage en France, n'est plus qu'un « Judas ».

Par le passé, treize joueurs ont porté le maillot des deux équipes rivales mais la polémique n'a jamais pris une telle ampleur. Explication de Pat Woods, un supporter des « Celts », auteur d'un ouvrage sur l'histoire du club : « Le plus choquant n'est pas qu'un catholique signe chez l'ennemi mais plutôt qu'il n'ait pas tenu parole. A Glasgow plus que partout ailleurs, les fans sont sensibles aux questions d'honneur ». Les mêmes reproches reviennent également dans le camp adverse. William Montgomery, vingt-sept ans, le président d'un club de supporters des Rangers le confirme : « Ici, tu es « Vert » ou « Celts » mais la neutralité n'existe pas. Johnston nous a écorchés. On ne joue pas ainsi avec la foi et la passion des gens. »

Jusqu'au coup d'envoi de la rencontre de samedi, les bookmakers ont pris les paris quant à la participation de Johnston. Contre toute attente, il était bien présent. Mais il n'a cessé d'être insulté, conspué, essentiellement par les supporters du Celtic. A peine reconvoité le ballon que les affronts fusaient des tribunes. « Judas, Judas », hurlait la foule, ivre d'alcool et de vengeance. A l'issue de la rencontre (1-1), les 40 000 fans des « Celts » et leurs 15 000 rivaux s'en sont allés noyer leur douleur dans les pubs des faubourgs. Aucun incident grave n'a été relevé. Mais Mo Johnston, qui n'a pas encore inscrit un seul but sous son nouveau maillot, supportera-t-il encore longtemps cette pression ? Les bookmakers commencent à parier sur son départ prochain. Dans un magazine de jeunes supporters du Celtic, un fan des « verts » s'écrit-il pas qu'il est le « pire catholique depuis Hitler » ?

PHILIPPE BROUSSARD.

Conseil international
du IV congrès à La

Culture

Le XIII^e Festival des films du monde

Et le français, bordel !

A Montréal, trois cent cinquante films sont projetés en moins de quinze jours. Le public, à qui ce Festival est destiné en priorité, apprécie, mais conteste la prédominance de versions anglophones non sous-titrées.

De la sélection officielle (compétition et invités-gala) aux films d'étudiants en passant par la cinématographie de l'Inde, celle d'Amérique latine, une série d'hommages, un cycle de films de télévision, un panorama Canada et cinéma contemporain, Montréal a droit en moins de quinze jours à plus de trois cent cinquante films, présentés sous l'égide du Festival des films du monde. La formule en est désormais familière : aucune ligne directrice ne s'impose, dictatorial, au choix des films ; le Festival ratisse large, à chacun de se frayer son itinéraire et d'y trouver son bonheur. L'esprit terriblement ouvert, le public montréalais — à qui ce Festival est avant tout destiné — se rue avec enthousiasme sur le troisième film iranien à gauche en sortant de l'ascenseur, avec pour devise : « J'omais pas, donc ça m'intéresse ». Patient, intelligent et généreux. Un public en or.

C'est pourtant entre plaisir et grincements de dents que s'est ouverte jeudi 24 août à Montréal la treizième édition de ce Festival. Accueilli par une formidable ovation, le cinéaste Denys Arcand (Jésus de Montréal) déclarait le Festival ouvert. Après la cérémonie inaugurale (miserieusement courtée), était projeté un court métrage d'animation, *Julie Rax*, de Martin Barry. Un conte sans parole où un gang de cafards s'empare d'un juke-box tout en troc-cro, bulles et lumières. Une imagination et une richesse visuelle qui en disent long sur l'action menée depuis longtemps par l'Office national du film dans le domaine du dessin animé.

Le plat de résistance de la soirée, Shirley Valentine, reconstruite le tandem de l'Education de Rita, l'auteur Willy Russell et le réalisateur Lewis Gilbert. Comme Rita, Shirley est tiré d'une période épre et drôlatiquement acide, inspirée par

est une femme anglaise enlignée dans la routine du quotidien, mais qui, le regard droit dans la caméra, partage avec le spectateur son complot intérieur à la fois caustique et apparemment résigné. « Le mariage, c'est comme le Moyen-Orient : pas de solution. » Contrairement à Rita qui s'en va par l'éducation, Shirley Valentine se retrouve par la sensualité et le romantisme dans une île grecque.

Créatrice de la pièce (un one-woman-show qui lui valut un Tony à Broadway), Pauline Collins (épousant) est d'une courtoisie foncièrement britannique mais ne prend guère de gants. Pressée par la presse canadienne sur sa scène de nudité, elle avoue sans ambages ses quarante-neuf ans et ajoute : « On me pose souvent cette question. En Amérique du Nord, le sexe paraît une obsession ; partout ailleurs, il est un fait. »

Film aimable s'il en est, Shirley Valentine suscite pourtant la controverse. Beaucoup reprochent que dans une province aussi sensible sur le sujet de la francophonie, le film inaugural soit présenté en version anglaise sans sous-titres. « C'est évidemment regrettable », disait Lewis Gilbert. Plus brutal, le public fait affleurer de vieilles rancœurs : les versions doublées et sous-titrées sont généralement faites à Paris ; la sortie française de Shirley Valentine étant prévue pour janvier prochain, il est probable que les v.f. et sous-titres ne seront prêts que pour cette date. « Forcément, encore une fois, on nous prend pour les petits cousins pauvres. »

Concurrence aimable mais féroce

Le même cas de figure se reproduit cependant pour deux autres films (jeu de mots) : le britannique *Queen of Hearts*, de Jon Amiel, et l'irlandais *My Left Foot*, de Jim Sheridan, pourtant sous-titré pour Cannes 1989. La réponse des distributeurs : « La version française appartient à un autre distributeur et puis... nous n'y avons pas pensé. »

Lauréat du prix Samuel Beckett, Jon Amiel est surtout connu comme le réalisateur de *The Singing Detective*, une série télévisée épre et drôlatiquement acide, inspirée par

l'écrivain Dennis Potter. *Queen of Hearts* est un conte de fées raconté par un enfant. Papa et Maman s'aimaient d'amour tendre mais, en Sicile, l'amour et le mariage sont deux propositions indépendantes. Ils s'enfuirent donc en Grande-Bretagne. Picaresque et fouillé, *Queen of Hearts* fait chaud au cœur — c'est ce qui, dans le cinéma britannique, se rapprocherait le plus de *Nuovo Cinema Paradiso*.

My Left Foot est une œuvre implacable. Le personnage central en est Christy Brown, un Dublinois quadriplégique qui devait peindre et écrire (l'histoire est vraie). Le film serait insoutenable si le réalisateur ne tordait le cou à tout sentimentalisme, accentuant l'humour féroce des rapports humains, et si la prestation de l'acteur Daniel Day Lewis ne confinait au génie (ses deux seuls rivaux dans la course au prix d'interprétation masculine : Vittorio Gassman dans *Le Vieux Oncle indigne*, de Franco Brusati, et Raul Julia dans le rôle de l'évêque Romero, assassiné par les commandos d'extrême droite du Salvador).

Contrastes. Tandis que dans une salle de la ville est présenté *Carry on, Sergeant*, le premier film caennais restauré par les archives du cinéma (il date de 1928), une autre projection en continu des films réalisés par des étudiants des diverses universités (il n'est pas rare d'y croiser le cinéaste Brian De Palma, cinéphile habitué du Festival et professeur de cinéma à l'université). La concurrence est aimable mais féroce — entre étudiants mais aussi entre universités. *La Chambre obscure* — une vieille actrice raconte ses souvenirs à un journaliste — témoigne d'une recherche certaine sur le noir et blanc et le style de cinéma des années 20, et devrait attirer l'attention sur ses corollaires : Marc Saint-Pierre et Nathalie Saint-Gelais.

Ajoutée à l'affaire « des sous-titres », l'émouvante présence de la sélection française — Bertrand Blier (*Trop belle pour toi*), Alain Corneau (*Nocturne indienne*) mais aussi Patricia Mazuy (*Peau de vaches*) — devrait donner une certaine force d'attraction à ce symposium consacré dans quelques jours à l'Europe de 1992.

HENRI BÉHAR.

Ariane Mnouchkine tourne un conte de Noël républicain

Miracle à l'Assemblée



A l'Assemblée nationale, la créatrice de « 1789 » met en scène un conte de Noël républicain

En attendant la rentrée des vivants, les couloirs du Palais-Bourbon sont hantés par des spectres de parlementaires. L'autre jour, près de la bibliothèque, un Mirabeau aux yeux rouges vif devait avec un Sleyers au teint d'ivoire sous la direction d'Ariane Mnouchkine. Le metteur en scène et sa troupe ont investi l'Assemblée nationale entre deux sessions.

Pour le Théâtre du Soleil, 1989 devait être une année blanche pendant laquelle la subvention aurait été consacrée à éponger les dettes. Les pressions pour que la troupe reprenne 1789 s'élevaient naturellement pas manqué, mais : « Je n'ai pas voulu », dit Ariane Mnouchkine, comme si cela allait de soi. A la fin de 1989, le projet de loi sur la loi relative à la déontologie et au bureau de l'Assemblée nationale ont passé commande d'un film célébrant la naissance du parlementarisme en France et ainsi que sa première œuvre : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Pour 1789, Ariane Mnouchkine avait à peine utilisé le matériel des

débats qui avaient conduit à son adoption. « Je me croyais encore cédé sur la Révolution, dit-elle, mais on oublie tout une fois qu'un spectacle est fini. » Avec Hélène Cocous, l'auteur des dialogues, elle a retracé le chemin qui conduit deux cents ans en arrière et a cherché comment elle pourrait utiliser le Palais-Bourbon, celui-ci n'abritant la représentation nationale que depuis 1830. Le *Nuit miraculeuse* sera donc un conte de Noël qui se passe en 1789 et dont l'un des héros est un enfant. Pour Ariane Mnouchkine, le conte va presque de soi, puisqu'il faut retrouver le miracle qui a fait que « douze cents hommes ont réussi à concevoir ensemble les droits de l'homme dans une assemblée nationale totale du parlementarisme ». Au-delà des figures comiques habituellement associées aux rituels des trois derniers Républicains, elle veut saisir un instant où l'Assemblée nationale devient ce que la Révolution a été un moment, c'est-à-dire universelle.

Initialement, le film devait être tourné pour le cinéma, mais à la suite de difficultés financières on a appelé la télévision à la rescousse. Il s'agit maintenant d'une coproduction entre l'Assemblée nationale, le SEPT, FR3, la Mis-

sion du Bicentenaire et GMT Productions, qui sera diffusée sur le SEPT et FR3 aux alentours de Noël 1989. Mais ce qui distingue le plateau de la *Nuit miraculeuse* des autres ne tient pas tant à la différence de la pellicule vidéo qu'à la méthode Soleil : au piano qui joue jusqu'à « claie » pour donner le rythme de la scène, à la réalisatrice qui déplace les accessoires sans demander à son propre assistant de bouger un fauteuil. C'est aussi un désir, souvent contrarié de par la nature du support et du décor (même au mois d'août, il y a du monde dans les couloirs de l'Assemblée, de travailler à l'abri des regards oisifs).

La *Nuit miraculeuse* clôturera les célébrations du Bicentenaire. Mais Ariane Mnouchkine tient à poser ses marques : « J'ai vu cette année des choses qui m'ont révoltées. Je ne suis pas opposée à la célébration. Il faut la mémoire de l'horreur, garder la vigilance et le deuil, et il faut célébrer les moments où certains ont osé l'audace. C'est quand même les Lumières. Le plus grave, c'est l'oubli et le mensonge. »

THOMAS SOTINEL.

Mort du comédien Jacques Castelot

Le comédien Jacques Castelot est mort le 25 août à son domicile de Saint-Cloud. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Né le 11 juillet 1914 en Belgique, à Auviers, Jacques Castelot arrive en 1918 à Paris où s'installe sa famille, et où sa mère tient un salon littéraire. Jacques Castelot (frère de l'historien André Castelot) entre au conservatoire en 1936 dans la classe de Béatrice Dussane. Il est en 1938 avec un second prix de comédie et fait ses débuts en 1939 au vieux Colombar. Après la guerre, il rencontre Jean Anouilh, dont il crée en 1951, *Arlette ou la marguerite*, et dont il jouera cinq pièces. Il joue également les *Mains sales* de Jean-Paul Sartre, les *Demoiselles de*

petite vertu de Marcel Achard, *Crime et châtiment* d'après Dostoevski, entre autres.

Sa haute taille, sa silhouette élégante, sa légère calvitie sa voix feutrée, le spécialisent dans les personnages d'aristocrates à la fine intelligence. Il tourne beaucoup au cinéma (*Montieur des Lourdes*, les *Mystères de Paris*, la série de la *Marquise des anges*) et à la télévision. Avec l'équipe de « Buttes Chaumont », il participe à plusieurs épisodes de « la Caméra explore le temps », à la *Cousine Betta*, Jacques le *fataliste*, le *Collier de la reine*. Il a fait sa dernière apparition dans la *Valise en carton*, et a enregistré à la radio plus de trois cents émissions.

MUSÉES

Le Conseil international réunit son XV^e congrès à La Haye

Le Conseil international des musées (ICOM) réunit du 27 août au 5 septembre sa quinzième conférence générale, à La Haye, sous le haut patronage de M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO. Près de deux mille délégués de plus de cent vingt pays sont conviés à cette assemblée dont le thème central est « Musées : gestionnaires de culture », mais qui, plus largement, a pour objectif d'échanger les expériences des conservateurs ou responsables d'établissements, notamment à travers le Salon international des musées, qui se tiendra au même moment au Netherlands Congressgebouw. Les membres de l'ICOM, à la clôture de la conférence, le 5 septembre prochain, éliront leur président pour un mandat de trois ans.

Une partie des débats portera sur des problèmes de conservation de l'œuvre, mais il est probable que les contributions soulèveront d'autres questions, comme celle de la liberté d'expression ou de choix des conservateurs dans certains pays. Aucun continent sur ce point n'est épargné, qu'il s'agisse de censure par et simple, forme la plus péjorative, ou de pressions d'ordre budgétaires, comme aux Etats-Unis.

La prolifération des musées, pour être génératrice de culture, soulève d'autres questions. Dans de nombreuses communes, et non seulement en France, il arrive que l'on conçoive un musée en moins d'un an, de l'idée à l'inauguration. Ce développement, souvent très local, a fréquemment des motivations politiques. Il serait certes mal venu de faire grief à un maire d'être soucieux de l'environnement culturel de sa ville. Mais la précipitation aboutit parfois à inaugurer des musées largement dépourvus d'intérêt, voire de sens. Formation du personnel, conservation des œuvres, maintenance technique, budget de fonctionnement, etc. : si les musées poussent comme des champignons, ils sont trop souvent mal construits, peu structurés, avec une gestion aléatoire.

On s'interroge aussi sur le manque de coopération entre les différentes professions des musées. Un trop grand fossé sépare encore les conservateurs des animateurs de l'action culturelle. Les uns et les autres « s'accrochent » ou bien s'éloignent ou au contraire d'excessive vulgarisation.

O. E.

MUSIQUE

Festival de Lucerne

Bienvenue aux Russes

Créé en 1938, comme un anti-Salzbourg, annexé par les nazis, le Festival de Lucerne n'a cessé d'accueillir la musique libre.

En 1938, Salzbourg était tombée aux mains des nazis. Toscanini et Bruno Walter invitèrent les artistes libres à se réunir à Lucerne en un festival de protestation contre la chute de Salzbourg, inauguré par Fritz Busch. Et Toscanini lui-même, comme pour disputer son idole à Hitler, dirigea *Siegfried Idyll* dans le lieu où Wagner l'avait composé pour sa femme et son fils, au bord du lac des Quatre-Cantons.

Au souvenir critiqué les programmes trop traditionnels du festival et le manque d'imagination de ses responsables, bien que nombreux soient les chefs qui ont jalonné son histoire. Cette année, l'ensemble du festival a été placé sous le signe de la musique russe, comme une curiosité nouvelle et une réponse à la perestroïka. L'exposition du festival s'intitule d'ailleurs *De la révolution à la perestroïka* et offre une importante collection d'art russe d'avant-garde. Edouard Demosov anime un cours de composition, et les plus remarquables de ses camarades sont présents par leurs œuvres.

Le fameux Concertgebouw d'Amsterdam est venu avec une œuvre imposante commandée à Alfred Schnittke, créateur au conformisme de cinquante-cinq ans que nous avait révélé Gidon Kremer. Une œuvre très composite, comme l'indique son titre, que ce Concerto grosso numéro 4/symphonie numéro 5. Le premier mouvement est en effet une page alerte et vigoureuse, à la manière de quelques concertos brandebourgeois où violon, hautbois et clavier jouent le concerto. Le second mouvement devient plus lourd, d'une écriture assez complexe, et s'achève par une longue citation du *Quatuor* avec piano de Mahler, comme une étonnante inspiration étrangère venue du ciel.

Mais les deux derniers mouvements sont terriblement denses et sinistres, avec des trompettes qui déchirent l'air, une parodie donc russe du *Dies Irae* qui circule, des

coups hachés, des cordes, des remparts effrayants, des cuivres et pour finir, un grand lamento martelé par une abondante percussion. Commencée sous d'aimables auspices, cette œuvre qui ne dure pas moins de quarante minutes s'achève dans les noirs ténèbres de la *Sixième Symphonie* de Mahler. Elle fut magistralement interprétée sous la direction de Riccardo Chailly.

Témoignage de loi

Au même concert, Maurizio Pollini joua le *Concerto* de Schumann, dans le feu d'une technique brillante mais de plus en plus violente et impérieuse. Aurait-il perdu tendresse, enchantement et enthousiasme pour cette œuvre qui en dérive ?

Dimanche soir, un autre compositeur russe était à l'honneur, Sofia Goubaïdoulina (1931) dont le futur *Offertorium* avait été révélé à Paris, toujours par Kremer, il y a deux ans. Les Virtuoses de Moscou dirigés par Vladimir Spivakov jouaient une étrange partition pour violoncelle, accordéon et cordes, intitulée *Sept Paroles*. Ce sont bien, en effet, les sept paroles du Christ au croix qu'évoque cette œuvre de trente-quatre minutes, où les deux solistes aux sonorités torturées et acrobates flamboyent, immobiles, au milieu des commentaires très doux des cordes empruntés aux *Sept Paroles* de Schnittke. Ce témoignage de foi assez bouleversant paraît cependant trop statique, un peu trop spectaculaire aussi, avec ses cris, ses tremblements, ses souffles, ses trépidations, pour atteindre à une contemplation mystique.

En contraste violent avec cette partition déchirante, le *Concerto pour piano et trompette* de Chostakovich illustre la robuste santé et le brio exceptionnel d'un jeune Soviétique de vingt-sept ans qui n'avait pas encore reçu les coups du stalinisme. Interprétation étonnante du jeune prodige Evgueny Kissine, qui cogne peut-être plus que de raison pour manifester une virtuosité d'enfer, et des Virtuoses de Moscou, dont la *Sérénade* de Tchaïkovski montrait clairement la sonorité octaveuse et la discipline parfaite.

JACQUES LONCHAMPT.

Cergy-Pontoise fête la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

L'ennui majeur

Le concert-événement de Cergy-Pontoise était fidèle au genre commémoratif. On s'est ennuyé ferme le 26 au soir. Sauf à la fin. Il était temps.

Cela avait commencé sous le règne de la fête. Une immense Déclaration des droits de l'homme imprimée sur une bande de tissu avait été déroulée le long de l'axe majeur qui, passant au pied de la tour Belvédère, cette curieuse tour penchée qui s'élève au centre de la place formée par les façades postmodernes (néo-toc ?) de Riccardo Boffill, s'étend droit comme un i sur trois kilomètres en passant par une esplanade sur laquelle viennent d'être élevées douze colonnes de douze mètres de hauteur chacune face à la Grande Arche de la Défense. Lorsqu'elle fut entièrement déroulée, chacun put en détacher un article.

Placés de chaque côté des colonnes, sur des gradins et devant elles sur une estrade, les musiciens, les mille choristes venus de quinze pays se sont installés. On a lancé un feu d'artifice très bleu-blanc-rouge, mais de jour un feu d'artifice, c'est toujours un peu pitoyable. Puis les musiciens ont joué, et la grande et belle fête célébrant les droits de l'homme et du citoyen est tombée à l'eau. Non que des pépites techniques soient venues en ternir l'ordonnance, mais pourquoi faut-il que les musiciens classiques soient à tel point tristes et convenus ?

Un peu de Handel pour commencer, bien sûr. Après les pétards, on ne pouvait échapper aux *Feux d'artifice royaux*, puis une création de Luciano Berio et Nicola Bernardini, plutôt belle et pas trop longue, *D'Alto Canto altro*, sorte de caustique pour chœur, cloches et cinq voix féminines qui ont le mérite de ne pas donner dans le gigantisme et dans l'enflure, sorte de collage de mots de langues différentes, chamées, parfois dits ou criés, qui se passent fort heureusement des tubas, trompettes et autres vents inamuablement

convocqués pour les commémorations en fanfare. Mais cela ne nous a rien appris de nouveau sur le grand compositeur italien.

Passez sur les extraits posthumes en intermède, sur l'extrait des *Pièces* de Xenakis tombées là on ne sait trop pourquoi, passons très vite sur les *Djins*, la création de Xavier Le Masne, qui font du raffut pour bien peu de chose et beaucoup d'ennui. Mais Ariane Mnouchkine tient à poser ses marques : « J'ai vu cette année des choses qui m'ont révoltées. Je ne suis pas opposée à la célébration. Il faut la mémoire de l'horreur, garder la vigilance et le deuil, et il faut célébrer les moments où certains ont osé l'audace. C'est quand même les Lumières. Le plus grave, c'est l'oubli et le mensonge. »

Un grand moment d'émotion pourtant, lorsque Daniel Jacoby, le président de la Fédération des droits de l'homme, est venu prononcer son discours. Avec des mots simples, laissant l'enflure et les grands sentiments aux vestiaires, il a rappelé qu'il fallait lutter et lutter encore pour que chaque homme qui naisse puisse vivre libre.

Pour finir, Nicolas Frize, un habitué des concerts, en des lieux parfois curieux (sur l'eau, dans la neige, dans des grottes, etc.) a créé *Que souffle la tempête*, une œuvre qui n'est pas destinée à s'inscrire dans l'histoire, mais qui est une sorte de gag acide qui doit être drôle à chanter, qui l'est à écouter et à voir. Cassant le rituel guindé des chefs d'orchestre qui l'avaient précédé, Frize s'est démené comme un beau diable, gesticulant, quittant le podium, parodiant tout ce que l'on venait d'entendre. Ne se prenant pas au sérieux (du moins, on l'espère), il a enfin su tirer des sourires, des rires même, d'un public qui n'avait jusqu'alors montré son enthousiasme qu'en applaudissant poliment.

ALAIN LONCHAMPT.

(Lire également page 11 les comptes rendus des autres manifestations pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme.)

لكن من الأصل

Communication

Un entretien avec le producteur Jacques Kirsner

Les chaînes de télévision ont-elles peur de la production ?

Rares sont les producteurs qui acceptent de parler avec franchise de leurs rapports avec les chaînes de télévision. La plupart préfèrent même la susceptibilité de leurs passants clients. Jacques Kirsner, lui, n'a pas froid aux yeux. Scénariste d'Yves Boisset (*Alors s'élevait*) et de Jacques Rouffio (*Le Passant du Sans-Souci*), il monte l'état de grâce, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*. Pour le cinéma, il monte l'état de grâce, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*. Pour le cinéma, il monte l'état de grâce, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*, de Jacques Rouffio, *Monsieur de la République*.

« Vous avez annoncé, il y a deux ans, le tournage d'un film d'été sur Péral. Un projet courageux mais qui semble avoir quelques difficultés... »

— Antenne 2 avait donné son accord sur une adaptation signée par Marc Ferro, Gilles Perrault et Alain Corneau. Puis, brutalement, la direction de la chaîne a tout annulé en m'expliquant que ces événements étaient trop récents pour être portés à l'écran. Je vous laisse juger de la portée de cet argument. Je tournais avec d'autres partenaires et à Vichy si la municipalité ne considère pas cette production comme une maladie honteuse. Sinon, j'irai ailleurs : les villes thermales ne manquent pas en France.

— Antenne 2 vous semble trop frileuse ?

— Les décisions de sa direction me semblent, pour le moins, paradoxales. Un autre exemple : j'ai produit, pour Antenne 2, *Stradivarius*, une fiction sur l'affaire des vedettes de Cherbourg et la dernière réalisation de Yannick Andréi avant sa disparition. La chaîne n'a jamais jugé bon de diffuser ce film quelle que soit la somme payée. Je n'ai pas pu obtenir de diffuser ce film. Qu'on ne me dise pas que le sujet était trop délicat : l'œuvre a été diffusée sans problème en Israël et en Belgique. Et cessons de répéter que les chaînes doivent se rabattre sur les séries américaines faute de productions françaises.

— J'ai toujours préféré, par conviction personnelle, proposer d'abord mes projets aux télévisions publiques mais il y a des réponses qui finissent par décourager. Le responsable de FR 3 a quand même proposé de coproduire *Condorcet* m'a répondu, par téléphone, qu'il ne pouvait prendre aucun rendez-vous avant d'avoir reçu un résumé du livre !

— Elles vous ont déjà de service public ?

— FR 3 est une chaîne moribonde. Antenne 2 a été une grande

chaîne sous la présidence de Pierre Desgranges. Ses successeurs ont massacré l'antenne, démolissant le personnel. Tout est à rebâtir. Ce n'est pas seulement une question de personnes. S'il veut retrouver son âme et ses missions, le service public doit se dégager de la pression des annonceurs publicitaires qui fait des ravages dans toutes les têtes. FR 3 a refusé de coproduire *Le Vaisseau d'Arlande* de Jacques Rouffio parce que le film n'était pas « commercial ». C'est par en s'engageant la stratégie des chaînes privées, on confondant satisfaction des téléspectateurs et parts de marché que la télévision publique parviendra à se redresser. C'est en misant sur des œuvres, face à de simples produits, que la RAI italienne a tenu tête à Berlusconi.

— Les chaînes privées trouvent-elles grâce à vos yeux ?

— Lesquelles ? TV 6 était une chaîne musicale qui avait sa nécessité. On l'a transformée en petit « dégonflé » de séries américaines. La Cinq, elle, est un gros « dégonflé » de séries américaines. Ces deux sociétés ne respectent pas leurs engagements et n'investissent pratiquement rien dans la production.

— Le problème de TF 1 est différent. Même si j'étais contre sa privatisation et si je souhaitais son retour dans le service public, je dois reconnaître que la Une tend, de plus en plus, à respecter son cahier des charges. Elle coproduit même des œuvres comme *Condorcet* ou *Les Trois Amis*, qui ont été refusées par la télévision publique.

— L'ennui, c'est qu'à TF 1 toutes les décisions remontent jusqu'au président qui ne sait pas déléguer ses pouvoirs. Or, Patrick Le Lay, qui est personnellement un homme intelligent, cultivé et généreux, devient, en affaires, un personnage impitoyable. A tel point qu'il peut lui arriver de porter atteinte à l'honneur de ses collaborateurs. L'un de ceux-ci pourrait le prendre mal et lui en demander réparation.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Après une condamnation de 6,6 millions de francs

« Private Eye » soutenu par ses lecteurs ?

Private Eye, le bimensuel satirique britannique souvent comparé au *Canard enchaîné*, dont l'existence était menacée par une amende de 600 000 livres (environ 6,6 millions de francs) sans compter les frais de justice de l'ordre de 1,1 million de francs, devra sans doute sa survie à ses lecteurs. Le journal avait été condamné au printemps pour avoir écrit, à tort, que « l'éventreur du Yorkshire », Peter Sutcliffe, avait prévu de vendre ses confidences à un quotidien populaire en échange d'une forte somme. Les jurés avaient donné gain de cause à la plainte déposée par l'épouse de Peter Sutcliffe et avaient condamné le titre à une amende d'un montant jamais égalé (*Le Monde* daté 4-5 juin).

Les lecteurs de *Private Eye* sont venus à sa rescousse et lui ont fait parvenir plus de 50 000 livres (environ 550 000 francs). Ces lecteurs,

mais également de nombreux observateurs, se sont émus du montant de l'amende et avaient indiqué qu'il était largement supérieur à la somme versée par l'Etat aux familles des treize victimes de « l'éventreur ». Un journal new-yorkais, *Spy Magazine*, inspiré du modèle de *Private Eye*, qui dénonce scandales et affaires étouffées, a décidé d'organiser un dîner dont le bénéfice irait au bimensuel britannique.

Entre-temps, la direction de *Private Eye* a fait appel du jugement le condamnant. Le tribunal doit statuer à nouveau le 3 octobre sur son cas. Dans l'hypothèse où il déciderait de réduire le montant de l'amende, le directeur du journal a annoncé que l'argent versé par ses lecteurs serait versé aux familles des victimes de « l'éventreur du Yorkshire ».

● Canada : pas de chaîne d'informations en français. — Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui assure notamment la réglementation et le contrôle de l'audiovisuel au Canada, a rejeté, vendredi 25 août, la demande de la société publique Radio-Canada d'exploiter un service national d'informations continues en langue française. Le CRTC a déclaré qu'une telle chaîne en langue anglaise, *Newsworld*, il y a quelques semaines. Le Conseil a estimé que le service tel qu'il était proposé n'offrirait pas une « programmation de grande qualité » et ne susciterait pas « l'intérêt des téléspectateurs ». Le Conseil fait remarquer que les programmes proposés ne pouvaient être comparés à ceux de *Newsworld*, car les émissions originales n'auraient compté que pour 22 % de la programmation contre 50 % à la chaîne anglophone.

● Le groupe Léo Kirch reprend un club de livres. — Le groupe de médias ouest-allemand Léo Kirch a annoncé, le jeudi 24 août, la reprise du second club de livres de RFA, le Deutscher Bücherbund, qui compte 1,4 million de membres, pour un chiffre d'affaires annuel de 230 millions de deutschemarks (170 millions de francs). Ce rachat au groupe d'édition Holtzbrink de Stuttgart, dont le prix n'a pas été dévoilé, permet au groupe Kirch de poursuivre ainsi son objectif stratégique de devenir un groupe multimédia. Cette acquisition ne porte que sur les activités du Deutscher Bücherbund en RFA, le filiale autrichienne étant reversée au premier groupe de médias ouest-allemand Bertelsmann, déjà actionnaire à 50 % de Franco-Lohr. Les deux groupes, déjà en rivalité sur l'audiovisuel, se retrouvent donc en concurrence directe sur le secteur du livre.

En dépit de l'aggravation de son endettement

Hausse du chiffre d'affaires et du bénéfice du groupe de M. Rupert Murdoch

Le groupe de communication de M. Rupert Murdoch a enregistré une légère baisse de son bénéfice durant le premier semestre 1989. Cependant, le bénéfice net 1988-1989 est en hausse de 6,9 % et s'élevait à 378 millions de dollars, soit 2,4 milliards de francs, tandis que le chiffre d'affaires (599 millions de dollars) a augmenté de 31 %.

Cette hausse du chiffre d'affaires est due à l'acquisition par le groupe de M. Murdoch aux Etats-Unis de Triangle Publications (*TV Guide*, *The Daily Racing Form* et *Seventeen*), ainsi qu'aux recettes générées par les films vedettes de la Twentieth Century Fox et les bons résultats des journaux contrôlés en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Australie.

Cependant c'est en Grande-Bretagne que la croissance du groupe est la plus faible. Bien que les titres du groupe (*The Times*, *The Sun*, *News of the World*, *Sunday Times*) se soient considérablement développés dans un univers concurrentiel, selon la direction du groupe, le lancement en février des chaînes Sky Television sur le satellite Astra représente une perte de 75 millions de livres (82 millions de francs). News Corporation indique que son achat de l'éditeur William Collins en Grande-Bretagne, ainsi que l'acquisition de Triangle Publications, aux Etats-Unis, ont alourdi son endettement. Les frais financiers ont augmenté de 61 % en un an.

Si le chiffre d'affaires du groupe a augmenté en Australie, à Hongkong et aux Etats-Unis (où le réseau Fox Television présente cependant « une perte très légère »), le groupe a aussi pu réaliser des bénéfices exceptionnels en 1988-1989, en cédant sa part dans le *Elle* américain à Hachette et en revendant à l'éditeur britannique Reed International ses magazines de voyage.

Le Carnet du Monde

Mariages

— Jean-Pierre MERAULT
Sotie JULIEN

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans la plus stricte intimité, le samedi 26 août 1989, à la mairie du Blanc-Mesnil.

130, avenue Pasteur,
93150 Le Blanc-Mesnil.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André Louis CARRÉ,

survenu le 24 août 1989, dans sa quatre-vingt-neufième année, à la suite d'une longue maladie.

De la part de
M. André Louis Carré,
son épouse,
Ses cinq enfants,
Ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants.

Une messe sera célébrée le mardi 29 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Monique, Neuilly-sur-Seine.

M. René DESAMAIS,
son épouse,
M. et M. Pierre-Guy Fournier
M. et M. Patrick Sédille,
M. Jean-Daniel Desmais,

et leurs enfants,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. René DESAMAIS,
président-directeur général
des sociétés Desmais,

surviva le 25 août 1989, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 29 août, à 11 heures, en la basilique cathédrale de Moulins (Allier).

— Emmannuelle Doerr,
son épouse,
Françoise Doerr,
son épouse,
M. et M. Marc Assolant,
ses beaux-parents,
M. Henri Doerr,
M. et M. Jean Rivière,
ses grands-parents,
Jean-Christophe Doerr et Anne-Christine Dray,
Jean-Benoît Doerr et Céline Moisy,
Claire Doerr,
ses frères et sœurs,
Ses beaux-frères, belles-sœurs,
neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont le plaisir de faire part de leur mariage.

— Jean-Charles DOERR,

surviva le 24 août 1989, à l'âge de treize et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 août, à 8 h 30, en l'église Saint-François de Sales, 6, rue Brémontier, à Paris-17.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au Mémorial-Bligny (Calvados).

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

Gaëlle FROGER,
licenciée histoire (Sorbonne),
diplômée IEP 1987,
diplômée CFJ 1988,

surviva le 19 août 1989, dans sa vingt-sixième année, un an après le décès accidentel de son frère.

Yann FROGER,
maître gestion-économie (Sorbonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille ne désire pas recevoir de condoléances.

— M. et M. Pierre Guillen,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M. Jacques Guillen,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M. Claude Guillen
et leur fils,
Et toute la famille,
ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Emile GUILLEN,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

leur père, grand-père et arrière-grand-père,

surviva le 25 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 août, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris-15 (zone de communion) et l'inhumation dans l'intimité familiale au cimetière de Vaugrard.

112, cour Barrias,
38000 Grenoble,
85, avenue Mozart,
75016 Paris,
Rédaction Morcy,
74200 Thonon.

Le carnet du Monde

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui le 25 août 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année, le

docteur Raymond JODIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
président honoraire
de la société Le Sou médical,
directeur honoraire du journal
le *Concours médical*,
président de l'Amicale des anciens
du 305^e RACF.

De la part de
M. Raymond Jodin,
son épouse,
Le vicomte et la vicomtesse de Gaudart d'Allaines,
M. et M. Dominique Guerin,
Les docteurs Olivier et Marie-Odile Bertrand,
M. et M. Henri Jodin,
ses enfants,
Maria, Sophie, Etienne et Bertrand de Gaudart d'Allaines,
Ahmed et Veronica De Ghamena et leur fille Elisabeth,
Stéphane Guerin,
Elou et Virgile Bertrand,
Léonor, Rodic et Charles Jodin,
Ceux qui l'ont aimé, aidé et suivi.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Paris, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, le mardi 29 août, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

— Monique, Neuilly-sur-Seine.

Prize pour lui.

Il ne souhaitait ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, boulevard Rocheplatte,
45000 Orléans.

— M. François Noguès,
M. Robert Murard,
ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Nathalie MURARD,

surviva le 18 août 1989.

Les funérailles ont eu lieu à Dampierre-en-Burly (Loiret), dans l'intimité.

— M. Jean REYRE,
son épouse,
Et M. Jean-Pierre Heymann,
M. Philippe Heymann
et leur fille Laura,
M. et M. Denis Royce,
et leurs filles Gaël et Louisa,
M. et M. Nicolas Reyre,
M. Marguerite de Lamotte de Roges,
M. Simone Reyre,
ses sœurs,
Et M. Jean-Pierre Vivet,
ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Jean REYRE,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

surviva le 24 août 1989, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une messe aura lieu le mardi 29 août, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, 75015 Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le carnet du Monde

— Le président,
Le conseil d'administration de la
Compagnie financière de Paris,
ont le grand regret de faire part du décès de

M. Jean REYRE,
ancien directeur général et président
de la Compagnie financière de Paris,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
surviva le 24 août 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une messe aura lieu le mardi 29 août, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, 75015 Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

— Le président,
La direction générale,
Le conseil d'administration et ses collaborateurs de la Banque Paribas,
ont le grand regret de faire part du décès de

M. Jean REYRE,
ancien directeur général et président
de la Banque Paribas,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
surviva le 24 août 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une messe aura lieu le mardi 29 août, à 14 heures, en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Amette, 75015 Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité.

(Le Monde du 26 août.)

— Gabrielle VISOCEKAS,
née Moisset,
chevalier des Palmes académiques,

s'est éteinte le 28 juillet 1989, à Nice, entourée des siens, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Ses vœux, elle a été incinérée, et ses cendres déposées dans le caveau familial, au Puy-en-Velay.

Ses enfants et petits-enfants
Raphaël et Amick Visoczekas,
Ariel et Fabrice,
Anne et Igor Gaglioczekas,
Yonah et Tessie,
ses frères et belles-sœurs,
M. et M. Georges Moisset,
Ses neveux,
Parents et alliés,
vous remercieront d'avoir une pensée pour elle et de garder son souvenir.

9, place de Rangis,
75013 Paris,
106, boulevard du Mont-Boron,
06300 Nice.

Anniversaires

— Une pensée pour le vingt-deuxième anniversaire de la mort de

Miss SCHEIN.

— Gilderte SÉE-CAMPOS,
sculpteur,

nous a quittés le 28 août 1984.

Ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Echecs

A Epinal

Gilles Mirallès champion de France 1989

Le jeune maître international cannois Gilles Mirallès, vingt-trois ans, a remporté, samedi 26 août à Epinal, le titre de champion de France 1989 d'échecs. Mirallès, qui avait déjà été sacré champion de France en 1986, toujours à Epinal, a très facilement triomphé cette fois, marquant 11 points et demi sur 15 en devançant de 1,5 point et demi Seret, Prié et Roos.

Le championnat a été, en partie, faussé par l'abandon à la onzième ronde de Gilles Andruet, champion sortant, alors qu'il était dans le peloton de tête. Abandon sur blessure ! puisque Andruet avait été proprement bousillé par son ennemi intime Jean-Luc Seret, après leur partie de la dixième ronde. Le premier, soutenant qu'il avait abandonné avant

d'être mis mat, avait rayé sur la feuille de match de son adversaire le coup fatal. Le second, furieux, lui avait envoyé un « direct » en pleine figure. Pour Seret : un « blâme sévère » et une comparaison à venir devant le conseil de discipline. Pour Andruet : l'arbitre s'occupe de la partie ouverte et un certificat médical prescrivant huit jours d'arrêt. A quand les parties d'échecs sur un ring...

CLASSEMENT FINAL. — 1. Mirallès, 11,5 ; 2. Seret, Prié et Roos, 10 ; 3. Vaissan, 9 ; 4. Birmingham, 8,5 ; 5. Villeneuve et Agnelli, 7,5 ; 6. Bernard et Andruet (qui s'est retiré du tournoi à la onzième ronde), 7 ; 7. Van Dongen et Giffard, 6,5 ; 8. Degraeve, 6 ; 9. Adrian, 5,5 ; 10. Salan, 4,5 ; 11. Nemirovski, 3.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 27 août 1989 :

DES DÉCRETS

● N° 89-588 du 24 août 1989 relatif à l'Institut industriel du Nord.

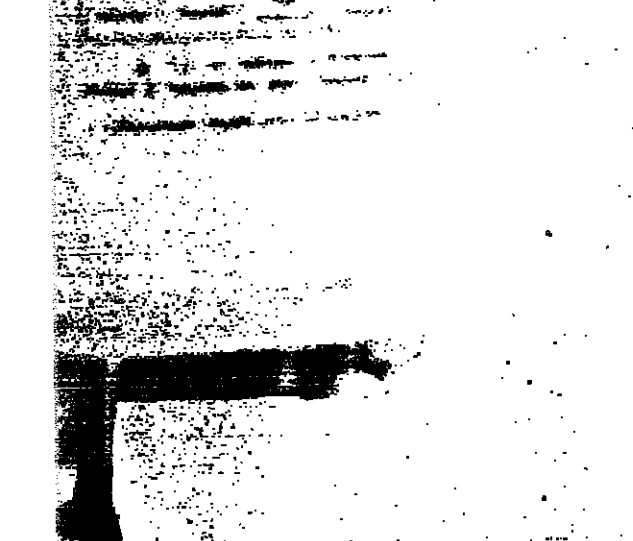
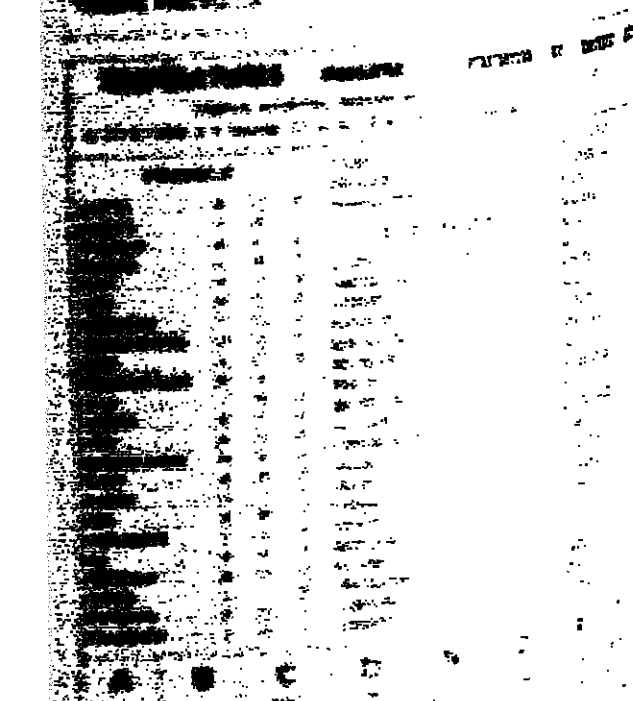
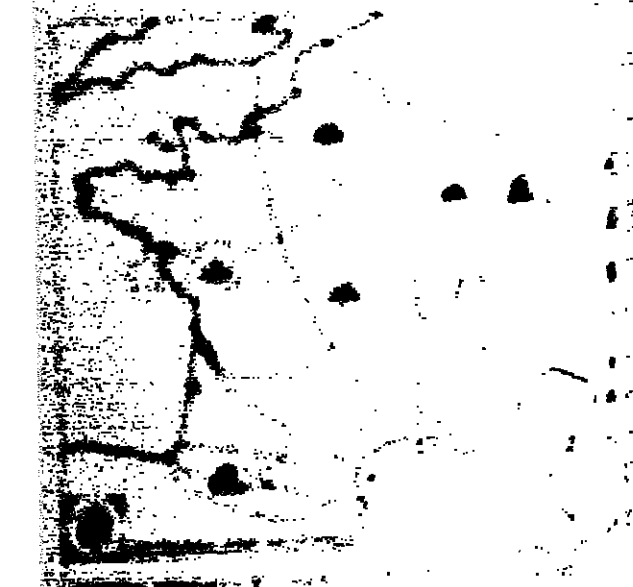
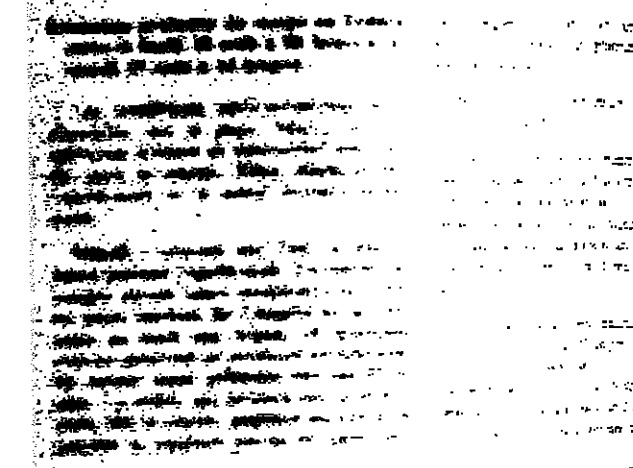
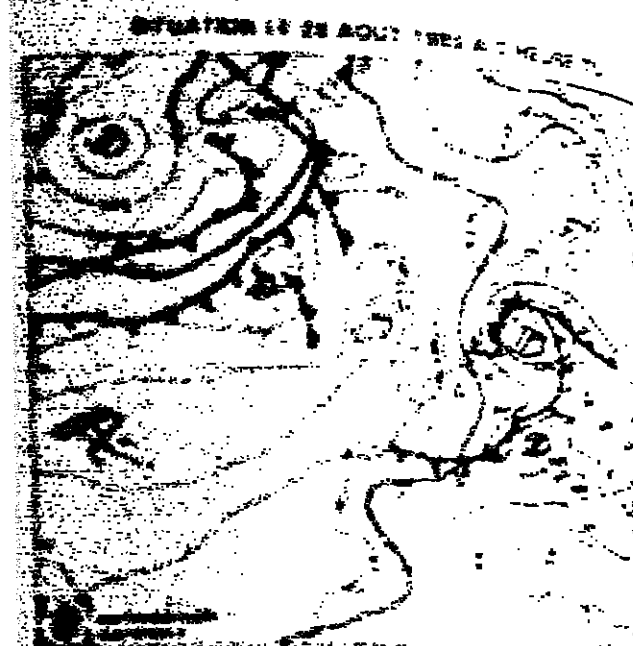
● N° 89-589 du 24 août 1989 relatif à l'Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gère vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36,15 LE MONDE

لکھنؤ میں ایچ

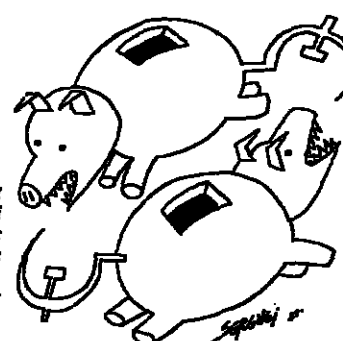


Le Monde ECONOMIE

Le Monde • Mardi 29 août 1989 17

MUTATION MALAISEE A L'EST V. - L'empire désintégré

L'intégration économique des « pays socialistes » a avorté, le système de coopération explose. C'est le « chacun pour soi » qui règne.



Avec ces articles, « Le Monde Economie » achève la série consacrée aux pays de l'Est, après l'URSS (le Monde du 1^{er} août), la Hongrie et la Pologne (8 août), la RDA et la Tchécoslovaquie (15 août), la Bulgarie et la Roumanie (22 août).

De son séjour à Moscou, le journaliste polonais n'a pas le droit de ramener un téléviseur couleur, du café ou du caviar. Le voyageur soviétique de passage à Prague ne peut, quant à lui, offrir à sa famille les produits qui manquent parfois chez lui : des vêtements pour enfants, du papier toilette ou des pièces détachées d'automobiles. Lors de son retour de RDA, le brave Tchécoslovaque sera contrôlé à la douane : il lui est interdit de rentrer avec un petit jeu électronique.

A l'Est, la guerre douanière bat son plein. Depuis que, en novembre 1988, les dirigeants tchécoslovaques ont publié, pour stopper la razzia des boutiques pragoises, une liste de quatre-vingts produits interdits à l'exportation pour les citoyens des pays « frères », les incidents de frontière se multiplient au sein de la « communauté » socialiste. En fait, et au-delà de cette question, le CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle, mieux connu sous son sigle anglais Comecon) (1), cet instrument de l'intégration à l'Est connaît, comme les pays qui le composent, une crise profonde.

An moment où, à Bruxelles, les « eurocrates » de l'Ouest savent leurs succès, à Moscou, dans le « Livre ouvert », le bâtiment qui abrite les « eurocrates » de l'Est, on licencie (on réduit le nombre des comités de travail) et on essaie, en vain, de trouver un accord sur l'avenir de l'organisation. L'arrivée prochaine de représentants polonais membres de Solidarité ne va pas contribuer à améliorer l'ambiance.

Jugé inefficace par tous les pays membres et incompatible avec leurs réformes actuelles par certains, le CAEM a-t-il encore un avenir ? Des discussions intenses et difficiles ont lieu pour réformer cette organisation internationale. Faute d'accords, la réunion annuelle du conseil du

CAEM prévue cet été n'a toujours pas eu lieu. Alors que se prépare, à l'Ouest et pour 1993, le marché unique, à l'Est le « chacun pour soi » l'emporte largement. « Les pays socialistes, et le premier d'entre eux, l'Union soviétique, sont actuellement beaucoup plus intéressés à une meilleure insertion dans l'économie mondiale qu'à un renforcement de leur intégration mutuelle », estime une universitaire spécialiste de ces pays.

Ni le modèle « supranational » imaginé par Nikita Krouchtchev en 1962, ni le système plus flexible mariant plan et mécanisme de marché et contenu dans le « programme complexe » de 1971, n'ont permis une véritable intégration des économies des pays membres. La coordination des plans nationaux est toujours restée une opération formelle, la coopération multilatérale une ambi-

tion sans réalité. Les grands projets d'investissements conjoints envisagés au début des années 80 n'ont débouché que sur des réalisations modestes, limitées au secteur de l'énergie. Le programme de 1985 sur la coopération en matière scientifique et technique — l'« Euréka » oriental — n'a guère produit de résultats significatifs jusqu'à présent, de l'avis même des pays d'Europe de l'Est.

En définitive, une simple organisation du commerce — qui n'a rien à voir avec un marché commun — s'est finalement imposée au sein du CAEM. Les échanges sont réalisés dans un cadre stricte-

1981 et 1985), pour stagner depuis 1988. Certes, les chiffres dépendent beaucoup des taux de change retenus et des évolutions relatives des prix. Mais la crise du commerce intra-CAEM, et plus généralement de la coopération au sein de la zone, se traduit par bien d'autres signes. Par exemple, dès qu'elles en ont eu la possibilité (de feu vert de Moscou), les compagnies aériennes des pays est-européens se sont toutes très rapidement équipées d'avions occidentaux (Boeing, pour la Hongrie, la Pologne et peut-être la Roumanie, Airbus pour la RDA et la Tchécoslovaquie). Or,

« L'économie de marché ne peut être instaurée en Hongrie que si les relations commerciales avec les autres pays de l'Est (près de la moitié de nos échanges totaux) se réalisent entre entreprises, sur la base des prix mondiaux », estime par exemple Laszlo Csaba, un économiste hongrois.

Les Soviétiques ne sont pas plus tendres que les Hongrois sur le fonctionnement du CAEM : récemment un expert officiel contestait très violemment le modèle « pétrole contre équipements » qui cimente les relations entre l'URSS et ses principaux partenaires.

Malgré la position de force de l'Union soviétique dans l'ensemble de la région, la réforme du CAEM apparaît très difficile. Des conceptions différentes s'affrontent. Les textes adoptés en 1987 et 1988, notamment le « concept collectif de la division internationale du travail pour les années 1991 à 2005 », évoquent l'objectif d'un « marché unique ». Mais les Roumains ont clairement fait savoir leur opposition. Les Allemands de l'Est ont adopté l'objectif mais, officiellement, s'y déclarent opposés. La perestroïka du CAEM, activement souhaitée par l'URSS, la Pologne et la Hongrie, risque donc de faire encore l'objet de longues discussions. Un vaste plan pourrait être adopté en 1990 ou 1991.

Appel aux Occidentaux

Du coup, plusieurs pays du groupe penchent aujourd'hui en faveur de réformes immédiates dans les relations bilatérales qu'ils entretiennent avec d'autres membres de l'organisation. D'ores et déjà, Prague et Moscou ont décidé, en mars 1988, d'imposer les lois du marché mondial dans les relations directes que peuvent lier entre elles les entreprises soviétiques et tchécoslovaques (les paiements s'effectuent en couronnes ou en roubles sur la base d'un taux de change défini pour ces opérations). Des accords similaires ont été signés par Prague avec d'autres pays. Mais ils ne portent que sur une part marginale du commerce extérieur tchèque. En revanche, la Hongrie et l'Union soviétique négocient une transformation radicale : leurs échanges réciproques pourraient être effectués en dollars, sur la base des prix mondiaux actuels et dans le cadre de relations directes entre les entreprises des deux pays. (Voir l'encadré : « Le débat hongrois »).

« Chacun pour soi », la règle ne s'applique pas uniquement à l'intérieur du CAEM, mais également dans l'attitude des pays membres de l'organisation à l'égard des pays tiers et des grandes organisations internationales (FMI, Banque mondiale,

GATT, CEE...). A Moscou comme à Budapest et à Varsovie, on compte beaucoup plus sur l'ouverture à l'Ouest et sur l'insertion dans la division mondiale du travail que sur la réforme du CAEM pour retrouver le dynamisme économique perdu. Les appels à l'aide sont explicites : Mikhail Gorbatchev courtise les financiers new-yorkais. Solidarité évalue à 10 milliards de dollars le soutien des Occidentaux dont le pays a immédiatement besoin, tandis que le nouveau numéro un hongrois Rezső Nyers souhaite que l'Ouest aide la Hongrie à éviter la crise financière.

Les pays réformateurs veulent d'abord développer leurs échanges commerciaux avec l'Ouest. S'ils acceptent certaines conditions nécessaires (la suppression du monopole du commerce extérieur et sa décentralisation notamment), ils souhaitent aussi un accès plus facile aux marchés étrangers. La Hongrie, en particulier, ne veut plus être considérée comme « un pays à commerce d'Etat », ce qu'elle n'estime plus être.

La déclaration commune CEE-CAEM du 25 juin 1988 a permis l'engagement de négociations bilatérales entre la Commission et chacun des pays de l'Est. Un accord « de commerce et de coopération » avec la Hongrie, signé dès le 26 septembre de la même année, annonce une suppression définitive d'ici à 1995 de tous les obstacles qui pèsent sur les exportations hongroises en direction de la Communauté. Un accord moins large a été signé avec la Tchécoslovaquie. Les discussions sont aussi très avancées avec la Bulgarie et la Pologne — l'accord est imminent avec ce dernier pays. Enfin, des approches préliminaires ont été engagées avec l'Union soviétique et la RDA. L'URSS a fait connaître son désir d'adhérer au GATT, dont font déjà partie la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

S'ils souhaitent devenir des partenaires commerciaux comme les autres, les pays réformateurs veulent aussi être considérés comme des acteurs normaux du système financier mondial.

(Lire la suite page 18.)

ERIK IZRAELWICZ.

Le débat hongrois

« L'organisation actuelle de nos échanges avec l'URSS est une prison pour l'économie hongroise », explique Laszlo Csaba, un économiste du Kopint (un institut de conjoncture magyars). « Une transformation immédiate coûterait très cher à court terme, sans apporter à moyen et long terme les changements structurels annoncés », répond Ivan Szegvari, directeur de l'institut de recherche de l'office hongrois du plan.

Depuis six mois, un débat intense oppose à Budapest partisans et opposants à une réforme des règles du commerce entre la Hongrie et l'URSS (qui représente le quart des échanges extérieurs hongrois). Les uns et les autres ont été consultés par le « comité des réformes » du gouvernement, qui doit trancher avant octobre.

Les « radicaux » comme Laszlo Csaba préconisent un abandon immédiat de la règle administrative du CAEM (voir ci-dessus), et le passage à des relations marchandes, c'est-à-dire à des échanges directs entre entreprises sur la base des prix mondiaux et en dollars.

« Un tel saut coûterait dans l'immédiat entre 1 et 2 milliards de dollars par an », estime Ivan Szegvari. Un montant énorme : les exportations annuelles de la Hongrie en devises s'élèvent à 4,5 milliards de dollars environ.

Les raisons de ces pertes ? Une détérioration des termes de l'échange, tout d'abord. Les prix de l'énergie et des matières premières, principales importations hongroises, augmenteraient alors que les prix des produits industriels vendus par Budapest à Moscou diminueront. Deuxième raison : l'URSS manquerait de devises, la Hongrie perdrait des marchés, les produits non vendus à l'Est n'étant bien souvent pas commercialisables à l'Ouest. Enfin, les conditions de paiements soviétiques seraient moins favo-

rables. Pour Ivan Szegvari, l'économie soviétique, en crise, restera encore longtemps une économie planifiée. Aussi, « nos réformes internes doivent être, pour nous, prioritaires », explique-t-il.

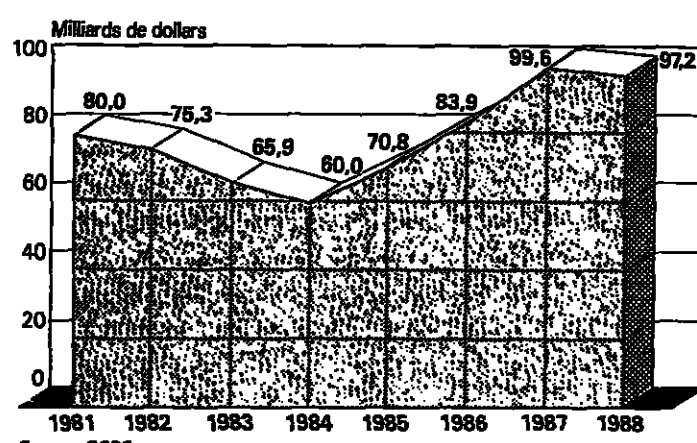
Pour Laszlo Csaba, cette évaluation « ne tient pas compte des surplus commerciaux inconvertibles accumulés vis-à-vis de l'URSS depuis 1986 ». Il juge « irréaliste » une diminution des échanges avec l'URSS, « l'offre soviétique, même pour l'énergie et les matières premières, ne correspondant pas à la demande hongroise ». Il prédit que, avec une baisse annuelle de 10 % par an en volume, les échanges bilatéraux ne représenteront plus, dans cinq ans, que 15 % du commerce extérieur hongrois. « Tant que l'on ne changera pas le système, l'Etat continuera à jouer un rôle excessif dans notre économie », ajoute-t-il.

Interrogé à ce sujet, Rezső Nyers, le numéro un hongrois, un économiste réformateur, reconnaît qu'il y a « un problème pour la période de transition ». Mais il est, « en principe », très favorable à des relations de marché entre les pays socialistes. A Budapest, le débat est très politisé. Les milieux politiques sont tentés par une réforme radicale, de même que les grandes entreprises (les entreprises magyars ne peuvent travailler simultanément sur trois marchés différents : le marché intérieur, le marché mondial et celui des pays socialistes », dit-on à la Chambre de commerce de Hongrie). Les Soviétiques aussi. « Une alliance bizarre mais puissante », reconnaît Ivan Szegvari. « C'est sans doute une solution intermédiaire qui sera adoptée », estime Peter Lőrincz, secrétaire général de la Chambre de commerce. Réponse à l'automne prochain.

E. I.

La dette se stabilise

Dette nette de l'ensemble des pays de l'Est (*)



Source : OCDE.

(*) Il s'agit des pays européens membres du CAEM.

ment bilatéral. Chaque année, des accords sont signés entre Etats membres. Les administrations fixent les quantités de produits qui seront importés et exportés, l'objectif étant à chaque fois de trouver un équilibre entre les deux. Les prix sont libellés en roubles « transférables », simple unité de compte : leur montant est fixé, selon la « règle de Moscou » de 1975, sur la base de la moyenne des prix mondiaux des cinq années précédentes.

Pour tous les pays membres les inconvénients d'une telle organisation sont désormais évidents. Les Allemands de l'Est se plaignent de la mauvaise qualité des produits fournis par certains de leurs partenaires, les Tchécoslovaques des retards dans les livraisons. Après avoir fortement progressé par les années 70 (plus de 8 % par an entre 1971 et 1975), le commerce interne au CAEM s'est essouffé (une progression moyenne annuelle de 3,2 % entre

depuis pratiquement quarante ans, la « division internationale socialiste du travail » avait obligé les transporteurs aériens est-européens à vivre avec une flotte exclusivement soviétique).

Obstacle à la décentralisation

Inefficace, le fonctionnement actuel du CAEM est aussi considéré par les pays réformateurs de la région comme un obstacle à leurs projets. « Le bilatéralisme et le système de quasi-troc [qui caractérise le CAEM] sont en soi incompatibles avec la décentralisation économique », préconise la Pologne, la Hongrie et l'Union soviétique, expliquant au début de l'année M. Jozef M. Van Brabant, un économiste des Nations unies (New-York) lors d'un colloque sur les réformes à l'Est. Son analyse est totalement adoptée par les réformateurs.

هكذا من الأصل

MUTATION MALAISEE A L'EST

Une collaboration ambiguë

Les sociétés à capitaux mixtes (soviétiques et étrangers) se multiplient. Mais elles ont du mal à répondre à la fois aux espoirs des uns et des autres.

LES « sociétés mixtes » constituées en URSS avec des entreprises étrangères — appartenant à 23 pays industrialisés d'Occident, 16 pays en voie de développement et même à 9 pays socialistes — connaissent actuellement un développement spectaculaire : au 1^{er} août, on en comptait, selon l'agence d'information soviétique Tass, 722 en activité, contre 300 seulement à la fin de 1988 ; sans compter quelque 320 projets en cours de réalisation plus ou moins avancée. Ce sont les entreprises finlandaises, allemandes et italiennes qui sont les plus nombreuses dans ce partenariat ; selon Tass, il y aurait moins d'une trentaine de sociétés franco-soviétiques, mais celles-ci figurent en bonne position pour le montant du capital investi (1,8 milliard de francs environ).

Malgré cet essor, beaucoup de chemin reste à faire avant que cette coopération ne produise les résultats espérés par les deux parties. Les obstacles sont nombreux, par exemple la rigidité du côté des Soviétiques (entreprises et surtout administrations), prudence, voire scepticisme, du côté des Occidentaux.

Les préoccupations des Soviétiques sont claires : moderniser leur industrie en limitant leurs importations — ou en accroissant si possible leurs exportations. Contraintes par la loi à équilibrer leurs opérations en devises, les sociétés mixtes sont donc amenées à rechercher des marchés extérieurs pour les obtenir.

Or l'objectif des entreprises occidentales est plutôt de prendre pied en URSS dans la perspective d'une libération de ce marché considérable. Elles choisissent la formule parce que, comme le signale un expert du Crédit lyonnais, « il n'y a plus d'alternative pour exporter en URSS ». L'Union soviétique voulant mettre fin à l'ancien système d'achat d'usines « clés en main » (en échange d'or ou de pétrole).

Selon Tass, les Soviétiques s'inquiètent aussi du fait que la majorité des sociétés créées sont des entreprises non productives : services, informatique, industries légères, etc., assurant une rentabilité immédiate. Cela est dû au fait que la majorité des partenaires occidentaux sont de petites entreprises : celles-ci souhaitent compenser les risques de la formule (en raison des difficultés rencontrées pour opérer en URSS) en profitant du bas coût de la main-d'œuvre et en obtenant des résultats à court terme, en attendant d'exploiter le marché local, s'il s'ouvre véritablement.

Faire preuve d'imagination

Mais les grandes entreprises cherchent aussi les mêmes garanties : le cas de l'usine Kanaz, où Pechiney a entrepris de moderniser la production d'aluminium de Kanaker en Arménie, ou celui de l'usine de cosmétiques, où L'Oréal a investi sans recourir aux banques, traduisant bien la façon dont les Français ont tenté de résoudre les difficultés en se tournant vers des productions simples et faciles à écouler contre des devises librement convertibles.

De leur côté, les banquiers français, pour garantir leurs investissements, selon le représentant de la Banque de l'Union européenne à Moscou, choisissent souvent comme partenaires des ministères ou des administrations, ou encore des Républiques ou des municipalités dans le cas de constructions destinées à une clientèle étrangère. Ainsi, Iris, la société mixte franco-soviétique

qui va construire un « hôtel hospitalier » près de la célèbre clinique de microchirurgie ophtalmologique du docteur Fiodorov, a-t-elle obtenu un bail de cinquante ans de la ville de Moscou : une première. Un exemple de l'imagination dont essaient de faire preuve les hommes d'affaires, français en particulier, pour résoudre les difficultés inhérentes au marché soviétique.

Pour trouver une solution aux problèmes d'approvisionnement et aux surcoûts entraînés par toute prestation non prévue, les investisseurs s'entourent aussi de juristes spécialisés, susceptibles de s'orienter dans le dédale réglementaire et d'obtenir des aménagements.

Si les Soviétiques assouplissent périodiquement la législation concernant les sociétés mixtes, c'est en effet sous la pression de ces dernières. Les amendements à la loi sur les entreprises d'Etat adoptés par le Soviet suprême le 3 août visent à en accroître l'autonomie en leur permettant de disposer librement d'une partie de leur production. Cela devrait inciter, en théorie, les établissements à traiter directement entre eux, sans passer par leur ministère de tutelle. Mais on ne peut guère imaginer actuellement que des entreprises industrielles soviétiques prennent l'initiative de chercher un partenaire occidental pour constituer une société mixte. Les structures administratives sont encore trop rigides : la perestroïka n'a guère eu d'effets concrets sur elles.

La convertibilité du rouble

Quant aux coopératives privées, qui sont actuellement les entreprises les plus dynamiques en URSS, elles sont à peu près exclues de la formation des sociétés mixtes. Si, par hasard, elles s'adressent aux banquiers pour leur proposer des projets, ceux-ci ont peu de chances d'être

retenus, en raison de leur méconnaissance des marchés et des pratiques occidentales. D'autre part, les difficultés d'approvisionnement qu'elles rencontrent et leur statut encore fragile en font des partenaires peu fiables aux yeux des Occidentaux. De surcroît, les autorités locales ne leur sont pas non plus très favorables.

Mais, pour les experts étrangers, comme M^r Guyot, un avocat spécialisé dans les affaires franco-soviétiques, l'obstacle majeur au développement de sociétés mixtes reste la non-convertibilité du rouble.

Un rôle pédagogique

Une convertibilité est envisagée par les Soviétiques, mais à long terme, et cette possibilité pour des sociétés mixtes excédentaires d'échanger leurs roubles n'arrivera sans doute qu'en dernier dans la libéralisation des échanges. Les firmes qui envisageraient de réaliser leurs bénéfices par des opérations de compensation (achat de marchandises en roubles en URSS pour les revendre en Occident) en sont empêchées par le décret du 7 mars dernier du conseil des ministres soviétique qui ne permet aux sociétés mixtes d'importer ou d'exporter que les biens ou services strictement nécessaires à leur activité. Elles ne peuvent mener des opérations d'intermédiaires qu'avec l'autorisation du ministère des relations économiques extérieures.

L'établissement d'un consortium bancaire soviéto-européen le 22 mai dernier à Moscou, l'International Bank of Moscow, devrait cependant, selon le Crédit lyonnais, qui en est le maître d'œuvre, apporter à la fois « des hommes, des ressources en roubles et la connaissance du tissu administratif et économique » aux investisseurs potentiels. En outre, on espère que les sociétés mixtes, constituées en moyenne pour vingt-cinq ans, finiront par « habituer les responsables soviétiques à travailler selon les critères de rentabilité occidentaux », comme dit un responsable du ministère français du commerce extérieur. Du moins les Occidentaux misent-ils beaucoup sur cette « pédagogie »...

ANNE DASTAKIAN.

BIBLIOGRAPHIE

Le défi balte

Parmi les publications récentes consacrées aux évolutions en cours dans les économies est-européennes, deux méritent d'être signalées : l'une publiée par le Centre de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est (le *Courrier des pays de l'Est*), l'autre par les Nations unies.

Dans son numéro de juin-juillet, le *Courrier des pays de l'Est* consacre un dossier à « Le défi balte ». Il montre comment l'Estonie, cette petite République de l'URSS (1,5 million d'habitants) est parvenue « à supplanter par ses performances tant dans l'agriculture, notamment l'élevage, que dans certains secteurs industriels de pointe, bien d'autres régions de l'URSS », offrant ainsi à sa population un niveau de vie sensiblement plus élevé.

Diversité entre les Républiques de l'Union soviétique donc, mais aussi dans l'ensemble des pays est-européens du CAEM. Celle-ci est mise en évidence dans le document qui vient de paraître, à New York, les Nations unies. L'ouvrage regroupe les actes d'un colloque organisé conjointement par la commission économique pour l'Europe de l'ONU avec l'Institut pour les études économiques comparatives de Vienne. Il comprend des interventions d'économistes de l'Est et de l'Ouest.

* *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 341, juin-juillet 1989, Documentation française, 90 p., 48 F.

* *Economic Reforms in the European Centrally Planned Economies*, Nations unies, ADECO, boîte postale 465, 1200 Genève 19, Suisse.

L'empire désintégré

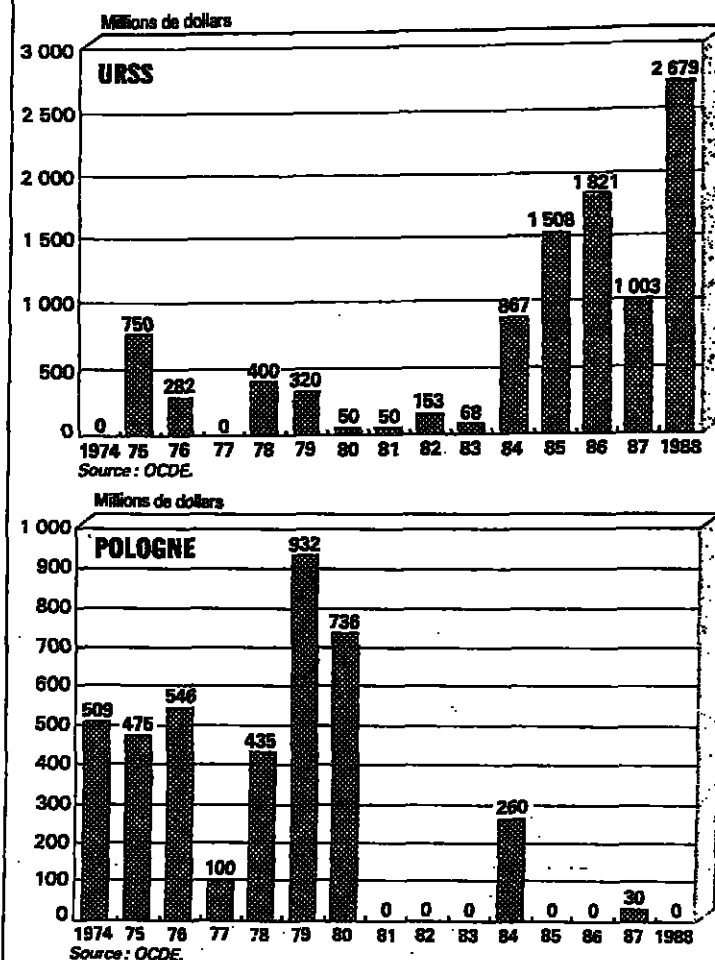
(Suite de la page 17.)

Après la Roumanie, la Hongrie et la Pologne, l'URSS voudrait aussi adhérer au FMI et à la Banque mondiale. Les uns et les autres promettent d'en respecter toutes les contraintes, notamment de rendre « à terme » convertible leur monnaie. Les réformateurs comptent aussi en partie sur les financements internationaux pour réaliser la transformation de leur système. Comme le montre Jean-Pierre Broclawski dans une étude publiée par le *Courrier des pays de l'Est* (juin-juillet 1989), « cer-

tant porteurs non seulement de technologie mais aussi de savoir-faire, notamment en matière de gestion, l'URSS, la Pologne et la Hongrie multiplient les initiatives pour les attirer.

Les investisseurs se voient ainsi proposer des législations de plus en plus libérales. En URSS, les sociétés à capitaux mixtes (soviétiques et occidentaux), autorisées depuis 1987 seulement, ont connu une véritable explosion : 300 à la fin de 1988, mais plus de 700 aujourd'hui (voir l'article ci-contre « Une collaboration ambi-

Les emprunts des pays socialistes d'Europe orientale



Alors que la Pologne a pratiquement cessé d'emprunter depuis 1980 — après s'être, il est vrai, considérablement endettée, — l'URSS s'est revenue sur les marchés financiers à une échelle importante que depuis 1984, et ses emprunts se sont accrus.

tains pays de l'Est, notamment à partir de 1985, sont redevenus des intervenants actifs sur les marchés financiers internationaux. Cela est particulièrement vrai pour l'Union soviétique, comme le montre le graphique ci-dessous.

Des crédits ou des réformes ? Les emprunts à l'étranger ne risquent-ils pas de se substituer aux réformes plutôt que de les dopper ? Ne fut-ce pas le cas pour la Pologne de Gierk ou la Hongrie de Kadar ? En tout cas, tandis que la Roumanie et la RDA excluent tout recours à la dette, l'Union soviétique — globalement peu endettée vis-à-vis de l'Ouest — a fait un autre choix. Mikhaïl Gorbatchev a décidé de recourir à l'argent de l'Ouest pour financer, temporairement, certains achats de biens de consommation.

Mais les réformateurs comptent désormais surtout sur les investissements directs. Le débat sur la dépendance qu'ils sont susceptibles de créer a complètement disparu. Les capitaux occidentaux

gê ». A l'échelle d'un continent, cela ne suffit pas. Moscou travaille à la création de trois « zones franches », des régions économiques dans lesquelles les règles fiscales, douanières et sociales ne s'appliquent pas.

Souhaitant s'insérer davantage dans l'économie mondiale, les pays réformateurs du CAEM sont ainsi tout entier tournés vers l'Occident. Par souci d'efficacité, ils veulent que le marché mondial — en l'occurrence le marché capitaliste — impose sa loi dans leurs propres économies.

Aussi estiment-ils que le CAEM doit fonctionner, lui aussi, selon les règles du marché. Mais sur ce point, les dissensions sont fortes dans ce que l'on appelle autrefois la « communauté socialiste ». Comme dans le domaine politique, l'empire est en train d'éclater. Le CAEM devait conduire à l'intégration des économies est-européennes. La région est en voie de désintégration économique.

ERIK IZRAELWICZ.

Diplômés Grandes Ecoles, DEA, DESS, Bac + 5
MANAGEMENT EUROPEEN
des **RESSOURCES HUMAINES**
Mastère Spécialisé
du **Groupe ESC CLERMONT**
Avec l'appui de FIAT Fondation Agnelli, IBERMÁTICA, Liaisons Sociales, Merck Sharp Dohme, Michelin, Quaternaire Education, Rhône Poulenc...
RENSEIGNEMENTS
73.92.39.71 ou 4 Bd Trudaine - 63037 CLERMONT CEDEX

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE

Responsable du Personnel
Responsable de la Formation
Responsable du Recrutement
Directeur des Ressources Humaines

10 MOIS D'ENSEIGNEMENT
8 MOIS DE STAGE ENTREPRISE

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa
CONCOURS : 3^e session 28 SEPTEMBRE 1989.
Inscriptions immédiates
Tél 47 57 31 41

DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

GROUPE IGS
Institut de Gestion Sociale

NOM _____ AGE _____
DIPLOME _____
ADRESSE _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle de Gestion du Personnel
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danion 92300 Levallois Perret

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE
36.15 LEMONDE

L'HERMÈS Editeur
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

préparations aux B.T.S.
100 publications:
manuels, outils de...
annales thématiques: énoncés et corrigés.
droit, économie, gestion,
comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:
MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

3^e Cycle de Management

10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise

• Agir en généraliste de l'entreprise
• Mettre les savoir-faire professionnels
• Acquiescer les connaissances
• Management des ressources humaines et communication
• Management financier et contrôle de gestion
• Management de la qualité totale
• Gestion de projet

Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, masters...)

Concours :
3^e session 18 SEPTEMBRE 1989.
Inscriptions immédiates
Renseignements : (1) 47.57.31.41

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

souhaite recevoir une brochure du 3^e cycle de Management
cocher la spécialisation choisie

☐ MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION
☐ MANAGEMENT FINANCIER ET CONTRÔLE DE GESTION
☐ MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE
☐ GESTION DE PROJET

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danion 92300 Levallois Perret
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Risques planétaires

L'empire désintégré

La chronique de Paul Fabra

La fin du pessimisme moderne

PARLANT du point de départ des théories modernes de la croissance économique, les premiers articles écrits sur le sujet par les économistes Roy Harrod et Evsey Domar respectivement en 1939 et 1946), Robert Solow, professeur au célèbre MIT (Massachusetts Institute of Technology), qui reçut le prix Nobel de sciences économiques en 1987, dit : « Une équipe d'intellectuels maritimes débarquant sur la Terre après avoir lu cette « littérature » se serait attendue à y trouver l'épave du capitalisme brisée depuis longtemps par ses propres défauts. »

Depuis les travaux de Harrod et de Domar, dont le modèle sert toujours de référence aux étudiants, les chercheurs ont eu le temps de corriger et leur manière de poser la question et les conclusions pessimistes qu'on pouvait en tirer sur l'improbabilité d'un développement soutenu de l'activité économique, il n'empêche que, dans les modes de pensée dominants, le pessimisme a longtemps survécu, qu'il est aujourd'hui en train de basculer et qu'on est loin d'en avoir tiré, sur les terrains politique, juridique, voire éthique, toutes les conséquences.

La charge émotionnelle des grands tourments historiques ne s'épuisant pas en un jour, un livre tel que celui qui vient de paraître chez R. H. de la part de l'un des chefs de file des « réalistes », Joscha Fischer, peut encore faire figure, dans la gauche allemande, de provocation. On y lit, entre autres choses, qu'à la question essentielle posée au dix-neuvième siècle, on a aujourd'hui la réponse : « Le capitalisme a gagné, le socialisme a perdu. » Et encore ceci : avec sa victoire, le premier « a pris en charge la responsabilité de la sauvegarde de l'écosystème terrestre et du genre humain ».

N'ironisons pas sur ces jugements d'un nouveau converti, au demeurant coupés de leur contexte. Dans l'esprit de leur auteur, ils signifient concrètement que la lutte contre la

pollution et les multiples dégradations de l'environnement doit s'appuyer sur des solutions conformes au bon fonctionnement de l'économie de marché. Un point de vue raisonnable, que beaucoup d'amis du néophyte Fischer ne partageront pas. Mais l'Allemagne de l'Ouest n'est pas la Russie : on y trouve encore des gens pour ne pas glorifier l'économie de marché !

Laissons ici le débat sur la protection de l'environnement (voir notre chronique « Le génie du capitalisme et l'écologie » parue dans le Monde du 9 août) pour nous interroger sur les raisons qui, même pour beaucoup d'esprits qui n'ont jamais adhéré au marxisme, rendent toujours le mot de « capitalisme » et son contenu réel ou supposé, plus antipathiques, moins acceptables que la notion de « socialisme », employée dans un sens vague et général. La raison pourrait bien être que l'acceptation de la société qu'on appelle capitaliste implique à terme l'abandon d'une certaine forme de pessimisme très commode et qui constitue implicitement le fond de beaucoup des raisonnements et des croyances modernes.

Pour essayer d'en identifier le contenu, il n'est peut-être pas inutile de rapprocher deux « crises », celle du keynésianisme et celle du marxisme, dont il n'a cessé, depuis le début des années 70, d'être question dans d'innombrables publications, colloques et débats. Crise de la pensée keynésienne d'abord, partie des pays anglo-saxons, où la doctrine de Keynes (exposée avec toute l'ambiguïté voulue dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* publiée en 1936) régnait pratiquement sans partage depuis la guerre. Ce sont les schémas tracés par cet économiste

(1883-1946) qui ont inspiré et l'établissement des comptabilités nationales (où l'on voit les administrations publiques disposer de ressources avant même que le circuit économique n'ait commencé à fonctionner) et les politiques fondées sur l'idée, tenue désormais pour évidente, que l'Etat doit forcer sur les dépenses quand la récession menace et les restreindre en cas de surchauffe. Cette dernière conception dérive elle-même du préjugé selon lequel les pouvoirs publics peuvent efficacement influencer les grands agrégats de la comptabilité nationale, demande globale, PNB, eux-mêmes passant pour des choses existant par elles-mêmes en dehors du marché.

MAIS ce qui constitue encore plus que cette représentation de la construction keynésienne est que, sous certaines conditions, la récession ou la dépression, ainsi que la sous-utilisation des ressources disponibles qu'elles impliquent, ne sont plus considérées comme des états éminemment transitoires. Selon Keynes, il peut exister des « équilibres de sous-emploi ». Le chômage ne serait pas une anomalie à laquelle les forces du marché — quel que soit le contenu que l'on donne à cette expression — devraient progressivement mettre fin.

Traduite en termes politiques, cette théorie conduit à faire des acteurs de la vie économique, dans certaines circonstances, des victimes impuissantes du « système ». De là à glisser vers une philosophie générale de la société et de l'homme d'après laquelle celle-ci est, sinon mauvaise, du moins très défectueuse, et celui-ci, innocent par avance de tous ses déboires, aurait

bien tort de s'en remettre à la logique d'un pareil système, il n'y avait qu'un pas. Or ce pas a d'autant plus facilement été franchi que bien d'autres idées et doctrines faisaient partie de l'esprit du temps invitant à ce manichéisme rousseauiste. Parmi ces doctrines figuraient au tout premier rang le marxisme, évidemment beaucoup plus radical et plus radicalement explicite dans sa condamnation du « laisser faire, laisser passer » livrant l'homme à l'ogre du capital.

A quoi assiste-t-on aujourd'hui de par le monde ? A une démarche inverse. Pour combattre la pénurie partout où elle sévit — et elle sévit, dans les pays techniquement développés, que là où l'on entrave l'économie de l'échange, — on s'en remet à nouveau aux mécanismes de marché. A ces mécanismes, on a tendance, sous toutes les latitudes et sous tous les régimes, à accorder le bénéfice du doute.

A supposer qu'on ne soit qu'au début d'un processus destiné à se développer pour une période indéfinie de temps — une hypothèse que même des adversaires de l'économie libérale estiment plausible sinon probable — la conséquence ne sera-t-elle pas, à terme plus ou moins rapproché, un changement de perspective dans les rôles respectifs de la société et de l'homme ? Encore aujourd'hui, ce changement, si on en envisageait clairement l'éventualité, paraîtrait aussi incroyable qu'aurait paru invraisemblable il y a une vingtaine d'années le discrédit jeté sur la socialisation de l'économie. Les termes de capitalisme et de socialisme (sous sa forme précise d'appropriation des moyens de production) ne sont pas symétriques car l'économie du marché n'a pas besoin d'être décrétée pour exister.

ADMETTRE, pour la production industrielle agricole et l'économie des services, la supériorité d'un système de marché, c'est accepter l'idée que des lois économiques (et dès qu'une économie est planifiée et soustraite à la logique du marché, elle cesse d'être gouvernée par les lois économiques pour passer sous l'empire d'une volonté ou de l'anarchie) — vont dans le sens des intérêts de l'homme, qu'elles sont pour lui la meilleure organisation possible. Sa pose alors la question de savoir si les acteurs sont capables de faire bien fonctionner la machine économique. Ici règne un autre malentendu.

A en croire une interprétation simplifiée des héros fondateurs de l'économie politique moderne, Adam Smith en tête, il suffirait, pour obtenir le plus grand bien commun, de laisser chacun se guider sur son intérêt particulier. Les théoriciens modernes de l'équilibre « parfait » — les « néo-libéraux » — n'ont retenu que ce principe.

Ce en quoi, comme le fait remarquer (notamment) l'économiste et philosophe indien Amartya Sen (voir la livraison de l'hiver dernier du *Journal of Economic Perspectives*, publié par l'université Stanford en Californie), ils ont approuvé la pensée de Smith. Celui-ci faisait grand cas des « règles générales de conduite ». Une entreprise peut-elle bien fonctionner, dit Amartya Sen, si l'esprit de coopération ne règne pas ? Les Japonais qui mettent si haut les valeurs sociales n'ont-ils pas construit une économie particulièrement performante ? Ajoutons que si on se reporte à la *Richesse des nations* (publiée en 1776), on s'aperçoit que, lorsque Smith met en avant l'intérêt particulier, puissant moteur pour amener chacun à se comporter rationnellement, c'est aussi pour marquer sa méfiance à l'égard de ceux qui se prévalent de l'intérêt général pour mener leurs affaires. Avait-il tort ?

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Dogmes, orthodoxies, croyances...

« JUSQU'À ces derniers temps », écrivait Léon Walras en 1976, *l'application des mathématiques à l'économie politique avait été, on peut le dire, universellement repoussée par les hommes compétents* (1). L'économie politique française, à dominante littéraire, aurait-elle eu, dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, une réaction globale de rejet à l'égard de l'économie mathématique ? Non, répond François Étner, de l'université Paris-Dauphine (2).

D'abord, les économistes mathématiciens français étaient loin de constituer un groupe homogène : « Cournot était exaspéré par Canard, Dupuit ne connaissait pas Cournot, Walras mettait tous ses correspondants en garde contre Dupuit, Colson ne reconnaissait aucun mérite à Walras ». Ensuite, il n'y a pas eu de rejet a priori de l'outil mathématique. Et finalement, quand il y a eu hostilité, elle ne tenait pas à l'usage de l'outil mathématique : si Dupuit et Waloff ont été attaqués, ce fut « pour leur adhésion aux doctrines classiques anglaises ».

Quant à l'hostilité systématique que Léon Walras eut à affronter,

« elle concernait moins l'usage des mathématiques que sa prétention à constituer la seule forme scientifique du discours économique (2) ». Walras n'estimait-il pas qu'il n'y avait « rien autre chose [à essayer] que d'élaborer une science qui [soit] une science mathématique dans le langage précis et selon la méthode rigoureuse des mathématiques (2) » ?

Demeure étonnant le rejet de Walras par les libéraux. Lui-même ne se considérait pas en profond désaccord avec eux ; et sa construction théorique était de nature à établir scientifiquement la confiance qu'ils mettaient dans le laisser-faire. Mais c'est précisément, selon André Zylberberg, directeur de recherches au CNRS, là que le bât blesse.

Pour les libéraux, la confiance dans la « main invisible » constituait un dogme (3). Le *Dictionnaire d'économie politique* présentait la concurrence comme un principe « trop grand, trop élevé, trop saint (...) pour qu'il soit nécessaire de le défendre (1) ». Dès lors, cette « intrusion de la démarche scientifique dans un domaine qui [relevait] pour eux du dogme religieux » fut rejetée

avec virulence par les économistes libéraux français (3).

Leur attaque se centra « sur l'incompatibilité de principe entre les mathématiques et la liberté humaine (3) ». Walras avait beau argumenter « que la volonté de l'homme soit plus ou moins libre, cela empêche-t-il ses efforts d'obtenir aux lois naturelles et mathématiques ? (1) » — les tenants de l'orthodoxie libérale condamnaient sa démarche qui, selon eux, réduisait la liberté humaine « en formule algébrique » et ravalait la personne humaine « au rang des choses (3) ».

La complexité du réel

Cette opposition entre orthodoxie libérale et hétérodoxie marginaliste, Clément Colson, lui-même attaché à la surmonter (4), Christian Piorey, du LATAPSES et de l'École nationale supérieure des télécommunications, montre comment cet ingénieur économiste, « formé à l'école des sciences exactes et expérimentales, soucieux de l'application des savoirs rigoureux », s'est placé « d'emblée sur le terrain du compromis entre les deux conceptions ».

Rejetant la coupure entre science et application, il s'est efforcé d'inclure dans une démarche cohérente l'élaboration théorique, la recherche appliquée — avec notamment l'expérimentation par l'observation — et la description, minutieuse et globalisante des phénomènes économiques. Ainsi, dans sa *Théorie générale des phénomènes économiques*, il prend en compte l'interdépendance, l'équilibre, le raisonnement à la marge et l'optimisation ; et dans l'ensemble de sa démarche s'exprime son attitude normative (attachement à la concurrence et à l'initiative individuelle), comme son souci de l'efficacité (tant dans les activités privées que dans les services publics).

Dès lors, pour Colson, l'économie scientifique ne saurait « être réduite au seul modèle d'équilibre général (...), car il reste trop général et abstrait, réducteur de la complexité du réel (4) ». Mais Walras lui-même peut-il être réduit à l'appartenance centrale de son

œuvre : l'analyse de l'équilibre général non monétaire, dans des conditions de concurrence et de provision parfaites ? Évidemment non.

D'abord, on le sait, il distinguait fortement économie pure et économie appliquée. D'autre part, comme le soulignent A. Van Willestuijn et J.A.H. Mals, de l'université de Limbourg, sa contribution à l'économie est infiniment riche (5). Nombre d'économistes ont fait ressortir ses différents apports concernant, par exemple, la formation du capital, la théorie de la monnaie, le rôle de l'entrepreneur et du « rationnement ».

Mais surtout, selon nos auteurs, c'est un équilibre temporaire que Walras a cherché à décrire ; et ce qu'il avait en tête, c'était l'analyse d'une succession de tels équilibres, comme il ne négligeait ni l'incertitude et les anticipations qu'elle implique, ni le déséquilibre, on peut dire qu'il a utilisé « une méthode de dynamique économique fondée sur l'équilibre temporaire et qu'il est donc un hickstein avant la lettre (5) ».

Reste que, depuis, le modèle mathématique de l'équilibre général est devenu le cœur d'une nouvelle orthodoxie, l'orthodoxie néo-classique. Examinant les différentes analyses de l'emploi féminin élaborées à partir de la théorie néo-classique, Guy Caire, de l'université de Paris-X, souligne, avec et après bien d'autres, qu'elle est « dans le fondement même a-historique et a-sociale, ce qui lui permet de raisonner en termes de choix individuels et d'équilibre en ignorant le poids que les contraintes du milieu et du moment exercent sur les acteurs (6) ».

Il rejoint là ce qu'écrivait Nicholas Kaldor en 1975. « Mon objection fondamentale à la théorie de l'équilibre général ne porte pas sur le fait qu'elle est abstraite, toute théorie est abstraite et doit nécessairement l'être, puisqu'il ne peut pas y avoir d'analyse sans abstraction. Elle concerne le fait que le type d'abstraction sur lequel elle repose est mauvais et donc qu'elle donne un « paradigme » inadéquat (...) par rapport au monde tel qu'il est. Elle induit une représentation erronée de la nature des forces économiques » (7). »

Formé dans la tradition néo-classique, marqué depuis la fin des années 30 par la pensée keynésienne, attaché aux valeurs socialistes, Kaldor a abordé un très large éventail de sujets, tant comme théoricien que comme conseiller. Il s'est opposé, après la guerre, à l'élaboration du « système » keynéso-néoclassique et a fermement combattu le monétarisme à la fois en discutant ses fondements théoriques, mais aussi en dégageant ce qu'il y a « derrière la façade ».

« Les vraies raisons qui sont derrière cette politique (...) résident dans la conviction que c'est seulement par l'accroissement du chômage que l'inflation pourra être arrêtée, écrit-il (...). La croyance dans l'efficacité des contrôles monétaires ne tient pas à quelque influence directe sur les prix, mais à leurs effets supposés sur le chômage (8) ». D'où sa dénonciation bien connue du « fiasco du monétarisme »...

(1) Léon Walras, « De l'application des mathématiques à l'économie politique », Mémoire de 1876, *Revue française d'économie*, printemps 1989 (20, rue de Madrid, 75008 Paris).

(2) François Étner, « Parliens et adversaires de l'économie mathématique en France », *Revue économique*, mai-juin 1989.

(3) Le numéro 1 de la revue *De Pecunia*, juin 1989, est consacré aux évolutions irréversibles du marché de l'ECU (revue publiée par le CEPIME-Centre ECU et prospectives d'intégration monétaire européenne — présidé par le professeur Robert Triffin — Bud Brand Whitlock 2, 8-1150 Bruxelles).

(4) Entre libre-échange et protectionnisme : une troisième voie ? Europe et échanges internationaux : *Economie prospective internationale*, troisième trimestre 1989. Menaces sur le libre-échange : *Economie Impact*, 1989 2.

(5) Innovations financières et émergence d'une stratégie financière pure : cadres au féminin ; organismes de services non lucratifs : *Economies et sociétés*, 1989 1 (sciences de gestion n° 13).

(6) Age, emploi et salaire : TVA et Europe : dette et ajuste-

ment : *Revue d'économie politique*, mai-juin 1989. Salaire, équilibre et efficacité : emploi et déséquilibre : *Recherches économiques de Louvain*, vol. 55, 1989 n° 1.

(7) Energie : équité territoriale et tarification : *Revue économique*, juillet 1989. Des modèles « macro-économiques » : *Revue de l'énergie*, mai 1989.

(8) URSS : reme, réforme, commerce extérieur : Yougoslavie : crise et mouvements sociaux : *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, mars 1989.

(9) Economies en développement et défis démographiques (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie), Notes et études documentaires, n° 4878, 1983 3.

(10) Symposium on Noncooperative Bargaining : *Journal of Economic Theory*, juin 1989.

Kaléidoscope

ment : *Revue d'économie politique*, mai-juin 1989. Salaire, équilibre et efficacité : emploi et déséquilibre : *Recherches économiques de Louvain*, vol. 55, 1989 n° 1.

(4) Entre libre-échange et protectionnisme : une troisième voie ? Europe et échanges internationaux : *Economie prospective internationale*, troisième trimestre 1989. Menaces sur le libre-échange : *Economie Impact*, 1989 2.

(5) Innovations financières et émergence d'une stratégie financière pure : cadres au féminin ; organismes de services non lucratifs : *Economies et sociétés*, 1989 1 (sciences de gestion n° 13).

(6) Age, emploi et salaire : TVA et Europe : dette et ajuste-

لقد اصابنا الازمة

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche

JURISTE CONSEIL

Véritable conseil auprès de notre département bancaire et de notre réseau, il sera sollicité sur toute question touchant au droit privé et au contentieux y afférant. Il devra également connaître le droit bancaire (fonctionnement des comptes en numéraires, en valeurs mobilières,...). Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un professionnel justifiant d'une expérience d'environ 5 ans au sein d'un cabinet ou d'une banque et d'une formation supérieure en droit privé (3ème cycle).

JURISTE DE BANQUE

Ce spécialiste du contentieux et du droit bancaire rédigera et suivra des actes de caution, des contrats de prêts et sera chargé des consultations juridiques concernant la gestion des prêts. Il collaborera de plus aux montages financiers mis en place par l'établissement.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation juridique supérieure (3ème cycle), ayant 2 à 3 ans d'expérience au sein du service juridique d'une banque.

Ces deux postes requièrent d'excellentes qualités rédactionnelles et un goût prononcé pour les contacts. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Confesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

HEC, ESSEC, ESCP, entre nous, tout est possible...

Dans le domaine du transport de marchandises, les 6000 commerciaux de FRET SNCF s'engagent quotidiennement pour réaliser un chiffre d'affaires annuel de 14 milliards de francs. Négociateurs, gestionnaires, innovateurs, responsables et animateurs, les cadres commerciaux de FRET SNCF ont un objectif majeur :

**Vendre de la logistique transport...
... à tous leurs clients, sur tous les marchés, dans toute l'Europe.**

Jeune diplômé ou possédant une première expérience, pour vous aussi tout est possible...

Après une courte formation, vous occuperez, avec une rémunération motivante, des responsabilités commerciales concrètes à Paris, Lyon ou Lille. Ensuite, dans le cadre d'une nécessaire mobilité géographique, votre réelle évolution de carrière vous conduira à des responsabilités commerciales de plus en plus élargies à la SNCF ou dans l'une de ses 240 filiales. Sans aucun doute, vous deviendrez rapidement l'un de nos dirigeants commerciaux de pointe.

Pour nous rencontrer, merci de transmettre lettre, CV et photo sous réf. 75, à l'attention de Patrick FERRIN, SNCF, Direction Commerciale FRET, 10, place de Budapest, 75436 Paris Cedex 09.



Le Monde DIRIGEANTS

directeur département "conseil en recrutement"

± 650 KF

Nous sommes un des premiers groupes internationaux en développement des Ressources Humaines. Aujourd'hui, nous recherchons le Directeur de notre Département "Conseil en Recrutement", situé à Paris.

• Vous porterez notre cabinet aux premiers rangs en France.
• Vous optimiserez la rentabilité de notre activité, déjà importante, de recrutement de managers et de spécialistes.

• Vous participerez au développement des activités européennes du groupe.

Tel est le challenge que nous réservons à un professionnel ambitieux.

Rompant la connaissance et aux exigences du métier de conseil en recrutement, vous maîtriserez les outils marketing visant d'une part à développer le portefeuille clients et d'autre part, à valoriser notre image auprès des candidats.

Votre sens relationnel, votre charisme, votre goût du travail en équipe vous permettront d'animer vos collaborateurs.

Bien sûr, votre expérience acquise dans un contexte international ainsi que votre parfaite maîtrise de la langue anglaise seront des atouts pour réussir au sein de notre groupe.

Cette mission comportera une large autonomie dans la gestion du développement et une complète responsabilité des résultats du centre de profit.

Merci d'adresser votre dossier de candidature confidentiel avec lettre manuscrite, sous réf. 6229 à

MEDIA PA

50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

Pour une entreprise industrielle située en TOURAINE nous recherchons un

Responsable des Ressources Humaines

Cette entreprise emploie plus de 800 personnes et se caractérise par une activité haut de gamme. La gestion des ressources humaines y revêt une importance clé parce qu'elle permet un management équilibré entre une forte tradition de métier sur un marché concurrentiel, une ouverture constante et le nécessaire perfectionnement des hommes et des femmes qui y travaillent.

Le responsable des RESSOURCES HUMAINES est l'artisan de cet équilibre : il définit la politique et les moyens avec le chef d'établissement, encadre un service de 10 collaborateurs, assure le dialogue permanent avec les partenaires sociaux et la communication.

Les candidats que nous souhaitons rencontrer, hommes ou femmes, devront faire preuve d'une forte expérience de la fonction en milieu industriel. De formation supérieure, ils seront surtout des hommes ou des femmes de conviction, posséderont des qualités de contact à tout niveau, et le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser CV + prétentions sous réf. 1008 M à notre Conseil ou transmettre-le à CV CADRES en composant le 36.15 Code JCM sur votre minitel.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
Parc Club du Perray - 12, rue de la Rainière
44300 NANTES - Tél. 40.93.93.71

PARIS - LYON - NANTES - RENNES
TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES VOTRE PROFESSION : BANQUIERS D'ENTREPRISES

En participant directement au développement d'un portefeuille d'entreprises à vocation nationale et internationale, vous deviendrez l'interlocuteur privilégié d'une clientèle exigeante.

Grâce à vos qualités commerciales, votre technicité et votre maîtrise de l'anglais, vous prendrez rapidement en charge la négociation des crédits, l'analyse du risque, ainsi que le conseil et le montage d'opérations de financement sur mesure.

Mobile, vous pourrez évoluer rapidement, tant géographiquement que sectoriellement, avec des possibilités de carrières diversifiées dans l'ensemble des directions de la BFCE.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. sous référence JD/BE à BFCE - Département du Personnel - 21, bd Haussmann - 75009 PARIS.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

DIRECTEUR

banque

PA

CHIEF DE PUBLI

PA

CHIEF DE PUBLI

PA

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

COMITÉ D'ENTREPRISE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE D'ETUDES ECONOMIQUES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE DE LA CULTURE DESSE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE DE DIRECTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ÉCOUTER, COMMUNIQUER, CONSEILLER... LA FONCTION PERSONNEL AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

DU PONT DE NEMOURS, très bien implanté sur le marché de l'électronique et plus particulièrement des produits de connectique destinés aux secteurs de la haute technologie, vous propose de valoriser votre formation supérieure et votre première expérience de la fonction (4 à 5 ans) dans un poste réellement formateur, autonome et évolutif.

Aux côtés du Directeur du Personnel de notre usine, vous serez avant tout un homme (ou une femme) de dialogue et de conseil.

Vous assisterez les Directions opérationnelles dans toutes leurs activités touchant au Personnel (Administration, Recrutement, mobilité interne, législation sociale, gestion des carrières...). Vous contribuerez à l'évolution des systèmes et des procédures dans ces domaines. Vous vous impliquerez activement dans les objectifs de valorisation des investissements humains.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ce poste d'avenir, pouvant déboucher sur de larges responsabilités dans la Fonction Personnel ou dans d'autres métiers de l'entreprise, est basé à **BESANCON**. Les frais éventuels de déménagement seront pris en charge.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous la référence EB/288, à

DU PONT DE NEMOURS

Direction du Personnel

2, rue Lafayette - BP 2009

25050 BESANCON Cedex



DIRECTEUR FORMATION Banque - Sud Est

Cette importante banque régionale du Sud-Est (1.000 personnes) conduit des objectifs ambitieux de développement. A ces objectifs correspondent un plan important de mise à niveau et de progression de l'ensemble du personnel. Elle recherche le responsable de ce plan. Rapportant au directeur des ressources humaines et encadrant 2 cadres, sa mission sera très opérationnelle. Interlocuteur de l'encadrement et des responsables d'unités, il concevra, mettra en œuvre, l'ensemble de la formation dans l'entreprise et en réalisera le suivi. Il gèrera

un budget de 10 millions de francs. Il évoluera à terme vers une fonction plus large incluant l'intégration et le développement des hommes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation bancaire supérieure (ITB, CESB) disposant d'une expérience réussie de la gestion d'un service formation au sein d'une banque. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X5131M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

CHEF DE PUBLICITE JUNIOR

Participer au développement de la rubrique offres d'emplois. Ce quotidien national de première importance renforce son équipe en intégrant un chef de publicité. Vous aurez la responsabilité d'un portefeuille de clients composé d'entreprises du secteur industriel, mais aussi de cabinets de recrutement et d'agences de publicité. Vous êtes issu d'une de nos meilleures écoles de commerce ou universités. Vos qualités relationnelles, votre dynamisme alliés à votre passion pour les problèmes économiques et sociaux vous permettront, outre de participer au développement du

chiffre d'affaires de cette rubrique, d'apporter une information de qualité à notre clientèle. Vous êtes peut-être débutant ou avez une première expérience, de préférence au sein du service ressources humaines d'une grande entreprise. Créativité et intérêt pour les différentes cultures d'entreprise sont vos atouts pour mener à bien votre mission. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2077M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEURS D'AGENCE Banque - Côte d'Azur

La Banque Populaire de la Côte d'Azur est un des principaux établissements financiers de sa région (Alpes Maritimes, Var et Alpes de Haute Provence). Sa croissance l'amène à rechercher plusieurs directeurs d'agence. Avec le soutien des services du siège mais aussi avec une grande autonomie, ils auront la responsabilité d'agences moyennes (7 à 15 personnes) sur les plans commercial, gestion, administration et management des hommes. Ils motiveront, développeront leur équipe tout en se réservant les clients les plus

importants. Ces opportunités pouvant évoluer vers une direction de succursale s'adressent à de jeunes cadres bancaires âgés d'au moins 30 ans, de formation supérieure (école de commerce, université et/ou ITB, CESB). Ils ont l'expérience de la responsabilité d'une agence comme directeur ou adjoint. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X5131M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)



BANQUE POPULAIRE DE LA CÔTE D'AZUR



Creating Business Advantage

JEUNE COMMERCIAL

Au sein du département marketing d'un quotidien - La direction marketing direct de ce quotidien dont la notoriété est incontestée veut s'ouvrir de nouveaux marchés: culture, loisirs, shopping... Elle renforce ses équipes en recrutant un jeune vendeur qui participera au développement de la publicité commerciale en s'appuyant sur les techniques du marketing direct: téléphone, mailings, rendez vous... Ce

poste s'adresse à une personne titulaire d'un BTS d'action commerciale ou équivalent. Vous êtes peut-être débutant, mais certainement dynamique et motivé. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2045M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

Groupe pharmaceutique français en forte croissance (1000 pers. - 750 MF de CA), nous recherchons notre

RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL ET PAIE

Collaborateur direct de notre Directeur des Ressources Humaines, vous animerez une équipe de 5 personnes.

Au delà des fonctions classiques d'une gestion administrative du personnel, vous serez plus particulièrement chargé des :

- Simulations de masses salariales,
- Développement d'applications informatiques...

A 35 ans environ, vous avez une formation supérieure et une expérience dans un groupe à dimension internationale.

Votre rigueur, vos qualités relationnelles ainsi que votre connaissance de la mise en place d'une paie informatisée paramétrable et de logiciels adaptés aux ressources humaines seront les garants de votre réussite.

Pour ce poste basé en proche banlieue Sud, notre conseil ORBE attend votre candidature (lettre + CV) sous référence 35/MO 41, avenue George V - 75008 PARIS.

jouveinal

هذا من الاصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LE MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE RECRUTE PAR CONCOURS

• **270 Inspecteurs**
pour ses services commerciaux et administratifs

Niveau requis : Etudes supérieures

ÉPREUVES les 18 et 19 octobre 1989 CLÔTURE des inscriptions le 12 septembre 1989

INFORMEZ-VOUS

• en téléphonant aux

NUMÉRO VERT
05.34.05.34NUMÉRO VERT
05.05.66.77

• dans votre bureau de poste.

LA POSTE

winterthur
assurancesLa 1^{re} Société d'Assurances étrangère opérant en France
recherche une personne au potentiel de son Département
des Régions.

10 JURISTES DEBUTANTS

Titulaires d'un diplôme d'études juridiques supérieures
(licence, maîtrise), vous abordez pour la première fois la vie
professionnelle.WINTERTHUR vous offre une formation complète d'un an à
l'issue de laquelle vous serez proposée une fonction alliant
vos aspirations et aptitudes aux exigences de cette structure.Dès votre entrée, vous bénéficierez d'une rémunération
motivante devant s'inscrire dans une perspective d'évolution
de carrière.Un concours est ouvert pour la sélection des candidats :
nous vous remercions de bien vouloir adresser votre
dossier de candidature (CV + photo), sous référence JUR-89,
à J.C. DIDON, Tour WINTERTHUR Cedex 18, 92085 PARIS-
LA DEFENSE.

STRASBOURG GRAND CHEF DE PUBLICITE

ORC Europe est l'agence strasbourgeoise de l'une des toutes
premières agences de publicité de recrutement françaises. Nous
recherchons un jeune chef de publicité qui souhaite grandir avec
nous. Diplômé de l'enseignement supérieur (lettres ou école de
commerce), vous avez déjà exercé vos talents commerciaux lors
d'une expérience significative de préférence dans le service ou le
conseil. Votre mission vous conduira à développer et à suivre des
budgets de communication de recrutement auprès des entreprises
de la région Alsace-Lorraine, Bad Wurtemberg, Luxembourg.
Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. +
photo (retournée) à Véronique Houdebert - O.R.C.
78 Bd de la République - 92100 BOULOGNE ou téléphoner pour
prendre rendez-vous à Strasbourg au 16.1. 47.61.58.00.



ORGANISATION RECRUTEMENT COMMUNICATION

HERBEMONT • CESAR • ASSOCIÉS

CONSULTANTS SENIORS

Notre cabinet est spécialisé dans le Conseil en Stratégies Sociales et en
Ressources Humaines.
Notre expansion nous amène à rechercher des consultants seniors.

Vous prenez en charge les actions en cours, avec comme priorité, le suivi, le
développement et la gestion des contrats axés sur le thème général :
"Mobilisation des Ressources Humaines". Vous participez à l'encadrement
des juniors, au développement des méthodes et à la mise en œuvre des plans
d'action pour nos clients de manière très opérationnelle.

De formation supérieure commerciale ou ingénierie, vous avez au moins 3 ans
d'expérience dans un cabinet de conseil et/ou avez mené à bien des missions de
changement (réorganisation, projet d'entreprise, etc.) et/ou avez acquis une
spécialisation par marché.

Au delà de votre formation, nous saurons apprécier votre investissement
personnel, votre disponibilité et votre dynamisme, vos qualités d'animateur, votre
goût du terrain et votre sens du contact.

La rémunération, motivante, sera évolutive et pourra être complétée par une
participation au capital dans un délai d'environ 2 ans.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite + photo et prétentions)
sous référence 108 P à notre Conseil :
France Marketing 60 boulevard Diderot 75012 Paris.

Finalion, filiale du Crédit Lyonnais
spécialisée dans le crédit à la consommation,
recherche pour son siège de la Défense

UN(E) JEUNE ORGANISATEUR(TRICE)

Agé(e) d'environ 30 ans, vous êtes diplômé(e) de l'ensei-
gnement supérieur (Bac + 4) et/ou vous avez acquis une
expérience d'au moins 2 ans dans la fonction organisation
au sein d'un établissement bancaire ou financier, et une
bonne connaissance de l'outil informatique.

Vos qualités d'animation, de pédagogie et de communica-
tion vous permettront de proposer des solutions adaptées
au développement de notre produit compte permanent
tant en amont qu'en aval (cahier des charges, manuels
utilisateurs, procédures internes, formation du personnel,
suivi...).

Envoyez lettre manuscrite + C.V.

+ photo + prétentions

sous réf. ORG/2808 à :

FINALION D.R.H.

Cédex 21

92095 PARIS LA DEFENSE.

LA VENTE, VOIE ROYALE !

Numéro 1 en France et dans le Monde, notre réussite est sans conteste,
dans le domaine des hautes technologies, (CA 2,7 milliards de F en
France).

Notre devise : la performance.

JEUNES DIPLOMES

(Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs)

Vous aimez les défis... Nous vous offrons les moyens de dépasser vos pro-
pres limites en vous présentant une clientèle exigeante à convaincre :
Entreprises Générales, Promoteurs, B.E., Architectes, Syndic...

Ce passage « terrain » ne constituera qu'un tremplin pour évoluer vers les
autres fonctions clés de l'entreprise... Qui vous en offre autant ?... A Paris et
dans les grandes villes de province...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV,
photo) à notre Conseil sous référence 724 M.

SODERHU
36 rue de Lisbonne
75008 PARIS.

SODERHU
MEMBRE DE SINTEC

Chantelle

PARIS

Avec un CA de 400 millions de francs dont près de 65 % réali-
sés à l'étranger, nous sommes la plus importante société
française de lingerie. ■
L'excellente notoriété de nos marques, nos très bons
résultats financiers, l'importance de nos structures (1 300
personnes, 6 usines, 6 filiales en Europe...) sont les garants
de votre réussite. ■

Responsable de Zone Export

Adjoint du Directeur Grande Exportation, vous êtes respon-
sable du développement des ventes sur une large zone géo-
graphique (Moyen-Orient, Afrique, DOM-TOM, Caraïbes...). ■
De formation ESC, vous justifiez d'une première expérience
terrain à l'Export. Les candidatures de débutants à fort
potentiel et très motivés seront également étudiées. ■
Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV + prétentions) à
la Direction du Personnel de la Société, 8/10 rue de Prov-
igny, 94230 Cachan. ■

GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES PARIS
recherche

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Vous aurez pour mission le Secrétariat Juridique
des Sociétés du Groupe, Rapports de Gestion, Conseils
et Assemblées, Formalités et vous participerez aux
diverses activités juridiques.

De formation supérieure (Maîtrise en Droit Privé),
organisé, vous avez de réelles facilités pour rédiger. Une
première expérience réussie de quelques années en
droit des Sociétés est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions sous référence 31.425 à CONTESSÉ
PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

CONTESSÉ

ANALYSTE
MARKETING
160 190 KF

JEUNE EXPLOITANT
GRANDES ENTREPRISES

UN(E) JEUNE ORGANISATEUR(TRICE)

Poste d'encadrement au sein d'un service de la Direction Générale de la Banque de France, chargé de la gestion des relations avec les entreprises et les administrations. Le titulaire de ce poste aura pour mission de participer à la mise en œuvre de la politique de la Banque de France en matière de relations avec les entreprises et les administrations. Il aura également pour mission de participer à la mise en œuvre de la politique de la Banque de France en matière de relations avec les administrations.

Compétences requises :

- Diplôme de l'École Supérieure de Commerce ou d'École Supérieure de Gestion.
- Expérience professionnelle de 2 à 5 ans.
- Maîtrise de la langue française.
- Maîtrise de l'anglais.

Postuler :

Envoyer votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation) sous la référence JE/100 à :

Direction Générale de la Banque de France
100 rue de la Harpe
75005 PARIS

LA VENTE, VOIE ROYALE

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

JEUNES DIPLOMES

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

Recherche de jeunes diplômés pour la vente de produits de luxe.

REPRODUCTION INTERDITE

**BANQUE
SPECIALISEE
DANS
LE
FINANCEMENT
DES
COLLECTIVITES
LOCALES**

JEUNE CHARGE ANIMATION COMMERCIALE

Au sein de la direction commerciale, il aura pour mission de former et d'animer le réseau des Directions Régionales.

Pour cela il devra :

- participer à la mise au point et à la diffusion d'une méthodologie,
- recueillir et synthétiser des informations sur l'évolution du financement des collectivités locales,
- conseiller et appuyer les directions régionales dans leurs actions commerciales.

Pour ce poste nécessitant une forte motivation pour l'action commerciale et une grande disponibilité (nombreux déplacements en province) nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école de commerce ayant une première expérience d'environ deux ans de ce type d'activité et si possible, connaissant le milieu des collectivités locales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.641 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



les mutuelles du mans
A PARIS,

notre Département Assurances Collectives est l'un des plus importants de la place de Paris (200 personnes, un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs). Nous recherchons son

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

A la tête d'une petite équipe que vous animerez, vous mettrez au point les plans d'actions nécessaires à l'évolution des moyens et des méthodes du département.

Homme de négociation, vous serez l'interlocuteur direct des responsables opérationnels pour la définition de leurs besoins. Dès votre arrivée, nous vous confierons le pilotage d'un projet de grande envergure : notre nouveau système d'information ! A vous de coordonner l'élaboration du cahier des charges et la réalisation informatique.

De formation supérieure (Ingénieur ou ESC), vous justifiez d'une première expérience réussie de la fonction, acquise dans le secteur de la Banque ou de l'Assurance. Vous avez eu l'occasion de mener des missions d'organisation informatique et d'expérimenter vos talents d'homme de communication !

A terme, les Mutuelles du Mans peuvent vous offrir une vaste palette d'évolution, pourquoi pas une responsabilité opérationnelle ?

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous la réf. SB/868 à notre Conseil

UNIOG Conseil en Recrutement
9, rue Alfred de Vigny
75008 PARIS
Membre de SYNTIC Informatique

RANK XEROX

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs et souhaitez intégrer la Direction Marketing d'un grand constructeur bureautique.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration et la mise en place de l'un des projets prioritaires de notre unité systèmes d'information (connaissance de la Méthode Merise appréciée).

Au sein de cette nouvelle équipe, basée à La Défense, votre rigueur et votre sens relationnel vous permettront d'être rapidement une force de proposition puis d'évoluer ensuite dans nos structures fonctionnelles ou opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M.L.M.162 à Rank Xerox, Laurent Amelineau, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

ANALYSTE MARKETING 160/190 KF



BARCLAYS BANK SA

recherche

JEUNE EXPLOITANT GRANDES ENTREPRISES H/F

De formation supérieure (type Grande Ecole de Commerce), 27/33 ans, vous avez une expérience d'environ 2/3 ans, une bonne connaissance des produits bancaires français et internationaux, le sens du risque et une bonne maîtrise de l'anglais.

Au sein d'une équipe intégrée et performante, vous serez chargé(e) de gérer et développer un portefeuille de clients ou prospects grandes entreprises et de participer activement à la négociation et au montage de toutes les opérations bancaires et financières, en France et à l'étranger, les concernant.

L'importance de notre Groupe offre de larges possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous référence JE/M à Michèle SEVAUX - BARCLAYS BANK SA - DRHS - 24X - 75460 Paris Cedex 10.

Cet établissement, filiale d'un puissant groupe financier international, occupe une situation de premier plan sur le marché des valeurs mobilières. Dans le contexte de son évolution et de son développement, il recherche un

Directeur adjoint des ressources humaines

établissement financier

Rattaché au directeur titulaire centré sur les aspects de gestion administrative des 200 salariés de la société, son adjoint assume deux missions en parallèle :

- la gestion des affaires sociales, dans le cadre de la réforme actuelle de la convention collective, avec ses incidences multiples, la mise en place de la participation, les relations avec le comité d'entreprise...
- la gestion des ressources humaines, incluant la gestion prévisionnelle des effectifs, la formation du personnel, le suivi des carrières...

Nous confierons cette création de poste à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure préparatoire à l'exercice de ce métier - Maîtrise, DESS de Sciences Sociales... Huit à dix années d'expérience de la fonction personnel en milieu financier ou des services l'ont préparé à assurer, de façon opérationnelle, les dimensions sociales et humaines de la gestion du personnel de cet établissement. La pratique de l'anglais s'avère nécessaire.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DT 288 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS. Conseil en ressources humaines.

Cet établissement financier, filiale d'un puissant groupe international, affirme sa volonté d'optimiser la gestion de ses ressources humaines. Il recherche un

Assistant du Directeur des Ressources Humaines établissement financier

Dans un contexte de réforme profonde de la gestion du personnel, il participe auprès du directeur à la gestion des 200 salariés de la société et de ses filiales. Sa mission couvre trois aspects :

- la mise en œuvre d'un nouveau système informatisé de paye, avec ses implications organisationnelles
- la prise en charge des tâches liées au recrutement et à l'intégration des nouveaux collaborateurs
- l'élaboration d'outils de gestion et de tableaux de bord.

Nous proposons cette création de poste à un jeune candidat issu d'un cycle de formation supérieure spécialisée - Maîtrise ou DESS de gestion du personnel - ayant une première expérience, même réduite, de la fonction. Il s'est déjà familiarisé avec l'utilisation d'outils bureautiques et possède de solides bases linguistiques en anglais. Nous lui offrons d'intégrer un groupe financier présentant de réelles possibilités d'évolution.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. A.V. 290 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

UNE CARRIERE QUI BAT AU COEUR DE L'EUROPE

Fiège de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, nous occupons par notre situation géographique (sit de la FRANCE) et notre réseau international (Allemagne, Autriche, Belgique, Luxembourg, Suisse), une place privilégiée au cœur de l'Europe. En favorisant l'introduction de nouveaux instruments financiers, nous marquons notre vocation de banque innovatrice. Pour partager notre expansion, nous recherchons des

JEUNES DIPLOMES

BAC + 5 et plus Titulaire d'un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'autres formations de type : MBA, ISM, EP... ou techniques : comptable, informatique... Vous avez un fort potentiel, vous êtes dynamiques et compétents. Vous êtes capables de vous adapter à un environnement en évolution où la mobilité, la gestion des coûts et l'optimisation des performances sont une réalité. Vous souhaitez optimiser vos études que vous venez d'achever avec succès, valoriser une première expérience professionnelle réussie, maîtriser des techniques nouvelles. Nous avons les moyens de votre ambition. Par les responsabilités qui vous seront confiées après immédiate et adaptée à nos structures, vous serez impliqués directement à notre croissance dans des projets très variés : exploitation bancaire - assurance - audit - organisation, informatique - opérations de marchés, ingénierie financière...

Venez partager nos ambitions en adressant votre dossier de candidature à SOGENAL - Département des Ressources Humaines - 255, rue de Mithrauberg - 67200 STRASBOURG

SOGENAL

La Banque du Cœur de l'Europe.

JEUNES DIPLOMES (HEC, ESSEC, ESCP...)

ANAGER A PART ENTIERE!

Nous sommes une importante entreprise pétrolière, évoluant au sein d'un groupe international aux activités diversifiées.

Nous vous offrons l'opportunité d'une responsabilité opérationnelle et très large : l'animation et la gestion d'un portefeuille de stations-service, de l'établissement des budgets prévisionnels à la promotion des opérations publi-promotionnelles dans les points de vente.

Vous êtes jeune diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co...), débutant ou justifiant déjà d'une première expérience de deux ou trois ans.

Vos qualités : toutes celles d'un gestionnaire efficace et rigoureux ; commercial avisé ; autonome et très organisé ; parfaitement mobile géographiquement.

De réelles possibilités d'évolution s'offriront ensuite à vous au sein des différentes sociétés ou filiales du groupe (Marketing, Commerce, Gestion, Finance, etc.).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 074 M à notre conseil ORBE, 41, avenue George V, 75008 PARIS.

هنا من لاجل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche

JURISTES

Au sein du service juridique et fiscal central, ils intègrent le département juridique qui exerce une activité de prestataire (pour toutes les directions opérationnelles et filiales) tant en matière d'étude que de conseil, d'assistance, d'information, de contrôle ou de gestion. Véritables consultants, les deux juristes sont spécialisés chacun dans une branche de droit :

UN JURISTE SOCIAL

Son champ d'intervention :

- droit des relations du travail et de la sécurité sociale
- relations avec les organismes sociaux et procédures contentieuses.

Son acquis :

Outre une formation de 3ème cycle spécialisée en droit social, une expérience d'au moins 3 ans de cette discipline. réf. 08.642A

UN JURISTE PRIVE/IMMOBILIER

Son champ d'intervention :

- droit des contrats : baux ; maîtrise d'ouvrage ; achats, ventes, échanges de biens immobiliers ; assurances

Son acquis :

- Une formation juridique de 3ème cycle avec une spécialisation en droit immobilier ou droit de la construction et de l'urbanisme. réf. 08.642B

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

ANIMATEUR DE FORMATION

Banque - Nice

Ce très important établissement financier recherche dans le cadre de son développement un animateur de formation. Très opérationnel, il aura la responsabilité de la mise en œuvre du plan de formation pour une partie de l'entreprise. Il élaborera les moyens pédagogiques, réalisera lui-même les animations et le suivi. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure ITB et/ou Bac + 4. Il possède au moins 5 ans d'expérience professionnelle et une bonne pratique de l'organisation et de l'animation de cycles de formation acquise au sein d'une banque. Le poste est basé à Nice. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/XS23M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1^{er} PLAN

RECHERCHE

ECONOMISTE

Au sein du département actions de la Direction financière, il aura un rôle de conseil auprès des gestionnaires d'actions aussi bien françaises qu'étrangères.

Il devra pour cela réaliser des synthèses claires des informations économiques.

En outre, dans l'optique d'une gestion de risque propre au marché des actions, il aura à connaître et interpréter les principaux modèles utilisés.

Pour ce poste qui exige autant de goût pour l'étude que de sens de la communication, nous souhaitons rencontrer un économiste diplômé de l'enseignement supérieur (3^{ème} cycle) et justifiant de solides connaissances en valeurs mobilières. Anglais courant exigé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.638 à Contessa Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

LES RESSOURCES HUMAINES N'ONT PLUS DE FRONTIÈRES

Quand le leader mondial s'implante en France, il y a du nouveau dans la Communication en Ressources Humaines...

Aujourd'hui en France comme partout où votre entreprise doit s'implanter, AUSTIN KNIGHT, leader mondial de la Communication en Ressources Humaines, vous donne de nouveaux moyens pour recruter et motiver les femmes et les hommes d'exception dont vous avez besoin pour réussir.

En choisissant AUSTIN KNIGHT FRANCE pour partenaire, vous disposez ainsi d'un ensemble inégalé d'expériences et de solutions éprouvées par les sociétés internationales les plus performantes. Grâce à un réseau de 22 agences spécialisées, de la Grande-Bretagne à l'Australie, du

Canada aux Pays-Bas en passant par les États-Unis, vous bénéficiez aussi d'une synergie unique pour vous informer sur des marchés de l'emploi que la mobilité croissante des hommes rend stratégiques pour votre entreprise. En somme, avec AUSTIN KNIGHT, les Ressources Humaines ne connaissent plus de frontières : voilà un fait nouveau dont vous devez tenir compte.

AUSTIN KNIGHT : UN GROUPE... Grande-Bretagne - Australie - Canada - Pays-Bas - U.S.A. - France.

... ET DES RÉFÉRENCES INTERNATIONALES. Pour tous renseignements, contactez Ramid LAMRANI au (1) 40 70 01 11 AUSTIN KNIGHT FRANCE 8, rue Magellan 75008 Paris. Télécopie : (1) 40 70 09 21.

Austin Knight

EN VAL-DE-LOIRE

La société (CA : 1 milliard) est filiale d'un des tous premiers groupes mondiaux de l'industrie alimentaire. Elle souhaite confier à un

JURISTE D'ENTREPRISE H/F

la responsabilité de l'organisation et de la mise en place de son service juridique.

Ce poste s'adresse à un titulaire d'une MAÎTRISE DE DROIT DES AFFAIRES ayant une première expérience en entreprise dans un poste similaire.

Il interviendra principalement dans les domaines commercial (distribution, concurrence, marques, publicité...), industriel (brevets...), social, et participera à la négociation et rédaction des actes nécessaires à la vie de la société.

Conseil des différents services, il sera naturellement impliqué dans les décisions de politique générale.

Pratique de l'anglais nécessaire. Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous référence 9083 à :

Gallos & Associés

116, Champs Elysées, 75008 PARIS

Consultants Confirmés

JMAC EUROPE S.A. filiale de JMA TOKYO (1^{ère} société de Conseil au JAPON, 1.500 personnes) se développe rapidement et crée de nouveaux postes de CONSULTANTS CONFIRMÉS.

Justifiant de 3 à 5 ans d'expérience industrielle, vous exercez dans une société de conseil depuis 2 ou 3 ans. Vous êtes donc expérimentés en gestion des flux de production, maintenance industrielle, méthodes classiques d'atelier.

Nous vous assurons une formation permanente (France et Japon) qui vous permettra d'acquies l'authenticité d'un savoir-faire. Ainsi, apprenant régulièrement les nouvelles techniques japonaises, vous interviendrez pour l'étude et la réalisation de missions d'organisation dans d'importants groupes industriels (France et Europe).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à JAPAN MANAGEMENT CONSULTING JMA EUROPE S.A. - 171, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY.

JMAC JAPAN MANAGEMENT CONSULTING JMA EUROPE S.A.

Suivez la flèche...

ACTIS

RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France (50 collaborateurs permanents ; une marge brute de 25 millions de francs en 1988)

recrute pour

FINACTIS

filiale spécialisée en communication financière

2 CHARGÉ(ES) DE DOSSIERS

Formation universitaire (Sciences Po ; HEC ; Maîtrise de gestion, ...). Compétences financières. Très bonne capacité de rédaction. Anglais courant.

Condition requise :

Une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise au sein d'un établissement de crédit.

Adresser CV, photo et prétentions à : Département Ressources Humaines, ACTIS Relations publiques, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

A la tête de l'information chez un conseil en recrutement

Comprendre une définition de fonction, analyser des secteurs d'activités, des fichiers de formation, identifier des axes de recherches, indexer, voilà le métier que nous vous proposons. Introduire un nouveau système informatique et des logiciels mieux adaptés encore à notre activité sera, outre l'animation d'une équipe, la première responsabilité que nous vous confierons.

Vous êtes déjà responsable ou presque d'un service de documentation, ou bien encore vous avez quelques années d'expérience du traitement de l'information au sein d'une direction du personnel étoffée. En tout état de cause vous maîtrisez la micro-informatique et vous pouvez faire valoir des qualités de rigueur et de méthode.

Nous sommes conseil en recrutement depuis plus de 10 ans. Nos clients sont très fidèles, les cadres nous font confiance. Notre professionnalisme et notre éthique y sont pour beaucoup. Vous vous sentez attirée, alors vite un dossier aux consultants de Sirca sous la référence A 009 814, au 64, rue La Boétie - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

PSYCHOLOGUE CLINICIENNE

ayant de 2 à 5 ans d'expérience

Un Cabinet de Psychologie spécialisé dans le CONSEIL en RECRUTEMENT de Dirigeants et Cadres, utilise des méthodes cliniques d'évaluation psychologique - recherche pour compléter son équipe de consultants, une PSYCHOLOGUE.

Pour s'insérer dans la petite équipe très professionnelle du Cabinet, il est nécessaire de posséder - outre une formation du type PSYCHO-PAT ou DESS de PSYCHOLOGIE CLINIQUE, doublée d'un réel intérêt pour l'entreprise - un excellent contact et le goût pour un travail approfondi et rigoureux. Il faut aussi savoir s'organiser de manière efficace, oser communiquer, écrire.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo - sous réf. 3119 à - 149, rue St Honoré - 75001 PARIS.

2 jeunes

Personnel Manager

Comme vous, nous évoluons

Nouveaux adresses

VILLE DE SAINT-ETIENNE

DIRECTEUR (M/F)

Caisse de retraite cadres

B.V.A.

UNE CHARGÉE D'ETUDE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

2 jeunes diplômé(e)s

- ESC, Maîtrise de Gestion ou équivalent, option comptabilité-finances. (Réf. 9904)
- INFORMATIQUE, niveau Maîtrise ou Grande Ecole, intéressé par les questions de sécurité informatique. (Réf. 9905)

Pour ces deux postes formateurs et impliquants, nous souhaitons des personnalités rigoureuses, ouvertes, curieuses, avec le sens et le goût de la communication. Les candidats de valeur doivent pouvoir évoluer facilement.

Si vous vous sentez concernés, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS

Manager

Notre commune, VAL D'ISERE, est associée aux Jeux Olympiques, notre développement tant hiver qu'été se poursuit, nous avons besoin d'un

Sous l'autorité du Maire, vous aurez à diriger les activités de « l'Entreprise station », être un véritable trait d'union entre elles tout en ayant une obligation de résultat.

A 35 - 40 ans, issu d'une Ecole de Commerce, vous avez une expérience commerciale réussie, doublée de capacités de gestionnaire.

Nous voulons un « Patron » qui soit à la fois un homme de communication, d'animation, de rigueur.

Logement de fonction.



Si vous souhaitez participer à notre essor, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9.907 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

Personnel Management

conseil en recrutement

... Comme vous, nous évoluons :

augmentation de capital, informatisation, renforcement de notre équipe, ouverture d'agences en province, élargissement de nos activités à d'autres secteurs.

Jean-Pierre Blavet et ses consultants sont prêts à vous accueillir prochainement dans leurs nouveaux locaux.

Tél. : (1) 40.67.14.99.

Nouvelle adresse :

10, rue Pergolèse, 75732 Paris Cedex 15.

QUESTION D'ADRESSE

POURQUOI
CHANGER 2 FOIS D'ADRESSE
EN 1 MOIS ?

Tél. 49.09.10.11, voilà ce qui arrive quand on a pignon sur 2 rues.
50/54, rue de Silly - 92513 Boulogne Billancourt Cedex
MEDIA P.A. vous communique son adresse définitive :

REPOSE : Pour des raisons indépendantes de notre volonté.

Florence Hervé et Jean-Guy Millet
créent un cabinet de recrutement
qui va au-delà du recrutement

HM
Conseil

Notre expertise : le recrutement, le bilan de carrière et l'orientation professionnelle.

Notre conception du service : partenariat, souplesse et rapidité d'intervention.

HM Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris, Tél. : 40.50.06.06

UNIVERS DE LA GESTION

L'univers médical :
un monde
d'opportunités

Deux jeunes talents à fort potentiel

Aujourd'hui la finance ?
Et pourquoi pas demain le marketing...

LILLY FRANCE (2 milliards de C.A. dont 53 % à l'exportation, 1000 personnes), première filiale du Groupe International ELI LILLY, nous pensons avoir de quoi vous séduire. Nos atouts : Un univers scientifique de haut de gamme avec une recherche active, 13 % de C.A. et des produits novateurs. Un univers commercial qui nous situe parmi les premiers. Un univers sans frontière où les 130 filiales dans le monde partagent les mêmes valeurs : esprit d'équipe, professionnalisme, compétitivité, souplesse d'adaptation, mobilité. Nous vous offrons 2 postes ouverts sur un développement de carrière : l'un, celui de Contrôleur de Gestion et Conseiller Financier auprès de notre Direction Marketing, impliquant une expérience d'1 ou 2 ans. L'autre, celui de supervision d'un service où vous pourrez mettre en application à la fois la technique financière et l'animation d'une équipe. A vous d'optimiser ces expériences pour en faire les moteurs de votre carrière. Jeune MBA, HEC, ESSEC, ESCP, IEP... vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et un large potentiel d'évolution. Merci d'envoyer votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. BJ/M à LILLY FRANCE, Dpt Ressources Humaines, 203 Bureaux de la Colline, 92213 St-Cloud.



AU-DELA DES FRONTIERES

VILLE DE SAINT-ÉGRÈVE
(15 000 habitants)
AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE
recrute

DIRECTEUR(RICE)
MAISON D'ACCUEIL
pour « personnes âgées », 55 lits

PROFIL :

- soit attaché territorial (par mutation ou inscription sur liste d'aptitude),
- soit titulaire du diplôme de directeur d'établissement sanitaire et social,
- soit cadre infirmier.

Adresser les candidatures à :
Monsieur le député-maire,
ville de St-Egrève, 38120 St-Egrève
Le 15 septembre 1989 au plus tard.

Caisse de retraite cadres
recherche
DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

chargé d'animer un réseau d'apporteurs et de promouvoir le développement de la Caisse. 25-30 ans, diplômé, enseignement supérieur. Expérience commerciale.

2 postes à pourvoir :
PARIS-BORDEAUX
Rémunération fixe

Adresser lettre manuscrite + CV + photo s/n° 8459 à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

B.V.A.

Institut d'études de marchés
recrute d'urgence

UN/UNE CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

langue maternelle hollandais
allemand et anglais courant
pour suivi études internationales

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
à B.V.A., 151, avenue du Général-Leclerc
75220 Viroflay. Paul Jordanow.

Importante Banque
recherche
pour son Département International

CHARGE D'ETUDES DE CREDIT

Votre mission : Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez chargé du montage d'opérations de crédits internationaux : démarches administratives, négociations commerciales, rédaction de contrats, etc.

Votre profil : Vous êtes un jeune diplômé d'une école de commerce ou d'une université de gestion, vous parlez bien l'anglais pour avoir séjourné dans des pays anglo-saxons et vous êtes motivé par une carrière bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 6244 à

MEDIA PA

50/54, rue de Silly - 92513 Boulogne Billancourt Cedex.

Poulain
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

28 ANS, SUP DE CO, DECS...

UNE 1^{ère} EXPERIENCE COMPTABLE ?
ELARGISSEZ VOTRE CHAMP D'ACTION !

Filiale depuis début 1988 de CADBURY SCHWEPPE, 3^{ème} chocolatier mondial, nous avons d'importants projets et complétons la structure de notre siège, à BLOIS.

De formation supérieure, vous avez quelques années de pratique comptable en grande entreprise (de préférence industrielle).

Vous serez responsable d'un service assurant la comptabilité générale et interviendrez notamment dans le développement du contrôle interne et de la gestion du bilan prévisionnel. Ce poste présente de réelles possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous référence 9082 à

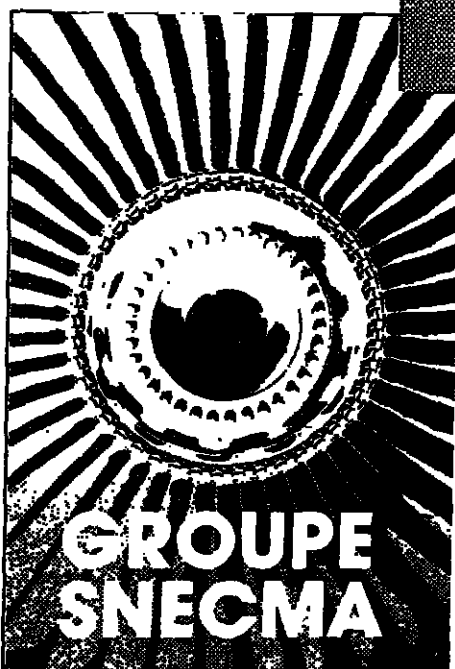
Gallos & Associés

116, Champs Elysées,
75008 PARIS

كندا هي الوطن

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Messier-Hispano-Bugatti

MESSIER-HISPANO-BUGATTI, l'un des grands spécialistes mondiaux des trains d'atterrissage, 2700 personnes (C.A. 1800 MF), filiale de la SNECMA, recherche pour son siège social (MONTROUGE)

TRESORIER DE LA SOCIÉTÉ

ayant une solide expérience dans le domaine, il sera responsable de la trésorerie francs et de la trésorerie devises. Il devra traiter les dossiers de crédit documentaire et assurer la mise en place de cautions (douanes...). Réf. 311/89

CHARGE DE LA TRÉSORERIE DEVOISES

rattaché au trésorier de la société, débutant ou première expérience, il devra participer à la mise en place des couvertures (ventes à terme, options...) et assurer la gestion quotidienne des flux devises. Une expérience bancaire récente (stage) serait appréciée. Réf. 196/89

Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur (école de commerce ou universitaire).

La filiale de la Société et du Groupe offrent de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et prétentions sous la référence du poste de votre choix à SNECMA Direction de l'encadrement, 2 bd Général Martial Valin, 75724 PARIS CEDEX 15.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE
PREMIER PLAN RECHERCHE

OPERATEUR MARCHES ACTIONS

Au sein de la direction des marchés, il intègre le service "trading" composé d'une dizaine de personnes.

A la table de négociation, il intervient pour le compte des gérants de portefeuilles, tant sur Actions que sur produits dérivés (money, indices).

Pour ce poste, qui requiert un réel sens de l'opportunité financière ainsi qu'un dynamisme incontestable, nous souhaitons rencontrer un diplômé de 2ème ou 3ème cycle de gestion (ESC, Maîtrise et DESS financiers...) riche d'une première expérience des marchés, acquise en banque ou grande entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08 643 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra

Jeune Expert Comptable pour
la Direction Comptable du Groupe

Le Groupe HACHETTE réalise plus de 28 milliards de FF de CA dont 50 % à l'étranger dans les 39 pays où il est implanté. La Direction des Services Comptables a pour vocation d'assurer la cohérence et la consolidation des comptes du Groupe dans un environnement de comptabilités largement décentralisées.

Vous seconderez le Chef du Service Centralisation de la société mère (CA 3 milliards de FF) dans l'analyse des comptes des différentes unités et la préparation des documents obligatoires ou internes nécessaires à la Direction Générale du Groupe. Vos 3 à 5 ans de métier dans un cabinet de commissariat aux comptes ont complété votre formation (ESC + expertise comptable) et vous souhaitez vous valoriser dans un Groupe en traitant au plus haut niveau des situations variées. Vos compétences techniques et votre crédibilité ainsi acquises vous permettront d'évoluer par la suite. La maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique sont indispensables pour ce poste basé au méro Plateau de Varves.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8911Q/M au Groupe Hachette, Gestion des Cadres, 83, avenue Marceau - 75116 PARIS.



groupe de communication
multimédia international

Crédit : le risque se mesure.

Soyons clair : vous êtes avant tout techniquement compétent. Pour ce faire, vous vous appuyez sur des bases théoriques en matière de statistiques et de mathématiques financières. Peut-être avez-vous pu acquérir pendant deux ou trois ans la culture du crédit au sein d'un établissement bancaire ou financier. Sur ce point, de toute façon, nous vous aiderons à vous former. Il faut avant tout que vous ayez développé à l'ENSAE, à l'ISUP ou dans un troisième cycle de statistiques, cette souplesse intellectuelle, cette capacité d'apprendre que nous attendons.

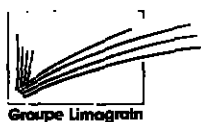
Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe international, qui fonde sa puissance sur de nombreuses activités. Accorder des crédits à des consommateurs, telle est notre compétence. Pour cela, il nous faut gérer un risque et aider nos clients à gérer le leur. Avec 500 personnes, nous avons dégagé plus de 100 millions nets après impôts en 1988. Vous vous en doutez, nos objectifs pour les cinq années à venir vont bien au delà.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'un service au sein du département des risques. Après vous être familiarisé notamment avec les techniques du scoring, vous conduirez toutes les études et les analyses nécessaires au contrôle et au suivi des engagements. C'est bien entendu avec vous que se feront les changements, les renouvellements en matière d'établissement d'un score. Avec une bonne informatique, vous nous aiderez à organiser les flux d'informations dont vous avez besoin. Nous vous demandons d'adresser rapidement votre dossier à notre conseil, Philippe Vuitteney, associé du cabinet Sirca sous référence 001 813 M au 64, rue La Boétie - 75008 Paris. Ce poste est basé en région lilloise.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec



4ème Groupe Mondial dans le secteur stratégique des semences
2 milliards de Francs de CA - 2400 personnes dans 18 pays
recherche pour intégrer l'équipe d'audits de sa société holding BIOSEM
basée à CLERMONT-FERRAND.

Auditeur Fiscaliste

275/300 KF +

Ce cadre de haut niveau doit :

- être âgé de 30 ans environ,
- justifier d'une expérience de 5 ans en cabinet spécialisé dans des missions de conseil, d'assistance et d'audit,
- avoir une formation supérieure (type Grande Ecole de Gestion et/ou DESS, Ecole des Impôts),
- maîtriser parfaitement l'anglais (une expérience en fiscalité internationale constitue un "plus").

Il sera chargé sur le plan fiscal :

- de proposer toutes mesures d'optimisation,
- d'assurer le contrôle des procédures internes et le respect des règles en vigueur,
- de participer aux actions de développement du groupe.

Perspectives d'évolution pour candidat de valeur.
Les candidatures (avec photo et prétentions) sont à adresser sous référence 438 à GROUPE LIMAGRAIN - Service Recrutement - 1, rue Edouard, Colonne - 75001 PARIS.

Rhône-Alpes

Banque régionale
Filiale d'un grand réseau

recherche un

Directeur d'agence

classement VII

Responsable d'une agence de 30 personnes avec plusieurs bureaux rattachés, vous gèrerez et développerez une clientèle à forte dominante d'entreprises.

Agé de plus de 30 ans, professionnel confirmé, vous avez déjà dirigé une agence ou une équipe d'exploitants.

Si vous avez le talent de vos ambitions, ce poste sera un excellent tremplin pour votre carrière.

Christophe GRIVOLAT vous remercie de lui écrire (26043 M).



DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Grenoble

La filiale d'un Groupe important, leader sur son marché
de biens d'équipement de la maison, recherche son

Directeur financier

Rattaché au DG, il anime un service de 8 personnes. Il a en charge la comptabilité générale et analytique, les budgets, le reporting, la trésorerie. Il définit un nouveau système d'information simple et fiable, et réorganise le contrôle de gestion.

Agé de plus de 30 ans, vous avez une formation supérieure comptable ou financière et au moins 5 ans d'expérience, avec une bonne connaissance de l'informatique. Vous aimez concevoir, organiser, animer, vous êtes dynamique, ambitieux, alors ce challenge doit vous intéresser.

Christophe GRIVOLAT vous remercie de lui écrire (3114 M).



DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Au premier rang mondial dans notre domaine
(produits Grand Public), nous renforçons nos
services de gestion et nous recherchons un

ADJOINT
AU CHEF COMPTABLE

Jeune diplômé d'études supérieures titulaire d'un DECS, vous avez si possible une première expérience comptable auprès d'une société internationale.

Vous exercerez, dès votre intégration, des responsabilités complètes au niveau de la comptabilité générale.

Ce premier poste, formateur et évolutif, vous ouvrira d'intéressantes opportunités de carrière dans notre Groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence IM/2056, à notre Conseil



MILO R.H.
3, Av.
des Ternes
75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN ORGANISATION, GESTION
ET SYSTÈMES D'INFORMATION

cherche à renforcer

SON ÉQUIPE DE CONSULTANTS

spécialisés en comptabilité de gestion, contrôle de gestion et pro-
jets évolués. Expérience souhaitée : 2 ans minimum.

Adresser dossier candidature au :

N° 8472 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Banque étrangère recherche pour Paris (Champs Élysées) :

Cadre Comptable

Le candidat sera titulaire d'un DECS et d'un diplôme de gestion ou équivalent
et/ou ESC. Il sera chargé de la comptabilité générale et de diverses opérations
bancaires au sein de notre succursale.

La connaissance de l'anglais est indispensable et une première expérience
bancaire serait souhaitée.

Merci d'adresser lettre, CV et réf. 5719 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre
75001 PARIS.

Quand on veut toujours
mieux faire,
on décide d'entreprendre.

Pierre Lemahieu

33, rue Galilée 75116 Paris. Tél (1) 47 23 72 24
Fax : 47 23 68 14

Synergies

RECRUTEMENT

CONT

SENS DE LA FINA

ANALYSTE FINANCIER CE

EMERSON AVEC COURTE EXP

RESPON

ADMINISTRATIF

ANALYSTE

CREDIT

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CONTROLLER

Notre Société est filiale française d'un Groupe International leader sur ses marchés (marques réputées de produits de grande consommation).

Nous recherchons notre CONTROLLER, qui sera responsable des fonctions Comptabilité, Contrôle Budgétaire et Audit Interne.

A la tête d'une équipe de quinze personnes et en association avec la Direction Financière, il sera notamment chargé :

- du suivi de la comptabilité, de la fiscalité et du reporting
- de la préparation des budgets et du contrôle de gestion
- de la mise en œuvre des nouvelles procédures.

Diplômé Grande École de Commerce option Finance-Comptabilité, vous avez une expérience de 5 à 8 ans dans un Département Financier, si possible au sein d'une société anglo-saxonne.

Vous êtes bilingue (anglais) et savez utiliser l'outil informatique. A vos compétences professionnelles, vous ajoutez qualités de communication et de management.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence BC/2060 à notre Conseil.



MILO
Ressources Humaines
3, av. des Termes
75017 PARIS

JEUNE DIRECTEUR FINANCIER

Bretagne sud

Cette fonderie d'acier, filiale d'un groupe national est en phase de réorganisation et de redéploiement en particulier vers l'export. Directement rattaché au jeune directeur général (Centrale Lyon + ISA) la société recherche son responsable administratif et financier. Il prend en charge la gestion financière, la trésorerie, la comptabilité et les services administratifs. En priorité, il met en place des nouveaux outils de comptabilité analytique et de contrôle de gestion informatisés. Ce poste s'adresse à

un jeune candidat diplômé d'une école supérieure de commerce possédant 2 à 3 ans d'expérience et maîtrisant une langue étrangère. Les perspectives de carrière et la rémunération proposées sont de nature à motiver des éléments de valeur. Ecrire à Annick de LA ROCHEFORDIERE en précisant la référence A/1514M - PA Consulting Group - 1, rue Duguesclin - BP 664 - 44018 NANTES Cedex 01 - Tél. 40.48.48.82. (PA Minitel 36.14 code PA).



Creating Business Advantage

LE SENS DE LA FINANCE C'EST



JEUNE ANALYSTE FINANCIER CREDIT PRETS A L'AGRICULTURE débutant ou avec courte expérience (Réf. LM/AFG/081)

Au sein d'une équipe très performante, vous vous impliquerez dans les activités suivantes :

- Traiter les dossiers de crédit sous l'angle administratif, économique, financier, juridique et commercial
- Rechercher les solutions adaptées aux besoins de la clientèle
- Assurer le suivi des dossiers

en recherchant toute information utile à l'appréciation de l'évolution du risque.

De formation ingénieur agricole impérieuse, votre rigueur, votre esprit d'analyse et de synthèse associés à un bon sens de la communication vous permettent de valoriser votre potentiel dans un contexte humain et dynamique.

Ce poste est basé à ETAMPES.



Merci d'adresser votre candidature référencée au Service du Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26 Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

RESPONSABLE DU FINANCEMENT LONG ET MOYEN TERME D'UN GROUPE

UN DÉFI À VOTRE TAILLE

Ce groupe international à la vocation affirmée dans le domaine de l'énergie, faisant appel au développement des technologies les plus avancées, réalise un chiffre d'affaires de 10 Milliards de Francs et compte 20.000 collaborateurs.

Nous vous confions, au sein de la Direction Financière, l'optimisation de notre financement long et moyen terme. Pour cela, vous utiliserez les instruments les plus performants en vous appuyant sur les Banques, les Administrations, les Investisseurs Institutionnels...

De formation supérieure Grande École de Gestion, Sciences Po ou Universitaire, homme ou femme de 30 ans environ, vous assurez depuis 5 ans au moins une responsabilité financière ou de gestion en milieu industriel ou bancaire : connaissance des nouveaux instruments financiers et comptabilisation des opérations financières.

Homme de long terme, sachant passer de l'étude à la réalisation, vous êtes à la fois un négociateur ayant le sens des opportunités et un expert technique créatif, toujours en contact avec les milieux spécialisés. Vous parlez anglais.

Si vous souhaitez évoluer avec nous, merci de téléphoner au (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) ou de composer sur minitel le 3616 CVCOM ou d'adresser votre candidature avec rémunération actuelle sous réf. 3873 FMT à notre Conseil, Catherine MANON-MILLET qui vous assure de sa totale discrétion.

COFROR - 65, rue de la République - 69002 LYON.



Cofror

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

sur nos chantiers à l'étranger

Avec une activité internationale grandissante et un CA de plus d'un milliard de francs, notre Société de Travaux Publics spécialisés se situe parmi les leaders mondiaux de sa profession. Nous souhaitons adjoindre au patron d'un nouveau chantier en Amérique Latine son Responsable Administratif et Financier. Après une période de mise au courant de nos méthodes et procédures au Siège, vous prendrez votre fonction sur site et aurez pour mission d'assurer toutes les opérations administratives, comptables et financières : mise en place et contrôle des procédures, comptabilités, tableaux de bord d'exploitation, trésorerie (facturation annuelle d'environ 300 MFR), juridique et fiscal local, gestion complète du personnel (environ 250 personnes), informatique, reporting. Vous dirigerez une équipe de 7 personnes et bénéficierez sur place d'une très large autonomie d'action.

Diplômé d'une École Supérieure de Commerce et de Gestion, vous disposez d'une expérience comptable, administrative et financière de 3 à 4 ans, de préférence à l'étranger et si possible dans les Travaux Publics. Vous parlez espagnol couramment. Vous souhaitez assumer des responsabilités opérationnelles complètes en gestion et évoluer au sein d'une entreprise de notoriété.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 89/M avec CV détaillé, photo et salaire actuel à notre Conseil, PELISSIER, GUILLOIN & ASSOCIÉS, 93, rue Joffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER GUILLOIN & ASSOCIÉS



PLACEZ VOTRE DYNAMISME DANS LA FINANCE

Nous sommes un ensemble d'établissements financiers à taille humaine (1100 personnes) largement orienté vers le financement professionnel. Dans le cadre de notre politique de développement et de diversification, nous recherchons des

Chargés de Clientèle

PARIS QUIMPER RENNES STRASBOURG

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Sc. Eco, Sc. Po...) munis d'une première expérience commerciale dans la banque ou des candidats ayant une formation bancaire (ITB, CESB...) et une expérience du terrain confirmée. Vous aurez pour mission de développer le fonds de commerce existant d'entreprises coopératives, d'associations et de mutuelles. Pour ce faire, bénéficiant d'une large délégation d'autorité, vous serez très présent sur le terrain pour proposer toute une gamme de produits. Après avoir apprécié le risque client, vous instruirez les dossiers et les mettrez en place, exerçant à la fois une activité commerciale et de conseil auprès de la clientèle.

Votre technicité en matière d'analyse financière, vos capacités de négociation et votre mobilité sont les atouts qui vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence ZCL/LM en précisant le secteur choisi à notre Conseil Pierre CHAUSSEMIER.

Raymond Poulain Consultants - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche

ANALYSTE CREDIT

Au sein d'une petite équipe responsable du financement d'importants projets nationaux, vous serez chargé d'une clientèle de sociétés commerciales immobilières ou financières.

Vous interviendrez aussi bien pour :

- réaliser l'analyse de risque des dossiers de crédits,
- participer au montage administratif et financier des opérations,
- travailler en collaboration avec les directions régionales de notre réseau.

Diplômé Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous avez une première expérience de l'analyse financière (2 ans minimum). Votre sens de la communication, de l'organisation et de la décision vous permettront d'évoluer en toute autonomie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08527 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSÉ

Groupe Immobilier de Promotion et de Gérance

(1400 personnes - 94000 logements gérés, 2200 logements construits par an, 2,5 milliards de CA) cherche pour sa direction financière au siège Paris 13^e,

CADRE COMPTABLE

Futur adjoint Chef Comptable H/F

Au sein du département comptabilité (20 personnes), en liaison directe avec le Chef Comptable, vous serez chargé de l'assistance sur tous les aspects de sa mission : participation et établissement des états financiers et des situations pour les différentes sociétés du groupe, amélioration des systèmes de traitements informatiques, animation de l'équipe.

Votre formation supérieure (École de Commerce...) complétée par un DECS et une expérience de 3 à 5 ans acquise en cabinet d'audit ou en entreprise à un poste d'encadrement, vous permettront d'évoluer vers la fonction d'adjoint au Chef Comptable.

Organisation, rigueur et un bon sens du contact sont des qualités indispensables pour réussir à ce poste.



Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous réf. CC/75 au Groupe Immobilier 3F 159, rue Nationale - 75638 Paris Cedex 13.

SUD EURE

SOCIETE DE SERVICES (300 personnes), filiale d'un grand groupe international, recherche son jeune

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous participerez à notre stratégie de progrès pour la satisfaction totale de nos clients.

Animateur d'une équipe de 11 personnes, vous êtes responsable :

- du contrôle de gestion (budget...),
- de la comptabilité (plan, comptes de résultat...), reporting,
- des finances.

Vos moyens informatiques, aujourd'hui sur micro, pourront être transférés dans 1 an sur mini.

Ce poste très complet est une réelle opportunité de développement pour un jeune diplômé à potentiel (HEC, ESC, DECS...) ayant des au minimum deux exercices.

Merci d'envoyer votre candidature, sous référence 4607, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

سكوت من الاصل

UNIVERS DE
LA GESTION

Notre groupe (+ 200 MF CA) rassemble 17 sociétés spécialisées dans le transport national et international. Son chiffre d'affaires a été multiplié par 15 en 6 ans.

La gestion de la structure existante et nos perspectives de développement nous conduisent à rechercher

DEUX ASSISTANTS DE DIRECTION (PARIS)

Proches collaborateurs du directeur général, ils prendront part à la gestion actuelle du groupe, sous tous ses aspects (commercial, juridique, comptable, technique, administratif), et aux projets de développement qui devraient se traduire par un doublement des effectifs dans les trois années à venir (800 personnes).

Ils pourront évoluer à court terme vers des postes de directeurs de filiales en France ou à l'étranger.

De formation supérieure (ESC, Ecole d'ingénieurs ou de transport) âgés de 25 à 30 ans, entrepreneurs, passionnés, ambitieux, fortes capacités de travail.

Les candidats devront adresser leur CV + photo + prétentions à :

AGS (réf. 25), 9, rue Thomas-Edison, 92230 Gennevilliers.

Contrôleur
de Gestion

De formation ESCAE ou maîtrise (économie/gestion), vous voulez valoriser votre première expérience professionnelle. Dans une unité décentralisée de 200 personnes, vous prendrez en charge la planification, le budget, la comptabilité et le contrôle de gestion. Vous concevrez et mettez en place les outils de management et de reporting correspondants. Votre rigueur, votre sens de l'organisation et votre aisance relationnelle seront vos meilleurs atouts. Adressez lettre + CV à Anne-Marie Baile.



L'informatique du Groupe
Caisse des dépôts et consignations.

CAM, 4 rue Berthollet, 94110 Arcueil, N° VERT 05.00.31.22

LE COMITÉ DU TOURISME DE LA RÉUNION

recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Possédant une expérience de 5 années minimum à des postes de responsabilité dans des organismes touristiques départementaux, régionaux ou nationaux, celui-ci aura en charge la direction d'une équipe de 30 personnes. Il assurera notamment la conception et la mise en œuvre du plan de promotion et de communication de la Réunion sur les marchés extérieurs, et possèdera de solides qualités de gestionnaire.

● connaissance de la Réunion appréciée.

● disponibilité octobre 1989.

Les candidatures (CV + lettre manuscrite + photo) sont à adresser avant le 10 septembre 1989 au :

Comité du tourisme de la Réunion
BP 1119, 97482 Saint-Denis Cedex.

FORMATION
PROFESSIONNELLECADRES DEMANDEURS D'EMPLOI
OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE VOUS PROPOSE
3 stages de formation en Gestion du Personnel
de 7 mois 1/2, rémunérés :

- ASSISTANT DIRECTEUR DU PERSONNEL
- INFORMATIQUE ET GESTION DU PERSONNEL
- DIRECTION DE PERSONNEL ET FORMATION A LA GESTION SOCIALE

Participants : Etudes Supérieures (Bac + 4) - Expérience d'entreprise exigée pour le dernier stage indiqué.

Début des stages : Septembre - octobre 1989

Recrutement immédiat
Merci de nous appeler au
47 57 31 41 - Postes 111 et 145

GRUPE IGS

DEMANDES
D'EMPLOIS

CHARGÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

- Expérience 7 ans (Amérique du Nord, Moyen-Orient).
- Responsable stratégie européenne des PME.
- Montage d'un colloque (50 intervenants).
- Formation française et américaine.

DISPONIBLE DÈS SEPTEMBRE

Recherche mission et responsabilités

Patrick B. Veillerot,
7, rue du Mont-Dore, 75017 Paris. 42-94-00-40.

PSY-CLIN
Possède 450 h auprès des
Séd. et Toulou. Ecr. Touré
191, rue de l'Université
75007 PARIS

Prof de maths expérimentée,
psychologue clinicienne, ch.
tpe parisi, lycée sous
contr., hôpital de jour, etc.
46-33-78-50.

Infirmière secrétaire retraitée
cherche emploi assistante
consultations médicales, 3,
4 après-midi par sem. De
préférence Est Paris ou 94.
48-99-57-32.

Env. votre proposition au :
n° 8482 Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

BUREAU D'ÉTUDE

recherche

des ingénieurs conseils électricité

1 INGÉNIEUR SPÉCIALISTE

courant fort, HT et BT

1 INGÉNIEUR SPÉCIALISTE

courant faible, GTC, DI

Écrire sous le n° 8461
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

L'APPA

recherche pour son Centre Pédagogique et Technique d'Appui
de LYON-VENISIEUX, une

Documentaliste

Chargée d'organiser, gérer et animer
- la documentation technique et pédagogique de l'établissement.
- le centre de ressources documentaire et pédagogique mis à disposition des
personnels APPA des régions AUVERGNE, BOURGOGNE et RHONE-ALPES.

Conditions requises :
Formation initiale minimum de niveau III en documentation.
Solidité culture générale.
Maîtrise de l'anglais. Deuxième langue appréciée.
Pratique de la micro-informatique : logiciel Text et souhaité.
Connaissance du milieu industriel apprécié.
Qualités d'organisation, d'initiative, de sens du service ainsi qu'un bon contact
avec le public.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + CV)
AVANT LE 31 AOÛT 1989 à Monsieur le Directeur du CPTA - APPA,
55, Bd de Jodion 69694 VENISIEUX CEDEX

Le Monde
CADRESPROTEE
45, rue Saint-Roch
75001 PARIS

Association créée par les pouvoirs publics, les régions et les organisations professionnelles pour faciliter et accélérer l'utilisation des dispositifs de formation multimédia individualisée

RECHERCHE

1^o SON DIRECTEUR (poste réf. D)

Il travaille en étroite collaboration avec le président, le bureau et le conseil d'administration et organise les relations institutionnelles.

Il propose les orientations de politique générale et élabore les plans d'action à moyen terme.

Il prépare, met en œuvre et gère les budgets. Il dirige l'ensemble des services, recrute et administre le personnel.

De formation supérieure, il apporte une expérience confirmée de direction d'un département d'entreprises ou d'une PME.

Il possède une bonne connaissance des questions liées à la formation professionnelle et de l'économie générale des technologies de communication.

Animateur, négociateur, rigoureux, il est motivé par le développement d'une structure jeune et légère.

La pratique des langues étrangères est un atout important.

2^o SON RESPONSABLE DE COMMUNICATION (poste réf. C)

Il propose la politique de communication externe. Il en assure la mise en œuvre dans la limite des budgets définis.

Il élabore le style et la nature des messages, et plus largement le contenu de la communication.

De formation supérieure, il a une solide expérience de la communication d'entreprises. Mobile, autonome, créatif, rigoureux, il souhaite s'intégrer à une équipe jeune. La pratique des langues étrangères constitue un atout important.

3^o UN CHEF DE PROJET TECHNIQUE (poste réf. T)

Il conduit les travaux d'élaboration d'un guide des ressources de formation multimédia individualisée : appliquer les sous-ensembles du projet, en identifier les acteurs, préparer les accords de collaboration qui en découlent, mettre en œuvre les méthodes les mieux adaptées aux particularités du projet.

De formation supérieure, c'est un généraliste connaissant la formation professionnelle et ayant une culture technique minimum des technologies de communication. Il souhaite valoriser une première expérience dans la conduite des projets. Il possède des qualités d'animateur et apprécie le travail en équipe.

Adresser CV et prétentions à :

Monsieur le président

PROTEE

45, rue Saint-Roch, 75001 PARIS

L'Association Poitou-Charentes Europe

recrute

CHARGÉ DE MISSION

(H/F)

pour organiser, animer, promouvoir l'Euro-Info-Centre (EIC) Poitou-Charentes inscrit dans le réseau d'EIC Européens. Le développement de cet outil opérationnel d'information et d'appui aux entreprises sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (droit, économie, BAC + 4/5/6) ayant une première expérience des affaires européennes et de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions à :

CRCI (réf. EIC) - 15, place Jourdan, 87038 Limoges Cedex.

École supérieure

recherche

PROFESS. CONFIRMÉS

en

architecture des systèmes, électronique, informatique industrielle, force de vente, communication/publicité, commerce international, management européen.

Env. lettre + CV + photo
avant le 15 SEP 1989 à :

220, 22, rue des Francs
Bourgeois, 75003 Paris.

PHARMACIE (B1)
recherche

ASSISTANT(E)
Poste stable
Emploi partiel
Env. lettre + CV + photo
avant le 15 SEP 1989 à :

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

Le Monde
L'IMMOBILIERappartements
ventes

16^e arrdt

APTE AUTEUIL, bd. Sudon,
imm. 1930, étend., liv.,
2 ch., s.d., s./jard., rangs,
s./vis-à-vis, sol., calms,
2 398 000 F. 42-24-85-40.

locations
non meublées
demandées

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
APARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chambres.

(1) 45-62-78-99

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr. BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
SDS APPTs de 12, 15 et 17
P. T. 741. 42-80-20-42.

immeubles

Importante société
d'investissement achète apt
immeubles, appart., pavillons,
Paris et banlieue.
Pr. élevés et justifiés.
42-85-48-12.

bureaux

Locations

DOMICILIATION
BUREAU, TÉLÉPHONE, FAX,
AGECO, 42-94-85-28.

Domiciliation depuis 50 F/m
Paris 12^e St. 12, 15 et 17^e.
CREATION 17, 42-57-05-58.
INTER DOM 12, 42-40-31-48.

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés les services,
démarches R.C.-R.M.,
SOCIÉTÉ SERVICES
CH. 51, 75003 42-22-55-47.
NATION 42-41-81-81.

BUREAUX ÉQUIPÉS
Tous durées, tous services
DOMICILIATIONS
Franklin-Roosevelt, Bodde,
Rue-Saint-Honoré.

ACTE, 43-59-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitution de sociétés,
démarches et tous serv.
Permanent. Téléphoniques.

43-55-17-50.

ALEXANDRE-DUMAS

150 m² en 4/5 bureaux,
relais néufs, 15 000 F.
40-20-37-20.

كذلك في

Le Monde

Le Monde

La francis

La francis

La Suède part en

La Suède part en

SOMMAIRE

■ Quatre mois après l'annonce de leurs fiançailles, le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières renouent à leur mariage (lire ci-dessous).

■ La hausse des salaires du secteur privé s'est accélérée au premier semestre 1989 (lire page 30).

■ Pour limiter la circulation automobile en ville, la Suède envisage d'instaurer le péage urbain (lire ci-dessous).

■ L'économie belge est en bonne santé, mais certains responsables s'inquiètent des conséquences de sa francisation (lire ci-dessous).

En désaccord sur la distribution de leurs produits et le transport aérien

Le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières rompent leurs fiançailles

Quatre mois après l'annonce spectaculaire de leur alliance (le Monde du 29 avril), le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières (NF) - respectivement premier et second voyageur français - publient ce lundi 28 août un communiqué qui met fin au projet de mariage entre les deux groupes. Malgré la volonté affichée de « surmonter les divergences qui les séparent », il semble peu probable que se crée à partir des deux sociétés le mastodonte du tourisme français (2,7 millions de clients et 10 milliards de chiffre d'affaires) que les pouvoirs publics appellent de leurs vœux pour permettre à la France d'aborder en position de force le grand marché européen de 1993.

annoncés solennellement ce que voulait Jacques Maillot, celui-ci refuse par principe la présence d'Havas. Nous aurions préféré plus de pragmatisme de sa part ».

Obligation de prudence

« Pourtant, notre désaccord fondamental s'est fait jour essentiellement lorsqu'il s'est agi de développer une activité de transport aérien. Nous préférons créer une compagnie charter ex nihilo. Jacques Maillot nous a dit qu'il se faisait fort de relever la compagnie Corsair. Hormis le fait que celle-ci vienne de se voir retirer ses droits de trafic sur les Antilles par le Conseil supérieur de l'aviation marchande et qu'elle ne fasse plus voler que deux avions en location, je ne vois en aucune manière que le Club soit mêlé aux conséquences du passé de Corsair Air. Les audits demandés sur cette compagnie révèlent une situa-

tion catastrophique et obscure. Que le dépôt de bilan assainisse d'abord la situation, et nous verrons si l'affaire est jouable ».

« Vingt-trois mille employés et trente-trois mille actionnaires du Club me font confiance. Je suis obligé d'être plus prudent que Jacques et je ne peux laisser le Club devenir actionnaire de Nouvelles Frontières, propriétaire de Corsair Air, dont nous ne connaissons ni les tenants ni les aboutissants ».

A l'autre bout de la table, Jacques Maillot corrobore les termes de la dispute : « Dans le domaine de la distribution, Gilbert (Trigano) me propose aujourd'hui une opération à trois qui ne correspond pas à ce dont nous étions convenus. Il avait toujours été entendu que nous continuerions à deux un réseau de distribution commun à l'échelle nationale. Il parle maintenant de faire entrer dans ce réseau Havas, qui réalise 32 % des ventes du Club Méditerranée, ce qui veut dire intégrer à deux un réseau de distribution qui n'est pas commun à l'échelle nationale. Ce n'est pas ma politique ».

« Pour ce qui est de l'aérien, je me suis rendu compte que le Club cherchait plus à améliorer ses accords avec Air Charter, filiale d'Air France, qu'à créer une véritable compagnie. Gilbert... a aussi parlé d'associer Royal Air Maroc à notre tour de table, ce qui est une bonne idée mais très compliquée à gérer et qui donnerait à Air France, actionnaire de Royal Air Maroc, un droit de regard sur nos projets. Nous avons discuté avec Air France, mais M. Jérôme Seydoux, son propriétaire, nous proposait au mieux de devenir des clients privilégiés... ce que nous sommes déjà ».

« Je pense que la bonne solution serait de partir d'une compagnie française, d'une qualité et de développements des activités de moyen et long courrier. Corsair est une opportunité. Pas question de déposer le bilan de cette compagnie, car cela pourrait lui faire perdre ses droits de trafic. Je me souviens du dépôt de bilan du Point du Jour, qui avait vu le tribunal de commerce accepter sa reprise par le belge TEA et la direction de l'aviation civile refuser cette alliance ».

Apparemment pessimiste depuis plusieurs semaines sur l'évolution des négociations avec M. Gilbert Trigano, le patron de NF a préparé sa société à poursuivre sa course en

solitaire. Pour parer aux insuffisances de trésorerie qui sont le talon d'Achille de Nouvelles Frontières, il a procédé au mois de juin à l'augmentation de capital de sa filiale Nouvelles Frontières Tourisme, portée à 3 150 000 millions de francs à 30 millions de francs, et il a créé une autre filiale, Nouvelles Frontières Distribution, au capital de 140 millions de francs. Ces deux filiales sont la propriété à 85 % de Nouvelles Frontières International et pour 15 % de leurs salariés. Le patron de NF affirme haut et fort que ses banquiers - BCCM, CCF, Banque de l'entreprise, CEPME - l'aideront à financer l'ouverture d'une dizaine de points de vente par an.

On ne manquera pas de glosier sur cette rupture. Au-delà de l'opposition entre de fortes personnalités comme celles de M. Trigano et de M. Maillot et de la différence de culture entre leurs entreprises, c'est vraisemblablement deux logiques qui se sont affrontées. Le Club Méditerranée a pour religion de faire des bénéfices (300 millions de francs en 1988) et d'en distribuer à ses actionnaires, parmi lesquels on dénombre des représentants du Gotha politico-financier mondial, comme la Caisse des dépôts et consignations, ou le japonais Seibu Sanso, ce qui l'oblige à la circonspection et à quelques subtilités tactiques. En revanche, NF n'a de comptes à rendre qu'à ses fondateurs et salariés et n'a jamais réalisé de bénéfices substantiels. NF a autofinancé une croissance échevelée que M. Jacques Maillot a réalisée contre les « établissements » administratifs, aérien et touristique, qu'il prend un évident plaisir à provoquer et à tourner en ridicule.

A la lumière de cet échec, il sera intéressant de surveiller l'évolution des trois autres accords conclus depuis le début de l'année dans le tourisme. Le trio Scetia (SNCF), Sotair (Air France) et FRAM poursuit son petit bonhomme de chemin en préparant un catalogue de produits communs. Havas et Wagons-Lits se chamaillent pour la direction de leur filiale commune dans la distribution. On devrait connaître dans les prochains semaines la stratégie arrêtée par le nouvel ensemble Groupe A, formé par GMF (Go Voyages, FNAC voyage) et le club Agnarius (Hôtels Club, Air Liberté).

ALAIN FAUJAS.

ÉTRANGER

Une menace, selon certains responsables à Bruxelles

La « francisation » de l'économie belge

BRUXELLES de notre correspondant

En dépit d'un léger accident de vélo - les premiers langues affirmant que le premier ministre a roulé sur le « héros » froumou - Wilfried Martens a pu partir en vacances l'esprit serein. Il n'a fallu en effet que trois semaines à son gouvernement, composé de socialistes, de libéraux et du Parti fédéraliste flamand pour boucher le projet du prochain budget et trouver les économies nécessaires à la poursuite de la réduction d'un déficit budgétaire qui, en 1985, atteignait des sommets inédits.

Le premier ministre ne pourra oublier pour autant ce qui, pour certains, constitue malgré tout une réelle menace pour l'économie belge : l'entrée en force, depuis quelques années, des capitaux français. La prise de contrôle de la Société générale de Belgique par le groupe Suez, contre l'avis de l'OPPA menée de Cécile De Benedetti, a servi de révélateur. En s'appropriant ainsi la « vieille dame », Suez mettrait, en effet, la main sur des secteurs stratégiques de l'économie de la Belgique, des télécommunications à l'énergie, des fabrications métalliques aux activités portuaires. Ce dernier secteur est particulièrement sensible puisqu'il avait fait fortement réagir certains Anversois qui craignaient de voir « leur » port dirigé désormais depuis Paris.

Interventions statistiques

L'affaire de la Générale entre dans une longue série de prises de participation françaises, impossible toutefois de chiffrer cette présence. « Rechercher des chiffres sur les échanges belgo-français est un exercice assez vain dans la mesure où, quelle que soit la manière de les aborder, ils mentent... », pouvait-on ainsi lire dans le magazine économique belge Trends-Tendance du

13 juillet, qui avait consacré un numéro spécial aux Français en Belgique.

Flon sur les échanges proprement dits. « Officiellement », écrit Wilfried Martens, la balance commerciale penche en faveur de la Belgique : 97 milliards de francs français d'exportations vers la France en 1988, contre 87 milliards d'importations. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Pas grand-chose dans la mesure où les trois quarts des cafés consommés en France arrivent en Europe via l'Anvers et sont dès lors comptabilisés comme « exportations belges ». Inversement, 10 % à peine des sucres français importés sont consommés en Belgique, le reste étant réexporté. Flon aussi en matière d'entreprises où il est difficile de faire le tri entre les participations purement financières et les autres, les filiales et les sous-filiales, certaines d'entre elles achetant même des entreprises françaises.

Les responsables français - modestes parlent ainsi - « osent » ou de « symbolisent » entre les quelques deux mille entreprises - mille belges et mille françaises - qui ont traversé le Quai-Vrain. Cette « honorable » pègre mise à part, il faut bien se rendre compte que quelques secteurs stratégiques de l'économie belge sont maintenant dominés par les Français. Les assurances, par exemple, où la Royale belge, pour résister au raid d'un autre français, AXA, a fait appel à l'UAP. Sans oublier Assubel qui a vu entrer les AGF dans son capital, en compagnie certes des AG belges mais elles-mêmes fortement contrôlées par la « Générale ». « donc par Suez. Dans l'immobilier, la présence française s'est encore accentuée ces derniers temps par le rachat d'entreprises de travaux publics (Blaton, CFE...) mais aussi, depuis en gros le mois d'août 1988, l'entrée en force du groupe Bouygues. Un autre géant français - Havas - est aussi présent, et bien

présent en Belgique. « Impossible de faire deux pas dans le marché belge de la communication sans le rencontrer sous les apparences les plus diverses », estime Trends-Tendance. Il faudrait encore citer l'alimentation - après la reprise des conserves Marie Thérèse par BSN ou l'édition : les célèbres « Marabout » sont liés désormais à Fayard... Symbole de cette « francisation » de la Belgique : le premier et pratiquement le seul hebdomadaire francophone du royaume est contrôlé par l'Express. De même, Robert Hersant possède, depuis le dernier jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, 42 % du groupe Rossel, éditeur du premier quotidien francophone, le Soir...

Sous-traitance

Les réactions des dirigeants belges devant cette entrée en force continue des Français dans leur économie sont très diverses. Mis à part certains responsables flamands, la plupart ne se sentent pas véritablement « agressés ». « L'internationalisation de notre économie se complète d'un nouveau volet », déclarait ainsi Willy Claes, le ministre des affaires économiques, qui voulait signifier ainsi que les Français sont partis un peu en retard dans leur conquête d'un marché belge traditionnellement ouvert. D'autres, malgré tout, sont plus inquiets, estimant que cette « mainmise étrangère », et notamment française, sur l'économie de leur pays risque à terme de priver celui-ci du contrôle de ses centres de décision. « Les unités de production implantées sur le territoire national sont progressivement transformées en sous-traitants et, pour le reste, il faudra faire confiance à d'autres : à des donneurs d'ordres qui jugent du point de vue de l'intérêt, qui nous ne connaissons guère », expliquait ainsi M. Simon Goldstein, président de la célèbre école de commerce Solvay. Aujourd'hui,

l'économie européenne, et donc belge, se porte bien. Il y a de l'huile - enfin, de l'argent - dans les rouages et pas de conflit en vue.

Mais la situation pourrait se tendre si la conjoncture se retournait et si la crise s'installait de nouveau. Dans ce cas, c'est le chacun pour soi qui prime. « Alors les Belges pourraient être victimes d'un certain repli français », ajoutait un expert. D'autant plus qu'au niveau politique, si les relations entre Paris et Bruxelles sont apparemment au beau fixe, elles semblent manquer sérieusement d'ambition. Les Français connaissent mal la Belgique et les Belges ne connaissent pas la France. Mais qui est donc le vrai ministre ? s'interrogeait un haut fonctionnaire français avant d'entrer, à Bruxelles, dans une réunion avec les responsables belges.

Cette mauvaise connaissance de la Belgique se traduit par certains échecs. Ainsi, en décembre 1988, le gouvernement belge choisit l'hélicoptère italien Agusta au lieu des Eurocopter de l'Aérospatiale française pour remplacer ses Alouette II. Le Waterloo français, écrit Stéphane Renard dans le Vif-Express après la décision du gouvernement, ne doit pas grand chose à l'« Eurocopter français » dit, pour une large part, à ce travers propre à certains de nos voisins hexagonaux : cette belle assurance qui, en matière commerciale, peut se révéler catastrophique.

Symbole particulièrement parlant de ces ambiguïtés franco-belges : alors que Paris fait - on semble faire - le forcing pour défendre Strasbourg comme siège du Parlement européen, ce sont des entreprises en majorité à capitaux français qui, à Bruxelles, construisent le Centre international des congrès, justement appelé à abriter les sessions de l'Assemblée des Douze.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Envisageant d'interdire la circulation urbaine

La Suède part en guerre contre l'insécurité routière

STOCKHOLM de notre correspondant

Devant l'aggravation inquiétante de l'insécurité routière, les autorités suédoises avaient décidé de faire un test de deux mois en pleine période estivale, du 22 juin au 20 août : la vitesse maximale de 110 km/h à autoroute et de 90 km/h à deux voies et larges bandes de déviation serait abaissée à 90 km/h. Il s'agirait rapidement que les ressources de la police étaient largement insuffisantes pour assurer le contrôle. Pis : fait les premières estimations faites au bout de six semaines, davantage de personnes avaient trouvé la mort dans des accidents de circulation que les années précédentes à la même époque (1).

Pourtant, avant même que la période d'essai soit arrivée à son terme, une commission de la direction nationale de la sécurité routière votait - à une voix de majorité - pour le maintien, jusqu'à nouvel ordre, de la limitation à 90 km/h. La décision a provoqué un concert de critiques de la police et des usagers, qui font valoir que c'est précisément dans les secteurs où l'on pou-

vait rouler à 110 km/h que l'état des routes, la visibilité et la sécurité sont les meilleures. L'explication donnée par les autorités a également surpris : alors que le souci initial était la sécurité routière, le motif principal de la décision était soudain devenu la protection de l'environnement, une réduction de la vitesse devant nécessairement entraîner une réduction des émissions, notamment le dioxyde de carbone.

Les avis sont quelque peu partagés sur la question, et même un défenseur notoire de l'environnement comme M. Björn Gilbert, chercheur en biochimie, désapprouve cette mesure : ce n'est pas la vitesse qu'il faut limiter sur les routes, c'est réduire radicalement la circulation urbaine responsable, selon lui, de centaines de décès chaque année à cause de la pollution qu'elle provoque. Un sondage effectué au début de la semaine dernière lui donnait raison : plus de 70 % des personnes interrogées (âgées de vingt-deux à quarante ans) disaient être opposées au maintien de la limitation à 90 km/h et les mêmes trouvaient en revanche que c'est en ville qu'il fallait tout faire pour contraindre les automobilistes à laisser leurs véhicules à la maison.

Les autorités y ont déjà pensé. En mai 1988, une commission parlementaire avait été nommée pour élaborer un programme visant à limiter les inconvénients de la circulation urbaine sur la santé et l'environnement. Le 30 juin dernier, la commission a présenté un projet de loi autorisant les municipalités à imposer un taux des conducteurs de véhicules à moteur, à l'intérieur de certaines zones. Les municipalités doivent auparavant avoir demandé l'autorisation au gouvernement. Celle-ci ne sera toutefois pas accordée si la taxe vise à financer la construction de chaussées ou d'infrastructures de transports en commun - même si de telles mesures sont susceptibles d'améliorer l'environnement.

Des moteurs nouveaux

Pieurs modèles de taxes sont en cours de discussion. Quant au prélèvement de cette taxe, en attendant le contrôle tout électronique, il est prévu de donner à chaque automobiliste ayant acquis la rédevance une carte spéciale à fixer au pare-brise de son véhicule. La loi devrait être en vigueur le 1^{er} janvier

1990. La municipalité de Stockholm a ainsi calculé qu'une taxe de 25 couronnes par jour ferait diminuer la circulation de 15 %. Une taxe journalière de vingt couronnes réduirait la circulation de 20 % à Malmö et de 35 % à Göteborg. Les avocats de la suppression des voitures en ville ont manqué leur pari, commencer par le patron de Volvo, M. Per G. Gyllenhammar.

Le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, déclarait, le 23 août, que « toutes les grandes villes du monde devraient suivre l'exemple de Los Angeles et interdire l'utilisation, au-delà de 2007, des véhicules à essence ou diesel. Des industries automobiles doivent unir leurs efforts pour développer des types de moteurs entièrement nouveaux ».

FRANÇOISE NIETO.

(1) Du 22 juin au 6 août, le nombre des accidents sur les routes concernées est tombé de 166 à 126 (-24 %), par rapport à la période correspondante de 1988, mais le nombre des tués de 13 à 21. L'explication de ces évolutions contradictoires n'est pas connue pour l'instant.

La réforme des PTT : un non catégorique de la CGT

La fédération CGT des PTT s'insurge contre une éventuelle « séparation de la poste et des télécommunications » et dénonce la transformation de l'administration des PTT en « deux EPIC (établissements publics à caractère industriel et commercial), sans en prononcer le nom » (le Monde daté 27-28 août). La CGT soutient que, dans le rapport qui porte son nom, M. Hubert Prévot, « arrive aux mêmes conclusions que ses prédécesseurs de droite : séparer les PTT, s'engager résolument vers la privatisation, mettre à plat le statut du personnel ».

La fédération, qui réunira une conférence de presse, jeudi 31, au lendemain de la publication du rapport, assure que « le premier ministre (...) a tenu ses serments dans sa ligne ». « Le gouvernement va faire assaut de démagogie, de mensonge, pour le personnel et essayer de lui opposer les usagers », conclut le syndicat avant d'assurer que « le personnel et les cadres rejettent quasi unanimement la séparation des PTT, toute forme de privatisation et la casse du statut ».

INSOLITE

Des « junk-foods » aux « papy-foods »

C'est un célibataire, jeune, urbain, vivant seul, plutôt sans religion, locataire d'un studio avec une petite cuisine mal installée. Le « célibataire campeur », ainsi décrit par le CREDOC dans une enquête sur les Français et l'alimentation, s'approvisionne au jour le jour, jette beaucoup, et mange sur le pouce des produits transformés. C'est le client privilégié des plats cuisinés et des « junk-foods » : barres chocolatées, biscuits apéritifs, etc.

A l'autre bout de l'échelle, qui distingue sept profils correspondant à des stratégies de consommation spécifiques, le marché de l'avenir : celui des personnes âgées. Appelées à devenir de plus en plus nombreuses, elles réclament des produits spécifiques, les « papy-foods », livrés en petit conditionnement et compatibles avec une santé fragile... mais néanmoins bon marché et de saveur agréable. Un marché, note le CREDOC, encore « presque totalement vierge ».

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Une étude du ministère du travail

Reprise des salaires dans le secteur privé au début de 1989

Une accélération sensible des hausses de salaire dans le secteur privé, mais pas de véritable « dérapage » : c'est l'évolution que décrit, à partir de sa dernière enquête trimestrielle, le ministère du travail, dans le premier numéro d'une nouvelle publication, *Premières synthèses* (1). La reprise a été particulièrement marquée au premier trimestre 1989 (+ 3,9 % par rapport au premier trimestre 1988). Mais, selon l'étude, « la désinflation des salaires sur les prix ne semble pas remise en cause », les augmentations intervenues apparaissant plutôt comme des « avances » sur le calendrier habituel.

L'accélération de 1,3 % des salaires au cours des trois premiers mois de 1989 « met fin à une période de stabilité qui prévalait depuis le milieu de 1987 ». Depuis cette date, le taux de salaire hors-ne se progressait en effet que de 3,4 % l'an. La variation enregistrée au début de l'année est d'ailleurs « la plus élevée depuis le troisième trimestre 1985 ». Explication : non seulement les hausses accordées sont plus fortes (autour de 1,5 %), mais elles concernent aussi une proportion de salariés croissante (18 % au cours des derniers mois de 1988, mais près de 22 % au premier trimestre 1989).

● **Salaire horaire ouvrier** : 1 % au deuxième trimestre 1989. — Selon les résultats provisoires de la dernière enquête trimestrielle publiée par le ministère du travail, le taux du salaire horaire ouvrier a progressé de 1 % au cours du deuxième trimestre 1989, ce qui porte l'augmentation à 4 % sur un an, contre 3,5 % un an auparavant. Sur le trimestre, le SMIC a augmenté de 1,9 % et sur douze mois de 4 % (augmentation intervenue en 1988, en fait). D'autre part, la durée hebdomadaire effective du travail, en hausse saisonnière, a remonté à trente-neuf heures pour l'ensemble des salariés (39,2 pour les ouvriers, 38,85 pour les employés), retrouvant les niveaux de juillet 1988.

L'enquête estime toutefois que cette dernière évolution pourrait bien n'être que provisoire. Depuis mai, le pourcentage de salariés concernés par des revalorisations s'est en effet réduit et se situe à un niveau inférieur à celui de 1988. « Tout semble donc s'être passé comme si un certain nombre de salariés avaient bénéficié d'une « avance » par rapport aux hausses qu'ils auraient perçues autrement plus tardivement. » Cette analyse, qui peut rassurer les pouvoirs publics, inquiète des effets d'entraînement du privé sur les revendications des fonctionnaires, conduit le ministère du travail à évaluer à 0,6 % l'an « l'accélération durable » du taux de salaire horaire. En outre, citant les premiers éléments disponi-

bles pour le mois de juillet, l'enquête assure que, « après l'avance du premier trimestre, les salaires retrouvent un rythme de hausse plus modéré ».

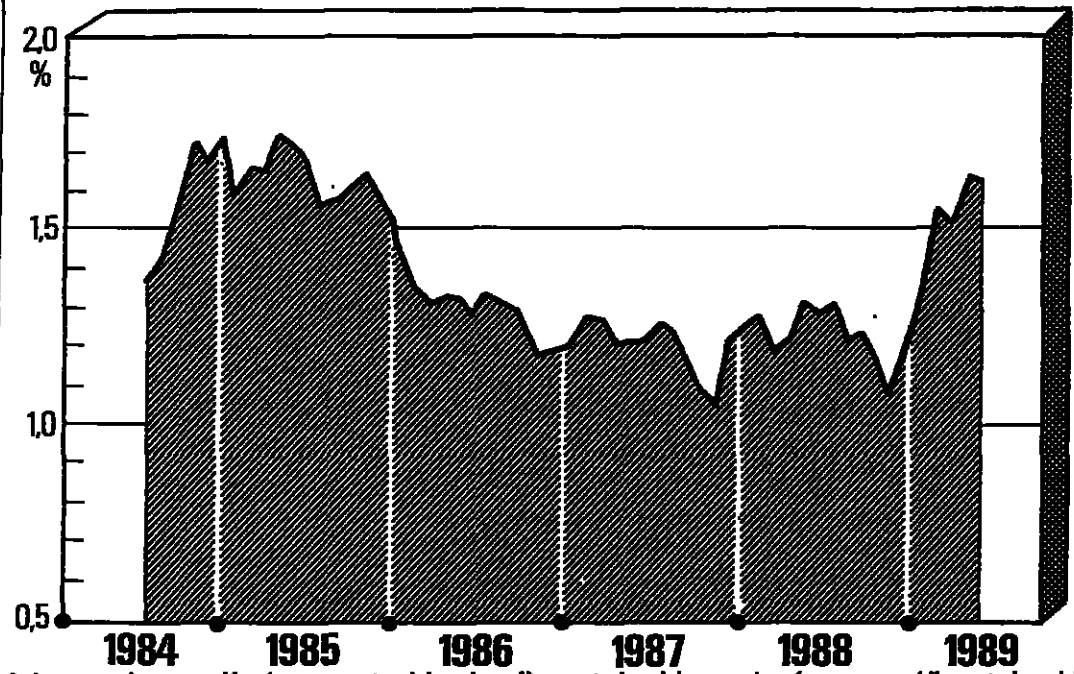
Par secteurs, d'autre part, le bâtiment est celui où la hausse est la plus ancienne et la plus marquée : l'industrie, où la reprise de l'emploi est plus récente, n'a commencé à « lâcher du lest » sur les rémunérations qu'au début de 1989. Par catégories sociales, les cadres, qui bénéficient, de 1986 à la fin de 1988, de revalorisations supérieures de 0,5 % à celles des autres salariés, ont perdu cet avantage : aujourd'hui, les employés doivent consentir davantage d'efforts pour s'attacher les services de certains ouvriers ou employés qualifiés.

Enfin, l'enquête insiste sur le fait que « l'impulsion des hausses de salaire effectivement versées début 1989 provient essentiellement des entreprises ». Le niveau moyen des accords négociés jusqu'à présent s'établit à 3 % contre 2,5 % l'an dernier à pareille époque. Les bons résultats enregistrés par les entreprises en 1988, mais aussi « un certain développement de la conflictualité, le plus souvent motivée par des questions salariales », expliquent cette progression, selon le ministère du travail.

J.-M. N.

(1) *Premières Synthèses*, n° 1, août 1989, ministère du travail et de l'emploi, service des études et de la statistique, 1, place de Fontenay, 75700 Paris. Tél. : 40-56-51-62.

La remontée des salaires ouvriers * (1984-1989)



* Augmentations accordées (en pourcentage) lors des relèvements de salaires ouvriers (moyenne mobile sur trois mois). Source : Ministère du travail.

Une enquête de l'ANPE

Les chômeurs étrangers en France : une population masculine urbaine et à faibles revenus

Une population à dominante masculine, urbaine, implantée depuis assez longtemps en France mais peu qualifiée, vivant souvent avec un conjoint, et bénéficiant de faibles revenus : les chômeurs étrangers non européens inscrits à l'ANPE présentent des caractéristiques assez homogènes, bien que toutes les nationalités ne soient pas exposées dans une même proportion au risque de chômage. Ce constat résulte d'une enquête menée par l'Agence nationale pour l'emploi auprès d'un échantillon représentatif des quelque 272 000 demandeurs d'emploi étrangers appartenant à des pays non membres de la CEE recensés en 1986 et publiée par les services statistiques du ministère du travail (1).

Alors qu'en 1986, les hommes représentaient 52 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, cette proportion est de 72,3 % parmi les étrangers. Ces derniers comprennent par ailleurs une part plus faible de moins de 25 ans (19 % contre 35 % pour l'ensemble des chômeurs). En revanche, la répartition par sexe des jeunes demandeurs d'emploi est plus équilibrée, qu'ils soient français ou non. Les chômeurs étrangers sont, comme on s'y attendait, essentiellement urbains (63 % vivent dans des agglomérations importantes) et 66 % d'entre eux, contre 39 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, ont un conjoint, ce qui s'explique notamment par une moyenne d'âge plus élevée. Ils ont aussi plus souvent des enfants à charge (16 % ont en France au moins cinq enfants à charge).

Par ailleurs, les allocations de chômage perçues par les immigrés bénéficient surtout aux hommes et aux adultes de plus de 35 ans et leur montant est plutôt faible : 34 % déclaraient en 1986 disposer d'une allocation n'excédant pas 2 000 F et 35 % n'étaient pas indemnisés (contre 28 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi).

J.-M. N.

(1) Dernière statistique du travail et de l'emploi, n° 50 juillet 1989.



Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

En fait, cela n'existe pas. Parce que vous êtes unique. Il y a des êtres formidables qui ne demandent qu'à vous rencontrer, précisément pour cette raison. Comment faire pour que leur chemin et le vôtre se croisent ? Votre seule chance est-elle de multiplier vos rencontres, en faisant confiance au hasard ?

Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que Ion International vous propose : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Étude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir, puisque votre inscription est valable jusqu'au choix définitif.

Pour recevoir une documentation complète : faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez cette demande.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre livre d'informations et concours « Pour un couple nouveau ».

M., Mme, Mlle Age
Prénom
Adresse

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.79.85
■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.30
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant Tél. : (022) 46.84.88

● **Ion International**
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

POINT DE VUE

Sécurité sociale et sexisme primaire

par Jean-Jacques Dupeyrou

DEUX homosexuelles vivent ensemble. L'une est assurée sociale ; pas l'autre. Elles réclament le bénéfice d'une disposition du code de la Sécurité sociale selon laquelle l'assurance-maladie d'un assuré social — ou d'une assurée — couvre les frais médicaux de la personne avec laquelle il ou elle « vit maritalement » et qui se trouve entièrement à sa charge. Question-clé : la notion de vie maritale — expression aujourd'hui préférée à celle d'union libre ou au vieux mot désuet de concubinage — est-elle applicable aux couples d'homosexuels ?

Après des années de contentieux, le verdict très attendu de la Cour suprême est tombé le 11 juillet dernier. Verdict négatif : en se référant à la notion de vie maritale, le législateur a seulement visé « la situation de fait consistant dans la vie commune de deux personnes ayant décidé de vivre comme des époux sans pour autant s'unir par le mariage, ce qui ne peut concerner qu'un couple constitué d'un homme et d'une femme ».

Cette affirmation dépourvue de toute argumentation suscite une forte impression de déjà-vu. Elle découle en dernière analyse d'une logique qui concerne tout autant les couples hétérosexuels. Pendant très longtemps, en effet, nos tribunaux ont manifesté la plus vive répulsion à l'endroit d'une vie commune entre un homme et une femme en dehors des liens sacro-saints du mariage. Ainsi, au nom de l'immoralité d'une telle situation, le testament de l'un en faveur de l'autre était annulé ; de même, celle du conjoint ne pouvait s'opposer à la succession d'un tiers. S'agissant de couples hétérosexuels, ces billonnages pseudo-juridiques n'ont pu résister à l'évolution des mœurs. Mais l'Histoire se remettaient à bégayer, l'opprobre étant jeté non plus sur le concubinage en général, mais sur les couples homosexuels : à la défense du mariage succéderait, toujours au nom de l'ordre moral, celle de l'orthodoxie des relations sexuelles... Peut-être (1). Mais en ce qui concerne la loi de l'assurance-maladie, une telle analyse risque d'occulter les vraies données du problème.

Cette assurance couvre les dépenses médicales des enfants de l'assuré (e) tant que ces enfants n'ont pas atteint un âge limite, variant selon les cas. Au-delà de cette limite, le content du périmètre, même si aucune autre assurance ne prend le relais — ce qui est loin d'être hypothèse d'école ! — même s'ils restent totalement à la charge de leurs parents.

Au contraire, tel un éternel enfant, le conjoint qui n'est pas lui-même assuré social ne sort pas du périmètre, quel que soit son âge, qu'il y ait ou non des enfants au foyer, qu'il dispose ou non de ressources personnelles. Autrement dit, au regard d'un système constitué par un ensemble de régimes dont le fondement est toujours professionnel, l'inactivité professionnelle des enfants n'est tenue pour légitime que jusqu'à un certain âge — au-delà duquel : « ils n'ont qu'à travailler ».

Est-il besoin de faire un dessin ? Sous le mot neutre de conjoint, c'est évidemment l'épouse que l'on a visé. Hélas, transparent : notre société n'a jamais vu d'un très bon œil celui qui vit aux crochets de sa femme alors qu'il pourrait travailler ; mais la situation inverse est parfaitement acceptée. La vocation profonde de la femme mariée, servante de son époux, n'est-elle pas de se consacrer à des tâches domestiques plutôt qu'à exercer une activité professionnelle à l'extérieur du foyer, même si ce foyer n'a aucun enfant à sa charge ?

Tenant pour légitime l'inactivité professionnelle du « conjoint », notre droit de la Sécurité sociale a, en réalité, consacré une conception archaïque — de la répartition des rôles dans le couple conjugal — relative du sexisme le plus primaire.

Notons au passage que cette solution encourage vivement le travail au noir et que ce sont ceux et celles qui travaillent et cotisent qui en supportent les frais : la dactylo du grand avocat participe au financement des frais médicaux de l'épouse oisive de son patron.

À partir de 1974, dans le cadre de la politique dite de généralisation, le législateur s'est efforcé de distribuer entre les divers régimes professionnels les populations restées en marge. C'est ainsi que la loi du 2 jan-

vier 1978 a pris en considération le cas de celui ou de celle qui « vit maritalement » avec un assuré social et se trouve entièrement à sa charge. Ce dernier n'est pas chargé rien au fond de l'affaire. Sous une symétrie de façade, c'est toujours la même démarche, légitimant l'inactivité professionnelle de la femme qui partage sa vie avec un homme.

Si ce sont bien là les schémas qui ont sous-tendu les solutions légales, et cela paraît évident, il est non moins évident que les couples constitués par deux hommes ou par deux femmes ne sont pas entrés dans les desseins du législateur.

Solutions satisfaisantes ? Sûrement pas. Une assurée sociale entretient totalement son fils qui, ayant terminé ses études, cherche en vain emploi ou stage, et un ami de son fils avec lequel elle « vit maritalement » et qui s'accommode fort bien de cette situation : son assurance-maladie, les dépenses de l'assurance second, mais pas celles du premier.

Complications, injustices (2), incohérences : comment pourrait-il en aller autrement à partir du moment où l'on a préféré à un système unique de type britannique une pluralité de régimes à base professionnelle et où l'on veut aujourd'hui, par toutes sortes d'artifices, contraindre ces régimes professionnels à couvrir presque toute la population ?

(1) La Cour de cassation a rendu, le 11 janvier 1989, un arrêt usant des mêmes termes pour rejeter la requête du conjoint d'un steward d'Air-France qui entendait bénéficier des tarifs de faveur accordés par la compagnie aux « conjoints en union libre » (sic) de ses agents.

(2) On oublie trop souvent que nombre de travailleurs précaires cotisent au régime général, mais... pas assez pour bénéficier de son assurance-maladie !

(Publicité)

DIPLOME D'UNIVERSITÉ (3^e cycle) : gestion et exploitation des transports publics de voyageurs.

Niveau requis : BAC + 4 ou équivalent (ingénieurs, architectes, etc.).

6 mois d'enseignement et 3 mois de stage.

Formation de haut niveau avec le soutien officiel des milieux professionnels.

Dépôt des candidatures avant le 15 SEPTEMBRE à :

Christian LEFÈVRE, Institut d'urbanisme de Paris, Université de Paris, 12, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 CRETEIL CEDEX.

Contact - C. LEFÈVRE, tél. : 42-07-90-38 ou 43-41-94-84 ; B. GELBMANN, tél. : 47-66-03-60.

REPÈRES

Croissance

Ralentissement

en Corée du Sud

Le produit national brut (PNB) de la Corée du Sud a été de 6,5 % en rythme annuel au premier semestre, contre 11,8 % au cours de la même période, l'année précédente. Il s'agit du plus faible taux de croissance semestriel enregistré par la Corée du Sud depuis huit ans. La croissance du PNB sud-coréen est supérieure à 10 % annuellement depuis 1986. Elle s'était élevée, en moyenne annuelle de 1978 à 1985, à 7,5 %.

Commerce

international

La CEE, premier client

du Chili

Le montant des importations de la CEE en provenance du Chili a atteint en 1988 2,8 milliards de dollars (17 milliards de francs environ) alors que le total des exportations chiliennes s'est élevé l'an dernier à 7 milliards de dollars, a indiqué le ministère des affaires étrangères du Chili. La Communauté européenne est ainsi le premier client du Chili, absorbant 38,8 % de ses exportations (l'ensemble sous la forme de fruits et de cultures) contre 19,8 % pour les États-Unis.

● **RFA : baisse des prix en août.** — Les prix à la consommation en Allemagne fédérale ont diminué de 0,1 % en août, par rapport au mois précédent, selon les chiffres provisoires publiés par l'Institut fédéral des statistiques de Wiesbaden. C'est la seconde baisse mensuelle consécutive enregistrée en RFA. Elle ramène l'inflation, calculée en rythme annuel, à 2,8 % (contre 3 % en juillet et 3,1 % en mai et juin).

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE



LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5152.36.

أول مرة في العالم

BOURSE DU 28 AOUT

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]

SICAV (sélection)

[illegible]

Cote des change

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 28/8	COURS DES BILLETS Achat	Vente
1000-1000 \$ (1)	8 811	8 815	8 400	9 880
CU	8 887	8 885		
1000-1000 \$ (100 DNE)	23 328	23 370	228 500	246 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	19 125	16 120	15 800	18 800
1000-1000 \$ (100 DNE)	281 050	286 780	288 500	309 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	88 850	88 700	88 500	91 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	91 540	91 500	91 500	95 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	10 364	10 348	10	10 650
1000-1000 \$ (100 DNE)	12 913	2 815	3 750	4 880
1000-1000 \$ (100 DNE)	4 687	4 657		
1000-1000 \$ (100 DNE)	39 687	360 480	378 500	400 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	299 850	59 750	58 500	103 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	47 890	47 837	46 400	48 500
1000-1000 \$ (100 DNE)	7 380	7 380	7 380	7 750
1000-1000 \$ (100 DNE)	4 033	4 032	3 900	4 000
1000-1000 \$ (100 DNE)	5 626	5 626	5 410	5 610
1000-1000 \$ (100 DNE)	8 802	5 577	4 440	4 600

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par.	COURS 28/3
Or fin battu en barre	77050	76850
Or fin lingot	77200	77000
Pièces d'Inde 20 fr	447	448
Pièces françaises (10 fr)	368	368
Pièces indiennes (20 fr)	491	498
Pièces latines (20 fr)	444	444
Sucre ind.	580	585
Pièces de 20 dollars	2710	2710
Pièces de 10 dollars	1350	1330
Pièces de 5 dollars	680
Argent	260	258
Pièces de 10 florins	468	468
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

Hors-cote

Bangor Hydro-Electric	330	---	---
Barnes	975	---	---
Belfast	215	---	214
Blackburn	578	---	---
Chorlton-on-Med.	578	---	---
Cochery	280	---	---
Conifer	56 50	56 50	---
C. District, Fossils	180	---	---
Croft	365	---	---
Gachet	176	179 50	---
Guy Doyenne	800	---	---
Harlow-Hemlock-2m	210	---	---
Hemlock	210	---	---
Media Immortelle	240	---	---
Merced	520	---	---
Parade, Parade	422	368	---
Parade-Garage	211	---	---
Parade H.V.	16	194 50	---
St-Gabriel-Emballage	190	---	---
Sans-Marie	387	---	---
Sea, Empire, Val.	55 30	---	---
S.P.P.	288	216	---
St-Luc-sur-le Mont	190	---	---
Libre	550	550	---
Libre	280	---	---
Libre	144	121 50	---
Libre	1470	---	---

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

دليل في الحلال

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Attentats et répression en Colombie. 4 Liban : la diplomatie a pris le pas sur les canons. - La déclaration de M. Dumas. 5 Pologne : le chef du KGB a rencontré M. Mazowiecki. 6 La conférence sur le Cambodge.	7 La fin du voyage de M. Rocard dans le Pacifique. 8 Conflit entre rocardiens à Avignon. - M. Le Pen affirme qu'il n'y a pas de vie sociale sans discrimination.	10 La part de l'environnement dans le budget de l'Etat s'effrite depuis dix ans. - Des volcans en activité sur Triton, satellite de Neptune. 11 Bicentenaire : inauguration de l'Arche de la Fraternité. 12 Sports : Cyclisme, Football, Formule 1.	13 Le Festival des films du monde à Montréal. - Ariane Mnouchkine tourne <i>La Nuit miraculeuse</i> . - Le Festival de musique de Lucerne. 15 COMMUNICATION : un entretien avec le producteur Jacques Kirsner. - Echees.	29 Le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières rompent leurs fiançailles. 30 Reprise des salaires dans le secteur privé. - « Sécurité sociale » et sixième primaire : un point de vue de M. Jean-Jacques Dupeyron. 32-33 Les marchés financiers.	Abonnements 7 Annonces classées : 20 à 28 Carnet 15 Loto, Loto sportif 16 Météorologie 16 Mots croisés 16 Spectacles 14 Radio-Télévision 16	Les événements du Liban heure par heure 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3616 tapez LM

L'OPA de Suez sur Victoire

La COB adresse à M. Vernes un second rappel à l'ordre

La Commission des opérations de Bourse (COB) a rendu public, lundi 28 août et pour la seconde fois en quelques jours, un communiqué destiné à clarifier les règles qui président au bon déroulement d'une offre publique d'achat. La COB rappelle que selon les dispositions de sa décision générale du 25 juillet 1978, « rien ne doit empêcher que tous les actionnaires soient placés, dans les faits, comme en droit, dans des conditions identiques ».

Le gardien de la Bourse ajoute ensuite qu'en cours d'OPA « il serait anormal » que des opérateurs plus ou moins liés au groupe attaqué entreprennent de se défendre « par des achats sur le marché. Le règlement général du conseil des Bourses de valeur prévoit la procédure de l'offre concurrente, c'est par ce moyen que doit s'exprimer une telle contestation car il permet en pareil cas de réserver un traitement égal à

l'ensemble des actionnaires désireux de céder leurs titres ». Autrement dit, à une OPA doit correspondre une contre-OPA. Sans solution de rechange. Ce second communiqué de la COB — tout comme le premier qui rappelait l'obligation de déclarer toute acquisition de titres supérieure à 0,5 % ou 5 % — peut être interprété comme un rappel à l'ordre en direction de M. Jean-Marie Vernes, président de la Compagnie industrielle. La Compagnie financière de Suez avait, en effet, fait part au « gendarme » de la Bourse de ses craintes sur une politique de rattachement en Bourse de son adversaire. Par ailleurs, la cotation des actions de la Compagnie industrielle sera suspendue, le 28, 29, et 30 août. Mercredi 30 août, M. Vernes devrait rendre publique sa riposte à l'OPA de Suez sur le groupe d'assurances Victoire.

Y. M.

Echange d'ambassadeurs entre la Pologne et le Saint-Siège

A la suite du rétablissement le 17 juillet dernier de leurs relations diplomatiques, la Pologne et le Vatican ont officiellement procédé, samedi 26 août, à l'échange de leurs ambassadeurs. Le président Jaruzelski a nommé comme représentant auprès du Saint-Siège, M. Jerzy Kuberski, chargé jusqu'à l'ambassade de Pologne à Rome des contacts avec le Vatican.

La Pologne est le premier Etat du pacte de Varsovie à entretenir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Dans un pays où l'antisémitisme est l'un des plus virulents d'Europe, l'une des tâches du nouveau nonce apostolique nommé par le Vatican, Mgr Jozef Kowalczyk, polonais lui-même, devrait être d'inciter la hiérarchie catholique locale à sortir de son isolement.

(Lire page 9 nos articles sur le Carmel d'Auschwitz.)

● PANAMA — Une junte de gouvernement pourrait remplacer le président Solis Palma. — Le principal dirigeant du Parti révolutionnaire démocratique (PRD, au pouvoir), M. Carlos Duque, a indiqué dimanche 27 août qu'une junte de gouvernement pourrait remplacer le 1^{er} septembre prochain le président en exercice, M. Manuel Solis Palma — dont le mandat prend fin à cette date. M. Duque a par ailleurs envisagé la participation d'un représentant de l'armée à cette junte. Cette déclaration intervient après l'échec des négociations entre le pouvoir et l'opposition coalisée commencées sous l'égide de l'Organisation des Etats américains le 21 août. — (AFP.)

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient pour dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. — Répertoire d'expansion, 111, rue Lafayette (10^e) 8^e Gare du Nord. 48-97-18-18.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITE!

LE MONDE DE LA BOURSE
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE
36.15 LEMONDE

A B C D E F G H

A Charvieu-Chavagneux

Le responsable du Front national qui avait tiré sur des Maghrébins a été laissé en liberté

LYON
de notre bureau régional

Un accord de principe sur « une solution qui permettrait d'assurer la liberté de culte et de mettre définitivement fin aux contentieux existant depuis plusieurs années » a été signé, dimanche 27 août, en fin de journée entre le maire de Charvieu-Chavagneux, M. Gérard Desmoutz (RPR), et les responsables de la communauté musulmane, en présence de MM. Jean-Paul Proust, préfet de l'Isère, et Louis Montchovet, sous-préfet de Vienne.

Selon le président de l'Association culturelle islamique de Charvieu, M. Abdelhak Benyahia, les deux parties sont tombées d'accord pour monter le bâtiment préfabriqué que le conseil général de l'Isère, présidé par M. Alain Carignon (RPR), s'est engagé à faire installer dès cette semaine, sur l'endroit même où se trouvait le lieu de culte détruit à la pelle mécanique il y a une dizaine de jours. Mais cette mesure ne devant être que provisoire, le maire a proposé, en vue du règlement sur le fond du différend, l'achat d'une villa de deux cents mètres carrés, en plein centre de la commune. Toujours selon M. Benyahia, M. Desmoutz se serait engagé à mettre à la disposition de la communauté deux salles de classes de l'école communale pour permettre l'enseignement du Coran et la pratique scolaire aux enfants de la communauté.

Enfin, le conseil municipal s'engageait à tenir des réunions périodiques avec les responsables de la population islamique, afin de résoudre différents problèmes latents : logement, emploi, et ségrégation dans les équipements municipaux — comme le gymnase, par exemple —, dont cette catégorie de citoyens est, selon M. Benyahia, « victime depuis l'arrivée de Gérard Desmoutz à la mairie ».

La décision finale d'achat de la villa ne pourra, toutefois, intervenir avant quarante-huit heures, son propriétaire rentrant de vacances mercredi 30 août seulement. Le prix de la transaction, environ cent mille francs, représenterait, selon le responsable de la communauté islamique, le quart du coût de la construction du centre culturel dont le permis de construire, déposé en

1987, avait été refusé par M. Desmoutz.

Cet accord ramènera-t-il le calme dans l'agglomération où la tension était restée vive tout au long de la semaine dernière et où le risque d'un nouvel incident semblait permanent ? La preuve de cette tension en avait d'ailleurs été administrée, vendredi 25 août en soirée, où un homme de quarante-six ans, M. Jacky Portocolligou, responsable local du Front national et dont l'épouse, Annie, a été élue en mars dernier au conseil municipal de Charvieu-Chavagneux, a tiré une cartouche de fusil de chasse en direction d'un groupe de jeunes gens — dont une majorité de Maghrébins — sans toutefois atteindre quiconque (nos dernières éditions datées 27-28 août).

« Apaiser les esprits »

« Mon arme était chargée avec des grains de riz », a déclaré aux gendarmes M. Portocolligou. Aucun impact des projectiles ni aucune douille n'ayant été découvert sur les lieux, cette affirmation n'a pu être confirmée. Après avoir été gardé à vue toute la nuit à la gendarmerie, M. Portocolligou a été remis en liberté. Une procédure pour « voies de faits avec arme n'ayant pas entraîné d'incapacité » a néanmoins été ouverte contre lui.

M. Portocolligou — dont la villa avait accueilli le jour même plusieurs responsables du Front national, dont M. Bruno Mégret, délégué national, qui y tint sa conférence de presse — a expliqué son geste en affirmant qu'il avait été insulté par plusieurs des jeunes gens au moment où il passait en voiture. Rejoignant son domicile, il s'était alors saisi d'une des armes placées dans un râtelier et était redescendu, accompagné de son fils, Eric, vingt-sept ans, en direction de la mairie. Selon lui, un coup de feu aurait été tiré dans sa cour, arrivés là. Mais les gendarmes, arrivés très rapidement sur les lieux et qui ont entendu les jeunes gens, n'ont réuni aucun témoignage susceptible de conforter cette déclaration.

Averti de cet incident, M. Gérard Desmoutz avait cherché, cette fois, à calmer la situation, dénonçant « tout acte de violence, surtout dans cette période où il est urgent d'apaiser les esprits ».

M. Le Pen et les grains de blé

Commentant, samedi 26 août, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), l'incident de Charvieu-Chavagneux (Isère), où un responsable du Front national, M. Jacky Portocolligou, a tiré vendredi sur un groupe de Maghrébins, M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, a notamment déclaré : « On a fait grand bruit de quelqu'un qui aurait tiré un coup de fusil sur des Arabes. Or on a finalement appris que le fusil était chargé avec des grains de blé. En bref, qu'il s'agissait d'un coup de fusil à blanc. Il a voulu tirer et, en même temps, s'embraser. »

Estimant que M. Portocolligou avait probablement été aggrégé « chez lui », M. Le Pen a ajouté : « Nous sommes des défenseurs de la légitime défense. Nous voulons être maîtres chez nous, dans nos communes, dans nos régions, dans notre pays. »

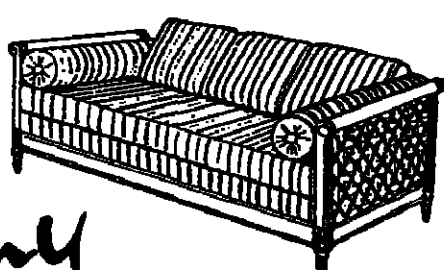
LE PRIX DE LA MODE ET LES PRIX DU METRE...

Il y a abondance de Mode dans chaque mètre de nos tissus, mais sous le prix de la Mode. Pour de superbes tissus, nos prix sont de braves prix, qui n'ont pas la « grosse tête », des prix charismatiques genre : 38 €, 92 €, 25 €, 178 €, 64 €, 245 €, etc., il y en a pour tous les goûts, des prix ronds, style 100 €, 50 €, 200 €, 150 €, des prix gemis, compléments, rassurants et même géniaux...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines, Conformes également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochel). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Étonnante collection de lits de repos...



Rémy
Remy : 90-82, rue du Faubourg Saint-Antoine 12^e, 43-45-58.

Aux Etats-Unis

Premier lancement de satellite par une fusée privée

Pour la première fois dans l'histoire aérospatiale américaine, un satellite a été lancé par une fusée commerciale privée. Marco Polo 1 (150 millions de dollars, 1 200 kg), premier satellite britannique de télévision directe, a été placé sur orbite lundi 28 août à 0 h 59 (heure française) par un lanceur Delta 187 à trois étages construit et commercialisé par la firme américaine McDonnell Douglas et tiré depuis Cap Canaveral (Floride).

A la suite de l'explosion de la navette Challenger le 28 janvier 1986, l'ancien président Ronald Reagan avait ordonné à la NASA de cesser de lancer des satellites commerciaux à l'aide de navettes. Cette tâche, selon lui, devait être réservée à l'industrie privée.

Le tir de la nuit de dimanche à lundi n'est pas seulement un autre

lancement, mais le début d'une nouvelle industrie, un événement décisif, a déclaré M. Stéphanie Lee-Miller, responsable au département américain des transports, qui délivre les autorisations de lancements commerciaux. Une trentaine de ces autorisations devraient être délivrées dans les quelques années à venir, a-t-elle précisé.

Outre McDonnell Douglas, deux autres firmes américaines vont assurer ces lancements : Martin Marietta, avec ses fusées Titan, et General Dynamics, avec son lanceur Atlas. Elles vont concurrencer directement ArianeSpace, firme européenne, privée elle aussi, qui commercialise les services de la fusée Ariane. Plusieurs satellites américains ont été lancés par ArianeSpace, et d'autres figurent sur son carnet de commandes.

EN BREF

● M. Mitterrand se rendra en Equateur. Le président de la République, M. François Mitterrand, se rendra du 9 au 13 octobre prochain en voyage officielle en Equateur. Le dernier voyage d'un président de la République française dans ce pays d'Amérique latine remonte au mois de septembre 1984, date de la visite officielle du général de Gaulle.

● Arrestation à Toulon d'un membre de la Camorra. — Mario Iovino, cinquante et un ans, considéré comme un des chefs de la Camorra napolitaine, a été arrêté, dimanche 27 août à Toulon, par la police française, en coopération avec la police italienne. Plusieurs membres de la Camorra ont été arrêtés, cette année, sur la côte d'Azur devenue un de leurs points de rencontre privilégiés. Le numéro 1 de la Camorra napolitaine, Nunzio Barbarossa, cinquante huit ans, avait notamment été arrêté le 15 février avec deux de ses lieutenants à Nice.

● Manifestation à Rouen en faveur d'un avorton harcé. — Une quarantaine de personnes, membres de plusieurs associations de soutien aux musulmans, dont l'Aide aux musulmans français rapatriés d'Algérie (AMFRA), se sont symboliquement enchaînées, avec des attaches en matière plastique tricolores, devant les grilles de la préfecture à Rouen (Seine-Maritime), samedi 26 août, pour protester contre un arrêté d'expulsion visant M. Zebat Abdelhaman, ancien harcé.

Engagé dans l'armée française en 1965, ce dernier avait bénéficié, au lendemain de sa démobilisation, d'une déclaration dite « reconnue » qui lui permettait d'obtenir la nationalité française, document qu'il n'a jamais renvoyé. Une délégation a été reçue par le secrétaire général de la préfecture, qui a « d'ores et déjà accordé une prolongation de séjour à M. Abdelhaman » et promis « de réexaminer le dossier ».

SCIENCE + VIE

ECONOMIE

NOS PATRONS SONT-ILS COMPÉTENT ?

Il n'y a pas de formation spécifique à la direction d'entreprise en France. Les autodidactes deviennent rares et les héritiers font de plus en plus d'études. Un grand patron sur deux sort d'une grande école. Mais tous sont-ils pour autant bien préparés à diriger une entreprise ? SVE fait le point !

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- COFACE : les exportations financées par les contribuables.
- BANQUE : anatomie d'une salle de marché, le Crédit Lyonnais en exemple.
- ERASMUS : L'Europe des campus.

SCIENCE ET VIE ECONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

re
ienne »
M

De m
à la l

Ag
21
Mr. D
La p
1930
MIC
LE
DES